

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

DE LA NATURE ET DE L'ÉTENDUE
DU DROIT DE RÉPONSE
EN MATIÈRE DE PRESSE

THÈSE

POUR LE

Doctorat (Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Mardi 9 Juin 1925, à 14 heures

PAR

Robert VAUTARD

devant le Jury d'examen

Président.....	MM. HENRY, professeur.
Assesseurs.....	VOIRIN, chargé de cours.
	TROTABAS, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE GRANDVILLE, 10, RUE DE MALZÉVILLE

1925

UNIVERSITÉ DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

DE LA NATURE ET DE L'ÉTENDUE
DU DROIT DE RÉPONSE
EN MATIÈRE DE PRESSE

THÈSE

POUR LE

Doctorat (Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Mardi 9 Juin 1925, à 14 heures



PAR

Robert VAUTARD

devant le Jury d'examen

Président.....	MM. HENRY, professeur.
Assesseurs.....	VOIRIN, chargé de cours.
	TROTABAS, chargé de cours.



NANCY

IMPRIMERIE GRANDVILLE, 40, RUE DE MALZÉVILLE

—
1925

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. MICHON (Q I).

Doyen et professeur honoraire : M. BINET (*, Q I).

Doyen honoraire : M. GÉNY (*, Q I).

Professeurs honoraires : MM. MAY (*, Q I), BOURCART (Q *, Q I),
CARRÉ DE MALBERG (*, Q I), ROLLAND (Q I), MOREL (Q I).

MM. GÉNY (*, Q I), professeur de Droit civil.

MICHON (Q I), professeur de Droit romain.

BROCARD (Q I), professeur d'économie politique.

SENN (S, Q I), professeur de Droit romain à la Faculté de Droit
de Paris, chargé de cours de Droit romain à la Faculté de
Droit de Nancy.

RENARD (Q I), professeur de Droit public.

HENRY (Q A), professeur de Droit criminel.

LAVERGNE (Q A), professeur d'économie politique et d'Histoire
des Doctrines économiques, chargé de cours à la Faculté de
Droit de Lille.

KROELL (Q A), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL, professeur de Droit international public et privé.

OUDINOT (*, S, S, Q A), agrégé, détaché au Ministère des Régions
libérées.

LESCOT (S), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (Q I), agrégé, chargé des cours de Droit civil (2^e année)
et de Droit civil (capacité).

VOIRIN (S), docteur en Droit, chargé des cours de Droit civil
(1^{re} année) et de Droit civil (capacité).

RAOUL DUVAL, docteur en Droit, chargé des cours d'économie
politique (1^{re} année) et doctorat.

TROTABAS (S), docteur en Droit, chargé des cours de Droit admi-
nistratif (2^e année) et de législation financière.

MELIN (Q I), docteur en Droit, chargé du cours de Science sociale.

BERTRAND (Q I), secrétaire.

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions
particulières des candidats.*

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

Témoignage d'affection et de
reconnaissance.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

L'ancêtre du journalisme fut sans conteste Théophraste RENAUDOT (1586-1653), qui fit paraître sa gazette le 30 mai 1635. Il avait obtenu pour lui et ses successeurs « le privilège d'imprimer et faire imprimer en tels lieux et par telles personnes que bon leur semblera, les gazettes, relations et nouvelles, tant et autres papiers généralement quelconques contenant le récit des choses passées et avenues ou qui se passeraient tant dedans que dehors le Royaume ». Cette « gazette » est devenue plus tard la « gazette » de France. Mais le pouvoir royal ne tarda pas à se rendre compte du danger qu'il y aurait pour lui d'abandonner entre les mains de la Presse un privilège aussi considérable, aussi n'eut-il plus par la suite d'autres préoccupations que de l'asservir et d'en faire un sujet à sa merci. On ne lui laissa plus qu'un pouvoir de critique, mais de critique d'ordre littéraire, philosophique ou scientifique et on lui interdit toute ingérence dans le domaine politique et national si ce n'était par autorisation toute spéciale.

Aussi l'histoire de la presse ne commence-t-elle qu'avec la Révolution française de 1789. La déclaration des Droits de l'homme et du citoyen portait en effet dans son article 11 : « La libre communication de la pensée et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. » Mais cette liberté, trop absolue, amena de véritables abus et elle ne tarda pas à sombrer dans les diverses réglementations qui suivirent.

Sous l'Empire, la liberté de la presse subit une éclipse et au cours du XIX^e siècle son histoire est liée étroitement aux événements politiques, représentant tour à tour, selon l'heure ou la circonstance, deux esprits contraires qu'on a vainement tenté d'amalgamer : l'esprit de liberté et l'esprit de compression et dont l'un des derniers vestiges est le décret-loi du 17 février 1852, dont M. NAQUET a pu dire « que c'était le régime le plus despotique, le plus draconien que la presse française ait eu à subir depuis la chute du Premier Empire ».

C'est à la Troisième République que revient l'avantage d'avoir doté la presse d'un régime de liberté, conforme à ses aspirations. En effet, la loi du 29 juillet 1881, véritable code de la presse, en 70 articles, est une loi essentiellement libérale, « loi d'affranchissement et de liberté » a dit son rapporteur à la Chambre des Députés, M. LISBONNE.

Cette loi consacre un chapitre spécial à la presse périodique. Les écrits et journaux périodiques, en effet, ont des caractères particuliers qui les différencient des

autres publications ; leur exploitation constitue une entreprise commerciale à laquelle se rattachent de nouveaux contrats. Leur régularité, leurs moyens de diffusion, les influences qu'ils peuvent exercer — le journal aujourd'hui est devenu le pain intellectuel de chacun — rendent inquiétants les abus qu'ils pourraient commettre et contre l'État et contre les particuliers. Aussi n'ont-ils jamais pu se soustraire complètement de la dépendance du pouvoir central et la loi de 1881 a conservé, pour eux seulement, certaines restrictions qui ne sont que des réglementations de police (1).

L'influence du journal a été et reste considérable dans notre vie moderne. Il est devenu nécessaire à la vie de tout bon citoyen. Il sert d'intermédiaire entre les mandataires du suffrage universel et les électeurs. Il a pour but d'éclairer, renseigner, guider les citoyens sur les faits qui se jouent sur la scène politique, sur les idées qui s'éveillent et sur les théories qui prennent naissance dans le monde intellectuel, de les conseiller et de les mettre en garde contre les dangers du moment. Mais serviteur vigilant des idées et de l'initiative, organe nécessaire de toute démocratie, le journal est aussi un organe délicat et très dangereux, armé pour le bien comme pour le mal. Si, dans ses colonnes, il mentionne

(1) M. Émile DE GIRARDIN, Président de la Commission, réclamait une presse libre de toute entrave, lui laissant supporter tout le poids de ses fautes. « La Presse, sans l'impunité, disait-il, ce n'est pas la presse libre, c'est la presse tolérée, c'est la presse ayant pour juge l'arbitraire, l'ignorance et l'intolérance. » Cette proposition n'a pas été prise en considération par la Commission.

le nom de particuliers qui n'ont pas recherché cette publicité gratuite, qui peut leur nuire, n'aura-t-on aucun recours contre eux ? Si on a pu dire que la presse périodique était « le quatrième pouvoir de l'État », il n'en est pas moins vrai cependant que, comme tout autre, il doit se contenir dans la sphère qui lui appartient et respecter l'objet qui lui est propre.

Mais les journalistes ne bornent pas toujours à cela leur tâche et leur devoir. Souvent les journaux sont remplis de divulgations indiscretes qui satisfont peut-être la malignité de leurs lecteurs, mais qui souvent troublent sans utilité, parfois sans vérité et sans justice, l'existence privée des particuliers. Ces invasions dans le domaine de la vie privée sont la plaie du journalisme, elles lui sont souvent dictées par des intentions plus ou moins pures. Le citoyen, en face de ces divulgations désobligeantes, n'aurait à sa disposition aucun moyen pour réprimer ces atteintes à sa dignité ? Le laissera-t-on à la merci des actes arbitraires du journalisme ? Non, car après avoir admis la liberté de fonder des journaux et d'écrire en toute indépendance, la loi s'occupe de réprimer les atteintes qui peuvent porter préjudice soit à l'État, soit au particulier.

Les lois de la Révolution et de la Restauration (loi de 1819) ne donnaient que le droit de poursuite en cas d'injure et de diffamation. Cette loi n'était pas suffisante. Ce n'était, après tout, qu'un moyen répressif qui permettait peut-être d'obtenir réparation d'un préjudice causé, mais qui ne donnait pas, à coup sûr, satisfaction complète à la personne lésée. De plus, la crainte, pour des particuliers, de s'exposer devant des juges à un

débat public et de rééditer avec plus d'éclat les diffamations ou les calomnies faisant l'objet de la plainte les arrêtaient souvent dans leurs poursuites. Il fallait quelque chose de plus souple, de moins rigide agissant en quelque sorte comme réflexe capable de parer immédiatement à l'attaque et pouvant donner à la personne lésée une satisfaction morale plus entière.

Ce fut l'œuvre du législateur de 1822. Le projet de loi ne parlait pas du droit de réponse. C'est au cours de la discussion du projet de loi sur la presse qu'il fut inséré sous l'article 11 à la suite d'une proposition de M. MESTADIER, député de la Creuse. Cet article disait en effet que toute personne nommée et désignée dans un journal avait le droit de répondre dans ce même journal aux allégations qui y étaient portées contre sa personne, sous peine d'amende.

Le droit de réponse entraînait donc dans notre législation. Il ne devait plus en sortir. Introduit depuis dans toutes les lois sur la presse, il a été maintenu par la loi du 29 juillet 1881 et régleménté à nouveau par la loi du 29 septembre 1919.

Depuis un siècle qu'il existe, le droit de réponse est considéré par la grande majorité des auteurs comme une nécessité, la seule arme efficace contre le journalisme. « C'est la santé pour les journaux, a dit M. Edmond de HARAUCOURT, d'avoir un peu peur de temps en temps, car ils ont toute la puissance. » Il a été cependant l'objet de très vives critiques, les unes dans son application, d'autres dans sa conception. On le représente comme une institution extraordinaire et monstrueuse

portant atteinte à la liberté de la presse et au droit le plus complet, au droit de propriété, véritable expropriation partielle et momentanée, contraire à tous les principes fondamentaux de notre droit (1).

D'autre part, il fait exception au grand principe de notre droit pénal qui veut que nul ne se fasse justice à lui-même. C'est le concept de la justice privée qui réapparaît ici sous une forme spéciale. La personne nommée ou désignée, ayant seule à déterminer l'intérêt qu'elle a à répondre, joue donc le rôle de juge et de partie dans la même affaire ; et, chose plus grave encore, elle exerce son droit en dehors de tout pouvoir de contrôle de la part des tribunaux ; libre donc à elle de l'exercer comme elle l'entend, d'une façon plus ou moins arbitraire et démesurée.

Cependant, devant les grands services que journalle-

(1) « C'est à coup sûr un droit exorbitant. Répondre à une attaque par la parole, par lettre ou par la voie de la presse est une faculté qui appartient à tout le monde, contre tout le monde, et qui n'a pas besoin d'être écrite par la loi. Mais répondre dans le journal même ou dans la revue qui a publié l'attaque, s'imposer au gérant comme rédacteur obligatoire et gratuit et l'obliger à imprimer et à répandre une prose qui n'est généralement pas destinée à lui plaire, c'est là une représaille particulière dont la presse périodique a le privilège. Ni l'orateur ni l'écrivain ne sauraient être contraints, sur la réquisition d'un particulier, de prononcer un autre discours ou de publier un second livre pour lui faire amende honorable. Le journaliste seul subit cette loi rigoureuse dont l'application peut, le cas échéant, causer une gêne à son industrie ou même jeter le discrédit sur sa personne ou son œuvre. La diffusion, l'influence de la presse périodique expliquent cette exception ; suffisent-elles pour la justifier ? » (DARESTE, Droit de réponse. *Rev. pol. et parl.*, 1899, t. XXII, p. 515.)

ment le droit de réponse était appelé à rendre, toutes ces critiques se sont tues et maintenant nous pouvons dire que le droit de réponse est regardé unanimement comme une institution bienfaisante, très utile, servant de frein aux empiétements que la presse périodique ne manquerait pas de faire hors de son domaine. Il rétablit l'équilibre entre les journalistes et les autres citoyens ; il donne aux personnes dont les noms sont, sans leur consentement, livrés à la publicité, la faculté de réclamer contre les assertions malveillantes ou erronées qui les concernent.

Mais si tout le monde est d'accord sur sa légitimité, il y a des divergences nombreuses qui s'élèvent encore sur son mode d'application.

Avant de commencer l'étude de ces critiques qui divisent et les auteurs et la jurisprudence elle-même, nous ferons remarquer que l'exercice du droit de réponse n'exclut pas les actions résultant de la provocation de l'article. Le droit de réponse n'est qu'une mesure spéciale jouant ici le rôle d'une action préventive servant à atténuer tous les effets qui résultent de la publication de l'article incriminé. Son rôle est purement conciliant, il tend à sauvegarder les intérêts de la personne lésée, à lui apporter une compensation morale servant à rétablir l'équilibre entre le journaliste et le particulier.

L'action en injure et en diffamation, au contraire, a pour unique objet d'obtenir réparation d'un préjudice causé, réel et certain. Et cette réparation se traduit toujours par une peine, et par des dommages-intérêts, venant compenser pécuniairement la perte subie par l'ar-

ticle. Elle a ici un caractère répressif, nettement défini.

Et l'une de ces actions n'exclut pas l'autre. En effet, l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 nous dit que le refus d'insertion sera passible de l'amende de 50 à 500 fr., « sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu ». Il résulte de cette disposition que, lorsque l'attaque aura la gravité d'un délit, la personne attaquée aura tout à la fois l'action en diffamation ou en injure et l'action tendant à contraindre le gérant à l'insertion de la réponse à l'article injurieux ou diffamatoire. De même l'action pour diffamation ou injure ne saurait être rejetée pour le motif que la réponse du plaignant aurait été insérée dans l'un des numéros de l'écrit périodique.

Le droit de réponse et l'action en injure et en diffamation ne sont donc que les deux côtés d'une même action répondant chacun à des besoins différents. L'un — le droit de réponse — mesure préventive plus conciliante, modératrice, se borne à pallier les effets et les inconvénients qu'a pu produire l'article provocateur dans l'esprit de la personne nommée; aussi est-elle rapide, extrajudiciaire, quelquefois peut-être arbitraire. L'autre — l'action en injure ou en diffamation — plus complète, plus grave aussi, véritable peine, ayant recours aux offices d'un juge, cherche à obtenir réparation du préjudice causé par la vivacité de l'attaque. Donc, quand l'article ne portera atteinte qu'à l'honorabilité, qu'à l'estime de la personne, quand il ne contiendra que des allégations fausses ou mensongères, seul l'exercice du droit de réponse sera ouvert. Si l'article contient un

délit caractérisé conformément aux articles 32 et 33 de la présente loi, la personne lésée aura la possibilité d'user des deux moyens simultanément.

Il a été jugé en ce sens que la personne attaquée dans un journal avait tout à la fois l'action tendant à contraindre le gérant à insérer la réponse, et l'action en diffamation (1).

(1) Crim. r. 15 févr. 1834 Répert. Dalloz, *Presse-Outrage*, n° 353 en note. — Crim. r. 18 nov. 1892, D. 1894-1-139.

HISTORIQUE

Lors de la discussion du projet de loi relatif au rétablissement de la liberté de la presse et à la répression de ses abus, projet présenté par BERLIER au Conseil des Cinq Cents, DULAURE, député girondin, comprenant que les droits et actions accordés aux particuliers lésés n'étaient pas suffisants, déclarait dans la séance du 24 prairial, an VII, qu' « il est une obligation à laquelle il faut astreindre les journaux, c'est de les efforcer à insérer la réponse de tout citoyen qui aura à se plaindre d'un article inséré dans le journal », et il ajoutait que « cette proposition n'atteint en rien la liberté de la presse, mais plutôt la régularise ; il est juste que dans le lieu même où la calomnie a été produite se trouve aussi la réponse à cette calomnie... ». La malveillance et l'influence des journalistes seront ainsi neutralisées.

Les deux articles additionnels qu'il proposait (1),

(1) ARTICLE PREMIER.—Tous propriétaires ou rédacteurs de journaux ou d'ouvrages périodiques, quelle que soit sa dénomination, qui y auraient inséré un article attentatoire à la réputation d'un ou plusieurs citoyens, seront tenus d'y insérer la réponse à cet article dans les cinq jours qui suivront la réception de la dite réponse, sous peine de voir les journaux ou ouvrages périodiques supprimés

malgré la justesse des observations qu'il avait présentées, n'eut aucun succès et il ne fut plus question du droit de réponse.

La loi de 1819 obligeait seulement les journaux à insérer les communications des dépositaires de l'autorité publique et ne contenait aucune disposition relative à l'insertion de la réponse des particuliers attaqués par la voie de la presse.

Ce n'est que la loi du 28 mars 1822 qui consacra définitivement le droit de réponse, il fut intercalé au cours de la discussion de la loi par l'adoption d'un amendement présenté par M. MESTADIER, député. Aux termes de cet article, les propriétaires et éditeurs d'écrits périodiques étaient tenus d'insérer dans les trois jours de la réception ou dans le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique sous peine d'une amende de 500 à 1.000 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article incriminé pouvait donner lieu. Cette insertion était gratuite et la réponse pouvait avoir le double de longueur de l'article auquel elle était faite.

Cet article fut complété par la loi du 9 septembre 1835

et d'être en outre condamnés aux frais d'impression, de timbre et de poste de trois mille exemplaires de la dite réponse.

ARTICLE 2. — Les susdits propriétaires ou rédacteurs seront, en outre, tenus, sous les mêmes peines, de délivrer à chaque citoyen prétendu calomnié ou à celui qui le représentera un récépissé de la réponse à insérer, dans lequel sera mentionné le nombre de lignes non raturées de cette réponse et la date du jour où elle aura été reçue.

et celle du 27 juillet 1849 qui précisèrent quelques points : que l'insertion devrait avoir lieu, non dans les trois jours de la réception, mais dans le numéro qui suivra le jour de la réception ; que l'insertion aurait lieu intégralement (ceci pour répondre à l'interprétation de certains tribunaux qui jugeaient que l'insertion de la substance de la réponse était suffisante). De plus, le prix de l'insertion serait dû pour la partie de la réponse excédant le double de la longueur de l'article qui l'aurait provoqué.

Les lois qui suivirent, si elles diminuèrent le champ d'application du droit de réponse, n'en altérèrent jamais sa portée ni n'en contestèrent jamais sa légitimité, qui fut soutenue en 1881 par des arguments identiques à ceux qui la firent admettre en 1822 : Insertion du double de l'article, avec paiement pour l'excédent au taux des annonces judiciaires, à la même place et de même caractère que l'article qui l'aura provoquée. Le texte primitif portait : « Le gérant sera tenu d'insérer les rectifications de toute personne » ; sur l'intervention de M. CUNEO D'ORNANO on modifia le texte et on remplaça le mot rectification par le mot plus général et plus générique de réponse qui se trouvait dans la législation antérieure.

Les applications de jurisprudence, dont cette loi fut le point de départ, ne tardèrent pas à soulever de vives critiques qui eurent pour effet d'aboutir à la loi du 27 septembre 1919. L'objet de cette nouvelle loi fut de réglementer à nouveau les conditions dans lesquelles devra s'exercer le droit de réponse des personnes nommées ou désignées dans le journal, ainsi que le droit de

réponse des héritiers, dont l'auteur a été l'objet d'imputations diffamatoires ou injurieuses. A cet effet elle modifia l'article 13. 1^o Elle précise le délai dans lequel doit être publiée la réponse aux journaux et écrits périodiques quotidiens ou non quotidiens (article 13, §§ 1 et 2). 2^o Elle restreint l'étendue de la réponse en accordant à la personne lésée, au lieu du double de l'article incriminé, une longueur égale à celle de cet article avec un minimum et un maximum, mais en supprimant le droit que conférait la loi de 1881 à la personne lésée de dépasser la longueur fixée par la loi, à la condition d'en payer le coût au tarif des annonces judiciaires (article 13, §§ 4 et 5). 3^o Elle spécifie les obligations du journal ou de l'écrit périodique qui a plusieurs éditions (article 13, §§ 6 et 7). 4^o Elle fixe un bref délai dans lequel le jugement et l'arrêt doivent intervenir en cas de contestations, en autorisant l'exécution provisoire du jugement sur minute, nonobstant opposition ou appel (article 13, § 8). 5^o Elle abrège pendant les périodes électorales le délai d'insertion et institue une procédure extrêmement rapide pour juger les contestations, le jugement devant toujours, en ce qui concerne l'insertion, être exécutoire par provision sur minute nonobstant opposition ou appel (article 13, § 9); enfin elle institue une prescription annuelle pour la demande d'insertion forcée (article 13, § 10).

D'autre part, elle rectifie une erreur de référence que contenait l'article 34, § 1, relatif à la diffamation envers les morts, et accorde aux héritiers du conjoint et aux légataires universels de la personne diffamée ou injuriée, par modification de l'article 34, § 2, le droit de

réponse alors même que l'auteur de l'article n'aurait pas eu l'intention de porter atteinte à leur honneur ou à leur considération.

Cette loi de 1919 eut pour origine une proposition de loi déposée à la Chambre des Députés par M. CRUPPI, le 3 décembre 1901, et qui était la résultante d'un grand procès qui mit aux prises la *Revue des Deux Mondes*, alors M. BRUNETIÈRE, avec M. DUBOUT, auteur d'une pièce dramatique « *Frédégonde* », jouée au Théâtre Français. La Cour de Cassation avait, dans son arrêt, donné une portée très générale au droit de réponse des auteurs dramatiques littéraires ou autres, alors même que ces critiques ne contenaient aucune attaque personnelle ; et cette jurisprudence avait causé une très vive émotion dans la presse et n'avait pas rencontré une approbation unanime dans le monde judiciaire. M. CRUPPI avait résumé ces protestations dans sa proposition qui fut adoptée par la Chambre, mais que le Sénat, après un vif débat, renvoya à la Commission. Celle-ci la modifia sur plusieurs points, notamment en retranchant la disposition qui restreignait le droit de réponse en matière littéraire et artistique et en réglant l'article 34, § 2, de la loi de 1881, ainsi qu'il est dit plus haut (1).

Après plusieurs délibérations le Sénat adopta, après quelques changements, le texte qui lui était soumis. La Chambre, sur retour en 1915, y apporta quelques modifications qui nécessitèrent le renvoi du projet au Sénat

(1) Rapport supplémentaire de M. SAVARY, du 21 mars 1911.

qui lui a donné sa forme définitive. La Chambre, sans aucune discussion, l'adopta.

Ces modifications sont-elles suffisantes et ont-elles pu satisfaire les appréhensions du monde et de la presse ? Telle est la question que nous aurons à examiner. Néanmoins ce texte constitue un progrès sérieux sur le passé. D'aucuns l'auraient voulu gardien plus vigilant des droits de la presse, mais beaucoup ont craint qu'en modifiant trop profondément certains articles de la loi de 1881 on arrive à une révision générale de la loi.

Telle est la loi que nous aurons à étudier en détail.

Dans une première partie, nous présenterons la théorie du droit de réponse, telle qu'elle a été élaborée au cours de ce siècle par la jurisprudence de la Cour de Cassation, en nous attachant tout particulièrement à mettre en lumière la portée générale qui lui a été donnée et les limitations qu'inévitablement la Cour suprême à dû, par la suite, apporter à son principe.

Dans une seconde partie, nous verrons si cette jurisprudence est bien conforme à l'esprit de la loi. Nous serons ainsi amenés à rechercher quelle peut être la nature juridique de ce droit. Nous en délimiterons ensuite la portée et, dans la conclusion, justifiant la présence de cette innovation du législateur de 1822, nous préciserons, s'il y a lieu, les modalités et les limites qu'il serait équitable de lui apporter.

PREMIÈRE PARTIE

Théorie traditionnelle du droit de réponse

Aux termes de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, modifié par la loi du 29 septembre 1919, « les propriétaires ou éditeurs de tout journal ou écrit périodique seront tenus d'y insérer..... la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal ».

Dans une première section nous chercherons successivement, en plusieurs chapitres, les personnes qui peuvent user du droit de réponse, les cas où ce droit peut s'exercer et les caractères que lui a reconnus la jurisprudence de la Cour de cassation.

Dans une deuxième section nous présenterons les restrictions et les limitations que, peu à peu, cette jurisprudence trop rigoriste a dû apporter à sa théorie.

PREMIÈRE SECTION

CHAPITRE PREMIER

A qui appartient le droit de réponse ?

Demandons-nous dans quel cas la désignation pourra être considérée comme suffisante, ensuite quelles personnes pourront réclamer l'insertion d'une réponse.

La citation du nom d'une personne ouvre le droit de réponse et son exercice ne souffre aucune discussion ; mais la question est plus délicate pour définir ce que le texte entend par personne désignée. Le législateur, à dessein semble-t-il, n'a pas dit que la personne devait être clairement désignée, il faut donc admettre la plus large interprétation, laissant aux tribunaux le soin de décider si la désignation est suffisamment précise (Cass. 29 novembre 1872, *Bull. Crim. Cass.*). Suffira-t-il donc d'une désignation sommaire, par périphrases, à mots couverts, d'une simple réticence et même d'une omission ? est-il nécessaire que la personne en cause puisse être reconnue de tous ou de quelques-uns, ou suffit-il qu'elle puisse se reconnaître seule ? Faut-il que cette

personne soit désignée isolément ou peut-il suffire qu'elle le soit *in globo* avec un groupe d'autres personnalités? Il est incontestable qu'on peut répondre à une gravure, à une caricature, car il y a désignation, sauf la difficulté qui pourra s'élever sur la longueur de la réponse (1).

D'une façon générale la jurisprudence s'est montrée très large sur le sens du mot « désignation ». Il n'est pas nécessaire que la désignation soit assez précise pour permettre à tout le monde d'identifier la personne en cause. Il suffit même qu'elle permette à l'intéressé seul de se reconnaître, puisque dans ce cas comme dans les autres le dommage moral est sinon moindre du moins existant (2).

Un député est suffisamment désigné et par conséquent peut user du droit de réponse lorsque sa mère a été nommée dans un journal à propos de l'obtention d'un bureau de tabac (3).

Il a été jugé également que la personne désignée par un pseudonyme dont elle signe généralement ses articles (4) jouit aussi d'un droit de réponse.

La désignation serait suffisante dans le cas où un journal ferait allusion à un produit dont le nom et la marque sont la propriété exclusive d'un fabricant (5).

(1) Le journal *L'Oeuvre* (18 janvier 1925) inséra une photographie de la comtesse de Noailles en réponse à une photographie qu'elle considérait comme une caricature.

(2) Paris, 8 mai 1900. *Gaz. Trib.*, 11 mai 1900.

(3) Paris, 25 nov. 1889. D. 1889-2-116.

(4) Tribunal Seine, 21 avril 1881. *Gaz. Trib.*, 23 avril 1881. Paris, 2 juin 1881, *Gaz. Trib.*, 5 juin 1881.

(5) Amiens, 12 janv. 1901. P. 1902-2-180.

La jurisprudence admet cependant quelques tempéraments. Le droit de réponse à un article de journal n'est pas ouvert à une personne par cela seul que cet article touche à une situation dans laquelle elle se trouve avec d'autres, si l'article dont il s'agit est conçu d'une manière générale et n'attire pas spécialement l'attention sur elle (1).

De même la similitude de noms et de situation n'ouvre pas l'exercice du droit de réponse au profit d'une personne autre que celle que le journal a voulu nommer ou désigner (2).

C'est à la justice qu'il appartiendra de décider si la désignation est ou non suffisante, et la Cour de cassation, par un arrêt en date du 29 novembre 1872, a décidé que les tribunaux auraient compétence souveraine à cet égard.

Ainsi compris, ce droit n'est soumis à aucune restriction, il n'est pas nécessaire que l'article incriminé soit injurieux pour la personne nommée. Un amendement déposé par M. DE MONTALIVET, lors de la discussion de la loi de 1822, proposait d'ajouter ces mots : « d'une manière injurieuse » ; cet amendement fut repoussé et ne fut jamais repris.

Mais il n'est même pas nécessaire que la réponse à l'article se justifie par la présence d'un intérêt quelconque. Ainsi en a décidé la Cour de cassation qui s'est constamment refusée à admettre que les journalistes ou les tribunaux aient le droit d'examiner, avant

(1) Seine 2 févr. 1870, Pouyer-Quertier. D. 70-3-39.

(2) Paris, 31 juillet 1879, Brach c. Bonnefond.

d'insérer la réponse, si celle-ci présentait un intérêt pour celui qui l'envoyait. Il faut bien se pénétrer de ce principe proclamé par le garde des sceaux que le journaliste pas plus que la magistrature n'est juge de l'opportunité, de la nécessité ou de l'utilité de la réponse (1).

Ces principes sont consacrés par une jurisprudence constante et imposante de la Cour de cassation qui n'a cessé d'en faire une application rigoureuse (2).

Fonctionnaires

La question se pose de savoir si, nommés ou désignés dans un journal à raison d'un acte de leurs fonctions, les fonctionnaires ont le choix entre le droit de rectification qui leur est spécialement réservé et le droit de réponse accordé à tout particulier d'une manière générale. Il est bien évident que, considérés en temps que personnes privées, ils dépouillent leur caractère de fonctionnaires et peuvent user au même titre que les particuliers du droit de réponse prévu par l'article 13 (3).

En 1822, M. MESTADIER, pour poser la légitimité du droit de réponse, disait qu'« un moyen satisfaisant pour l'honnête homme, fonctionnaire ou non, antidote plus efficace contre un poison si rapide, c'est de repousser l'outrage par les mêmes armes et de dissiper tous les

(1) CHASSAN, *Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse*. 1846. 2^e édition, 1^{er} vol., 954.

(2) S. 38-1-447 ; S. 43-1-74 ; S. 46-1-209 ; S. 50-1-329 ; S. 54-1-663 ; S. 60-1-294 ; S. 65-1-52 ; D. 70-1-142 ; D. 77-1-67 ; S. 82-1-236 ; S. 85-1-139 ; S. 85-1-397 ; D. 85-1-94 ; S. 88-1-281 ; D. 90-1-189 ; 90-1-452 ; S. 92-1-168 ; S. 94-1-43.

(3) Crim. Cass. 18 juillet 1896. D. 97-1-55.

doutes... » De ces explications il ressort nettement qu'il entendait faire bénéficier de son amendement les fonctionnaires publics ; c'était peut-être même le cas des fonctionnaires dont les actes sont sujets à critique, qu'il avait en vue en proposant son amendement (1). La jurisprudence de l'époque accorda sans hésitation ce droit de réponse aux fonctionnaires concurremment avec l'autre, « car, disait la Cour de cassation, l'article 18 de la loi de 1835 qui donna à l'administration le droit de faire insérer dans les journaux tous les documents dont elle croit la publication utile, à la charge de payer le coût de leur insertion, forme une disposition entièrement distincte de laquelle il est impossible d'en déduire l'abrogation des garanties dont les fonctionnaires publics jouissaient avant cette loi en vertu de la règle établie par la loi de 1822 (2) ».

Mais la loi de 1881, dans son article 12, a donné au fonctionnaire attaqué un droit spécial et d'un caractère nouveau. « Votre commission, disait M. LISBONNE, tout en acceptant le principe du droit de réponse, le limite, quand il s'agit des représentants de l'autorité publique, aux actes de la fonction qui auraient été inexactement rapportés (3). »

La rectification diffère en effet du droit de réponse proprement dit en ce qu'il n'est pas nécessaire, pour

(1) Un amendement fut proposé à la Chambre des pairs par le comte Molé pour refuser le droit de réponse aux fonctionnaires. Cet amendement fut rejeté.

(2) Cass. 31 déc. 1835, S. 36-1-415. — Metz 23 mai 1850, D. 41-2-55.

(3) *J. Off.* 18 juillet 1881, p. 8.289 et suiv.

l'exercice de ce droit de rectification, que le fonctionnaire public ait été nommé ou désigné dans le journal, il suffit que, sans faire allusion à sa personne de fonctionnaire, le journal ait relaté ou commenté un acte de sa fonction. Dans ces cas naturellement, il n'est pas question de lui octroyer le bénéfice que l'article 13 accorde aux particuliers.

Mais quand ils sont nommés ou désignés à raison même de leurs actes, ont-ils la possibilité de choisir entre le droit de rectification qui leur est propre et dont l'objet, sous certaines conditions, est de rétablir des allégations inexactes, et le droit de réponse ouvert à tout particulier par cela seul qu'il a été nommé ou désigné dans un journal.

Les travaux préparatoires et les paroles de M. LISBONNE, rapporteur de la loi de 1881, laissaient envisager que l'idée de la commission était de faire une distinction entre ces deux droits. « Il nous a paru utile, disait-il, de distinguer par deux dispositions différentes les rectifications émanées de l'autorité publique et les allégations émanées des personnes privées » ; et encore : « Votre commission a pensé qu'il y avait lieu de poser des règles différentes quand il s'agit de rectifications réclamées par l'autorité publique et quand il s'agit de celles réclamées par les particuliers ou par les fonctionnaires dont les déclarations n'auraient pas pour objet des actes de leurs fonctions. »

Cependant, devant la généralité de l'article 13 qui ne fait aucune distinction, la jurisprudence de la Cour suprême s'est prononcée en faveur de l'affirmative en maintenant l'interprétation qu'elle avait donnée avant

la loi de 1881 et en décidant que la nouvelle loi n'apportait aucune modification au principe précédemment établi.

L'article 12, en conférant aux fonctionnaires un droit de rectification, leur accorde une prérogative spéciale dans un but d'intérêt général qui ne les empêche pas de trouver un légitime intérêt à user plutôt du droit de réponse plus facile, plus souple et d'un usage moins restreint.

« Attendu que cet article 12, par la généralité de ses termes, s'applique aussi bien aux fonctionnaires publics qu'à tous ceux des autres citoyens, que si l'article 12 confère aux dépositaires de l'autorité publique la faculté de faire insérer dans un journal, en tête du plus prochain numéro, des rectifications au sujet des actes de leurs fonctions qui auraient été inexactement rapportés..., cette disposition ne les exclut pas du bénéfice du droit plus large ouvert par l'article 13 sans d'autres conditions et sans d'autres pénalités différentes... Attendu que ce double droit de rectification officiel et de réponse a été reconnu aux fonctionnaires publics antérieurement à la loi de 1881... et que pour exclure par une interprétation nouvelle les dépositaires de l'autorité publique du bénéfice de ses dispositions, il faudrait qu'il y ait dans cet article une restriction qui n'existe pas (1). »

Le fonctionnaire attaqué dans un journal relative-

(1) Cass. 10 avril 1891. D. 92-1-80. — En ce sens, Cass. 21 février 1889. D. 1890-1-189; Cass. 18 juillet 1896. S. 97-1-64. — LE POITTEVIN, *Traité de la Presse*, 1902, t. 1, p. 148.

ment aux actes de sa fonction peut donc choisir entre le bénéfice de l'article 12 et celui de l'article 13. Dans le premier cas, il pourra faire insérer sa réponse en première page en tête du journal, mais cette réponse ne pourra être qu'une simple rectification de fait, réduite au double de l'article qui l'a provoquée, sans que le fonctionnaire soit autorisé à requérir une insertion plus étendue. Dans le deuxième cas, il pourra obtenir l'insertion accordée à toute personne nommée ou désignée dans un journal, mais aux mêmes conditions et à la même place qu'un particulier.

Journalistes

Un journaliste qui se trouve attaqué dans une feuille adverse pourra-t-il user du droit que lui confère l'article 13 ? Ou n'aura-t-il pour seul moyen de défense que son propre journal ? On conçoit facilement que la clientèle de l'un n'est pas le plus souvent, nous dirons même est rarement, la clientèle de l'autre ; que la publicité diffère d'organe à organe et qu'ainsi une réponse dans les colonnes d'un journal étranger à la discussion risque de ne point atteindre les lecteurs témoins de l'attaque. Ce droit a été contesté. Le droit de réponse est pour le journaliste un droit superflu, a-t-on dit ; dans toute feuille la polémique occupe une large place, et vouloir reconnaître le droit de réponse serait rendre impossible la lutte que chaque journal poursuit dans ses colonnes pour la défense de ses idées et de ses opinions. On cite un jugement du tribunal de la Seine qui refuse ce droit au journaliste, parce que les dispositions relatives à ce droit « protègent les particuliers nommés ou désignés

par les journaux contre ces mêmes journaux, mais non les éditeurs des journaux contre d'autres éditeurs pourvus les uns et les autres des mêmes moyens d'attaque et de défense ».

Pour la jurisprudence, la généralité du texte ici encore n'admet aucune distinction. Si le journal a été seul nommé, le droit de réponse ne saurait lui appartenir parce qu'il ne constitue pas une personne (1).

Mais quand un article de journal, en nommant un autre journal, a entendu désigner plusieurs personnes déterminées, telles que le gérant, le directeur ou les administrateurs, ces personnes seront certainement investies du droit de réponse (2).

Collectivités

Les personnes morales ont-elles le droit de réponse ? On l'admet généralement. Le bénéfice peut être invoqué non seulement par les simples particuliers et les fonctionnaires, mais encore par une administration, par un corps constitué, un Tribunal de Justice, quoiqu'aucun de leurs membres n'ait été désigné par son nom ; il se trouve suffisamment désigné par l'appellation collective de l'administration ou du corps auxquels ils appartiennent (3).

Il appartient alors à l'un des membres du groupement d'adresser la réponse au nom de ses collègues. Si,

(1) 21 Mai 1897. D. 98-1-94. En ce sens. LE POITTEVIN. t. 1, p. 154.

(2) Aix, 21 avril 93. — D. 93-2-352.

(3) CHASSAN, *op. cit.*, t. 1, n° 959. — Seine, 14 avril 1835, *Gaz. Trib.*, 15 avril 1835.

au contraire, la collectivité n'a pas la qualité de personne morale, s'il s'agit par exemple d'un groupe politique d'un journal, chacun des membres de la collectivité aura qualité pour envoyer la réponse au nom de la collectivité, mais à condition qu'il ait été suffisamment désigné dans l'article auquel il a répondu (1).

Héritiers

Les héritiers vivants d'une personne désignée dans un écrit périodique ont-ils le droit d'exiger l'insertion d'une réponse ?

L'article 34 de la loi du 29 juillet 1881, prévoyant la diffamation et l'injure envers les morts, était ainsi conçu : « Les articles 29, 30, 31 ne seront applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts que dans le cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte à la considération des héritiers vivants. Ceux-ci pourront *toujours* user du droit de réponse prévu par l'article 13. »

Ce mot « toujours » donna lieu à une interprétation qui souleva de grosses controverses et de nombreux débats entre les auteurs. Il n'y eut pas moins de trois systèmes proposés (2).

(1) 21 mai 1897, Cass. D. 98-1-04. LE POITTEVIN, t. 1, page 154.

(2) Ces trois systèmes sont développés : le 1^{er} dans un arrêt de la Cour de Paris, 15 nov. 1899. S. 1903-1-105. — Le 2^e dans une note de M. ROUX, sous cass. 10 mai 1900, S. 1903-1-105, et les auteurs qu'il cite. — Le 3^e dans l'arrêt de cassation du 10 mai 1900 précité.

Le législateur de 1919 eut à choisir entre ces trois systèmes qui ont trouvé chacun des défenseurs. L'article 34, § 2 nouveau, en donnant la préférence au deuxième système, qui est celui de la doctrine en général, exige la réunion des éléments qui constitueraient un délit de diffamation ou d'injure vis-à-vis d'un vivant pour permettre aux héritiers du mort d'avoir un droit de réponse (1). Le garde des sceaux, qui était M. CRUPPI, en a donné le commentaire suivant : « Regardons ensemble quelle sera la situation des héritiers vivants par rapport à ceux qui cherchent à atteindre la mémoire des morts. La voici. Dans le paragraphe 1, il s'agit de diffamations ou d'injures et non plus seulement d'appréciation dirigée contre la mémoire des morts. Est-ce que les héritiers vivants pourront exercer l'action en diffamation ? oui, si l'on a eu l'intention de porter atteinte à leur honneur et à leur considération. Voilà l'idée maîtresse de la loi. Examinons maintenant le droit de réponse, il faut encore pour qu'il soit ouvert qu'il y ait des diffamations ou des injures. Prenez-y garde. Messieurs, il ne s'agit pas de critiques historiques, mais de diffamations ou d'injures. Je puis ajouter qu'il s'agit du droit de réponse, que vous avez limité à 50 ou 200 lignes. Et alors, dans le cas où des diffamations ou des injures seraient portées contre la mémoire des morts, votre commission dit ceci : « Les héritiers « pourront user du droit de réponse, que les auteurs

(1) Voir les conclusions de M. SAVARY dans son rapport supplémentaire au Sénat, le 21 mars 1911 et séance du Sénat, 17 nov. 1911, au *Journal officiel* du 18 nov. 1911, Déb. parl. page 1379.

« de diffamations ou d'injures aient eu ou non l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants (1). »

Il ne suffit donc pas que les morts aient été nommés ou suffisamment désignés pour que les héritiers aient le droit d'exiger une réponse, il faut qu'il y ait une diffamation ou une injure. « Votre Commission, disait M. Eugène PELLETAN, rapporteur de la loi de 1881 au Sénat, n'a pas voulu qu'on mit l'histoire au greffe, comme on le disait autrefois de la couronne car, au-dessus de la famille privée, il y a le droit de la famille universelle que représente l'histoire. »

L'article 34 précise en outre les personnes qui pourront se prévaloir de ces dispositions : ce sont les héritiers, les époux et les légataires universels (cette dernière disposition fut adoptée à la suite d'un amendement de M. Dominique DELAHAYE). Le mot « héritier » devra s'entendre restrictivement, c'est-à-dire héritier en ligne directe, mais ce texte veut un intérêt indéniable, un incontestable devoir moral d'intervention, par conséquent ne permettrait plus des instances dirigées par des parents au douzième et au vingtième degré (rapport de M. VIOLETTE, à la Chambre, n° 6732). Il n'irait pas jusqu'à donner le droit de réponse à un descendant, s'il en existe, du duc de Joyeuse ou du surintendant Fouquet ou de tout autre personnage historique parce qu'ils auront été mentionnés dans un article de critique, même en termes désobligeants pour leur mémoire.

(1) Voir le commentaire de la loi de 1919, dans SIREY, 1921-4 page 368.

CHAPITRE II

Droit de réponse, Droit absolu

Nous avons vu quelles étaient les personnes qui bénéficiaient de l'avantage accordé par l'article 13. Nous allons examiner rapidement dans quels cas le droit de réponse aura lieu de s'exercer.

Le cas qui assurément se rencontre le plus souvent et qui ne soulève pas de discussion, c'est celui où la réponse a pour objet la rectification d'une insertion erronée ou la réfutation d'une appréciation désagréable ou préjudiciable. Mais il n'est pas le seul. La grande presse d'information ou même la presse politique est obligée de rapporter dans ses colonnes les faits les plus importants qui se déroulent sur la scène de la vie quotidienne et de mentionner une foule de personnes qu'elle ne connaît même pas. Toute personne qui verra son nom dans les colonnes d'un journal pourra-t-elle user du droit de réponse ? L'article 13, nous l'avons vu, ne demande qu'une condition à l'exercice de ce droit : la dénomination ou la désignation (suffisante) de la personne qui veut en faire usage. Comment interpréter ce texte ?

Doit-on considérer cette condition comme nécessaire et comme suffisante ? La jurisprudence a entendu ce texte d'une façon très large. Pour elle, cette condition unique de l'article 13 reflète exactement l'intention du législateur de 1881 comme celui de 1822, et, pour arguer de son intention, elle s'appuie sur certaines paroles du garde des sceaux de 1822, M. DE PEYRONNET, qui précisa la nature et la portée du droit de réponse. « Le journaliste, dit-il, ne doit pas être juge de la réponse en ce sens seulement qu'il ne peut juger de son utilité ou de sa nécessité dans l'intérêt de son auteur. Ainsi, que le particulier qui la présente ait tort ou raison de se trouver offensé, dès lors qu'il a été désigné, le journaliste doit insérer sa réponse. Mais cette obligation ne peut entraîner celle de publier un article coupable, et c'est ici qu'il redevient, par la nécessité des choses, juge, non pas de l'opportunité de la réponse, mais de ce que la réponse peut contenir. S'il l'admet, il encourt toute la responsabilité qu'elle peut entraîner. S'il la refuse et que l'auteur pense pouvoir se plaindre de ce refus, c'est aux tribunaux qu'il appartient de prononcer. Si le refus leur paraît motivé, ils déchargeront le journaliste des poursuites ; ils lui appliqueront, au contraire, l'amende et les dommages-intérêts si le refus leur paraît injuste et dénué de raisons suffisantes (1). »

Mais le journaliste n'a-t-il pas le droit d'examiner si la communication faite a sa raison d'être et s'il peut refuser l'insertion s'il lui paraît que la personne dont elle

(1) Séance du 4 mars 1822, *Moniteur* du 13 mars.

émane n'a aucun intérêt. C'est un principe de notre droit pénal que l'intérêt est la mesure des actions. Il peut être moral aussi bien que matériel, mais il doit exister; ne s'applique-t-il pas ici à la matière du droit de réponse (1) ? Pour soustraire à un principe général une interprétation, il faudrait un texte formel qui autorisât cette restriction, et nulle part on ne le trouve dans la loi.

Malgré la force de ces arguments, la Cour de cassation resta inébranlable et sa décision invariable. L'article 13, dit-elle, en déterminant les conditions du droit de réponse, a passé sous silence la question de l'intérêt plus ou moins grand que pourrait présenter pour la personne nommée ou désignée la réponse à l'article. « Pour que l'insertion de la réponse ait lieu, il ne faut qu'une condition, c'est que l'individu ait été nommé ou désigné, peu importe que cette désignation concerne sa vie privée ou sa vie publique, qu'elle soit injurieuse ou non, qu'elle paraisse indifférente pour l'honneur, la considération, la réputation ou l'intérêt de la personne désignée, le meilleur, le seul juge de l'utilité de la réponse, c'est l'individu qui a été désigné (2). »

Et la jurisprudence en a fait une application toujours invariable :

1° « Attendu que le droit accordé par cet article (art. 13) à toute personne nommée ou désignée dans un journal ou écrit périodique est général et absolu, qu'il n'est

(1) Trib. Seine 7 juillet 1883, D. 83-1 133.

(2) CHASSAN, *op. cit.*, I, I, n° 954.

point subordonné au contrôle du tribunal, la personne nommée devant être seule juge de l'intérêt qu'elle peut avoir à répondre et de ce que la réponse doit contenir » (1);

2° « Attendu que ces dispositions sont générales et absolues. Que le droit de réponse, qu'elles consacrent, a été introduit comme un remède nécessaire aux abus possibles de la presse périodique. Que ce but ne serait pas atteint, si la partie intéressée n'était pas seule juge de l'intérêt qu'elle peut avoir à répondre et de ce que sa réponse doit contenir » (2);

3° « Que ce droit de répondre est général et absolu. Que celui qui l'exerce, qui est fondé à l'exercer dès là qu'il a été nommé ou désigné, est seul juge de l'opportunité, de l'étendue, de la forme, de la teneur de la réponse. Qu'elle ne doit subir aucun contrôle de la part du journaliste. Que si le refus de celui-ci nécessite l'intervention de la justice, cette intervention doit avoir surtout pour résultat d'assurer la stricte exécution de la loi, de garantir à celui qui répond la plénitude de ses droits, de prévenir ou du moins de réprimer avec sévérité des résistances qui, en ajournant la publication de la réponse, lui ôtent souvent tout son fruit (3). »

(1) Cass. 1^{er} mars 1838. S. 38-1-447.

(2) Cass. 29 juillet 1842. S. 43-1-74.

(3) Cass. 26 mars 1841. S. 42-1-274. En ce sens S. 46-1-209 ; S. 50-1-329 ; S. 54-1-663 ; S. 60-1-294 ; D. 70-1-142 ; D. 77-1-67 ; S. 85-1-397 ; S. 88-1-281 ; D. 90-1-189 ; D. 90-1-452 ; S. 92-1-168 ; S. 94-1-43 ; Rouen, 13 décembre 1839 ; S. 40-2-76. — CHASSAN, *Délits de presse*, t. 1, page 536. — VILLEY, Note sous cass., 88-1-281.

Ainsi donc, un point nous est déjà acquis, le droit de répondre est absolu. La seule condition nécessaire, et en même temps suffisante, c'est la nomination ou la désignation.

Est-il aussi général ? Voilà ce que nous nous proposons de rechercher dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

Généralité du droit de réponse

Le droit de réponse s'exerce-t-il dans tous les domaines ? Ne subit-il pas certaines restrictions tirées soit de la nature des choses, soit du bon sens, soit de l'équité.

La jurisprudence, devant cet article 13, si large, n'a entendu faire aucune exception. Tout article, quel qu'il soit, donne prise à l'insertion d'une réponse. Il n'y a pas de distinction à faire là où la loi n'en a pas faite.

1° « Attendu que l'article 11 de la loi du 25 mars 1822 est général, et que loin de devoir être restreint dans son application il doit recevoir au contraire, pour rentrer dans l'esprit de la loi, la plus grande extension, qu'il suffit que l'on ait été l'objet de l'article d'un journal pour avoir, aux termes de la loi du 25 mars 1822, le droit de faire insérer dans ce journal une réponse à cet article. Qu'il n'est point nécessaire pour l'exercice de ce droit que l'article ait été injurieux ou diffamatoire (1). »

(1) 11 septembre 1829, Chambre crim., S. 29-1-369.

2° « Attendu que l'article 11, qui donne à toute personne nommée ou désignée dans un journal le droit d'y faire insérer sa réponse est général et absolu.

« Attendu que cet article ne distingue pas les cas où la personne désignée aura ou n'aura pas le droit de réclamer du journaliste l'insertion de sa réponse, qu'il faut en conclure que le droit d'insertion existe dans tous les cas et que la personne nommée ou désignée doit seule apprécier son intérêt à répondre à l'article qui la concerne (1). »

Le droit de réponse s'étend à tous les domaines. La condition reste la même que pour le caractère absolu de ce droit, la nomination ou la désignation suffit.

On s'est cependant demandé si le droit de répondre s'étend aussi aux articles de critique littéraire ou artistique, aux articles concernant les faits ou les paroles prononcées par des hommes publics ? Telle est la question de beaucoup la plus intéressante et qui nécessite quelques développements.

Dans l'intérêt de la critique littéraire ou scientifique, on a élevé la question de savoir si la loi est applicable à la réponse concernant un article de critique.

Cette question a soulevé les plus grandes controverses, a donné lieu aux procès les plus retentissants et sans aucun doute se trouve la plus discutée.

L'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 dit, en substance la Cour suprême, est général et absolu et s'applique à un article de critique littéraire, artistique

(1) Cass. 20 NOV. 1845. D. 46-1-12. CHASSAN, t. I, n° 539. DE GRATTIER, t. II, page 104.

ou scientifique, comme à tout autre article. Cette théorie rigoureuse et inébranlable s'est toujours maintenue dans sa première interprétation, malgré les protestations nombreuses des critiques et malgré les campagnes de presse ; elle en fit une application dans un procès qui mit aux prises la *Revue des Deux Mondes* et son directeur M. BRUNETIÈRE avec M. DUBOUT, auteur de *Frédégonde*, tragédie jouée au Théâtre Français.

M. Jules LEMAITRE, de l'Académie Française, dans un article peu charitable avait critiqué en termes assez vifs la tragédie de M. DUBOUT ; il se montrait particulièrement sévère à propos du quatrième acte, touchant la théorie dramatique de la vérité au théâtre et de la doctrine théologique du secret de la confession, acte qui, d'après la plupart des critiques, était ce qu'il y avait de mieux dans la pièce ; c'était, disait-il « peut-être du théâtre... mais du fichu théâtre, car c'est du théâtre hors de toute vérité ce qui ne se supporte que dans le vaudeville et encore » et il ajoutait qu'au cours de la répétition générale il avait éprouvé une impression désagréable, et pendant que l'effet dramatique se cherchait, il sentait naître en lui des sentiments d'impatience et d'ennui, seuls convenables à pareil accident, et cela malgré les gestes du jeteur de lasso, les reniflements de Mounet-Sully et les zézaiements de Mlle Dudley (1).

(1) L'arrêt de la Cour de Paris, du 5 avril 1897, rapporte quelques-unes des amabilités que M. Jules LEMAITRE décocha à l'auteur : « Pour frapper les imaginations, l'auteur ne recule devant aucune sottise. Tel stratagème est saugrenu, tel autre est proprement stupide. Sa pièce est un exemplaire étonnant du vieux drame dans toute sa poncive horreur ».

Ces propos amers irritèrent fort M. DUBOUT qui, prétendant sa *Frédégonde* discréditée par ces appréciations malveillantes, entama la lutte avec la *Revue des Deux Mondes* en assignant son gérant, M. Brunetière, devant le tribunal correctionnel de la Seine pour refus d'insertion. Le tribunal admit le refus d'insertion, mais pour cette raison que la réponse de M. DUBOUT était de nature à porter atteinte à l'intérêt légitime des tiers en raison des auteurs et critiques qu'il citait.

La Cour de Paris et la Cour de cassation, sur pourvoi de M. Brunetière, déclarèrent bien fondé le droit de M. DUBOUT, et la *Revue des Deux Mondes* se vit dans l'obligation d'insérer la réponse de M. DUBOUT, réponse qui d'ailleurs fut suivie d'un article virulent de M. Jules LEMAITRE qui resta cette fois sans réponse.

Dans une autre affaire toute récente MM. SYLVAIN et JAUBERT ont obtenu également contre la *Revue des Deux Mondes* l'insertion d'un article en réponse à une critique convenable et décente d'une pièce traduite d'Eschyle, *Les Perses*, représentée également au Théâtre Français.

Par suite de l'amnistie de 1919, l'action pénale se trouvant éteinte, la question fut portée au civil. On espérait un revirement de la jurisprudence de la part de la Chambre civile de la Cour de cassation qui était saisie pour la première fois de la question. Mais il n'en fut rien ; la Chambre civile adopta purement et simplement la cause de la Chambre criminelle et déclara une fois de plus que ce droit général et absolu s'appliquait à la critique littéraire d'une façon indubitable, surtout après la loi de 1919 et les travaux préparatoires qui ont accompagné l'élaboration de cette loi.

De tout temps la jurisprudence a appliqué ce même principe, et de nombreux arrêts ont ainsi fixé la jurisprudence (1).

Néanmoins, malgré cette jurisprudence imposante et constante, de nombreux auteurs demandent encore la suppression du droit de réponse en matière de critique et refusent à l'auteur le droit de faire insérer une réponse (2).

Ils estiment qu'il y a une distinction à admettre. Quand la critique se borne à discuter les idées exposées, quand elle reste strictement dans le domaine des idées et des faits, quand elle n'a pas été faite dans un esprit de malveillance, il n'y aurait pas lieu à l'insertion d'une réponse. Dans sa plaidoirie, en novembre 1922, devant la Cour d'appel de Paris, M^e LEOUZON-LE-DUC proposait d'établir en pareille matière une distinction entre la critique qui porte *in rem* et celle qui porte *in personam*, la première seule ne donnant pas ouverture à l'exercice du droit de réponse. C'est ce qu'exprimait déjà M. Henry BORDEAUX dans cet aphorisme: « Tout sur l'œuvre, rien sur l'homme. »

La simple appréciation critique d'un ouvrage n'atteint pas la personne de l'auteur, celui-ci est donc mal venu

(1) Crim, Cass. 27 nov. 1845, aff. Loyau de Larey c, *Constitutionnel* D. 46-1-12 et sur renvoi conforme Orléans 9 juin 46. D. 46-2-116 ; S. 43-1-74 ; D. 70-1-142 ; S. 94-1 43.

(2) FABREGUETTE, t. 426. Il est difficile, disait M. Appleton, d'admettre qu'un étranger puisse se promener sur les terres d'autrui, ce serait révoltant qu'on lui permette d'y planter de mauvaises herbes.

à refuser les critiques formulées contre son œuvre. Peut-être, peut-on admettre qu'il rectifie une assertion inexacte ; à coup sûr il pourrait répondre à des attaques personnelles, mais il ne saurait s'insurger contre des appréciations purement littéraires.

Aussi M. BRUNETIÈRE s'étonnait quand, parlant en sa propre cause devant la neuvième chambre du tribunal correctionnel de la Seine, le 15 décembre 1897, il opposait aux prétentions de M. DUBOIS le libéralisme en faveur au 18^e siècle : « On entendait plus largement, dit-il, les droits de la critique, et quelle risée dans la France et dans le monde entier, si les victimes de Voltaire ou celles de Boileau s'étaient avisées, je ne dis pas de se révolter contre eux, elles l'ont fait, mais de demander au Parlement de Paris la réhabilitation de leurs œuvres. Oui, quelle risée si NONNOTTE s'était présenté devant le Parlement de Paris et lui avait demandé de faire imprimer ses répliques ou ses justifications dans le *Dictionnaire philosophique*. Quelle risée si Jean CHAPELAIN avait demandé qu'il fût ordonné, par arrêt de la Tournelle, que sa *Pucelle* était un chef-d'œuvre, et que BARBIN serait tenu d'en insérer au moins un chant dans les éditions à venir de l'auteur des *Satires*. Ils n'en ont pas eu l'idée. Mais, s'ils l'avaient eue, s'ils avaient pu l'avoir, comment voulez-vous que leur eussent répondu le prince et les ministres qui s'étaient fait honneur de protéger les débuts de ce *Journal des Savants* dont l'objet n'était autre que la critique des livres nouveaux, à l'instar de nos revues modernes ? Ou comment encore le Cardinal, qui n'avait fondé son Académie française, les sentiments de l'Académie sur le *Cid* sont là pour le

prouver, que dans l'intention d'en faire une espèce de tribunal et d'arbitre de la langue, du bon sens et du goût ? De telle sorte que si c'était nous aujourd'hui qui fussions obligés d'insérer les défenses de M. DUBOUT..., le résultat (serait) que de toutes les formes de penser, écrire en cette fin de siècle et dans notre démocratie, la seule à laquelle on imposerait d'étroites et de rigoureuses limites serait tout justement la seule que l'ancien régime lui-même, au temps de Louis XIV et de Richelieu, n'a jamais discutée, ni contestée, ni méconnue.»

C'est énerver la critique littéraire, disait également GEOFFROY, que d'aller chercher des circonlocutions pour exprimer les défauts qu'on peut très clairement spécifier dans un seul mot : appliqué à la personne, le mot serait une injure ; appliqué à l'ouvrage, c'est un mot propre... Quelques-unes de mes expressions leur paraissent ignobles et triviales, je voudrais pouvoir trouver des mots encore plus capables de peindre la bassesse de certaines choses dont je suis obligé de parler. Mes phrases ne sont pas le résultat d'un calcul, d'une froide combinaison d'esprit, elles suivent les mouvements de mon âme, c'est le sentiment que j'éprouve qui me donne le ton, j'écris comme je suis affecté, et voilà pourquoi on me lit ! »

Et BOILEAU ne tenait pas un autre langage quand, dans sa satire IX, il disait en définissant la critique littéraire :

En blâmant ses écrits, ais-je d'un style affreux
Distillé sur sa vie un venin dangereux,
Ma muse en l'atteignant, chantable et discrète,
Sait de l'homme d'honneur distinguer le poète.
Qu'on vante en lui l'honneur, la foi, la probité,
Qu'on prise sa candeur et sa civilité,

Qu'il soit doux, complaisant, affectueux, sincère,
On le veut, j'y souscris et suis prêt à me taire,
Mais que pour un modèle on vante ses écrits
Etc...

La théorie subjective du droit de la relativité du droit de réponse qui résumait toutes ces critiques ne fut guère consacrée que par deux arrêts rendus l'un et l'autre à un long intervalle par la Cour d'appel de Paris (Mai 1845. D. 45-2-86, affaire Jolibert. — 24 nov. 1922. D. 22-2-129, affaire Sylvain Jaubert - Doumic). Mais ces deux arrêts furent cassés par la Cour de cassation, qui n'a jamais voulu admettre une distinction en faveur d'un article de critique littéraire ou autre.

« Attendu que l'arrêt attaqué a refusé à Loyau de Lorcy le droit d'exiger l'insertion de sa réponse à l'article du « Constitutionnel » du 27 janvier 1845, par les motifs qu'il n'aurait été nommé ou désigné que dans le compte-rendu d'une tragédie livrée par lui au public, que ce compte-rendu ne contenait aucune attaque personnelle contre l'auteur..... qu'en supposant ainsi qu'il y a des cas où une personne nommée ou désignée dans un journal n'aurait pas le droit d'y faire insérer une réponse, le dit arrêt a distingué où la loi ne distingue pas, restreint la portée de ses dispositions et, par conséquent, viole l'article 11 de la loi du 25 mars 1822 (1).

« Attendu que si l'auteur dramatique soumettant son œuvre au jugement du public et à l'appréciation de la critique a le devoir de les accepter avec stoïcisme et de les subir avec résignation, il n'en a pas moins le droit de

(1) 27 nov. 1845. D. 46-1-12 et la note.

réponse, que la loi de 1881 confère d'une manière générale et absolue à toute personne nommée ou désignée dans un journal ou un écrit périodique... (1). »

Et M. le conseiller LAROUVERADE résumait ses conclusions en disant qu'un siècle bientôt s'est écoulé depuis l'innovation de 1822, que la critique n'a rien perdu de son indépendance et que les journaux n'ont pas disparu, « c'est encore un danger qui ne fait plus illusion à personne ».

On a cherché à échapper à ces raisonnements en soutenant que, s'il n'est pas exact de prétendre que le droit de réponse soit, en principe, exclu en matière de critique littéraire ou artistique, il en est autrement lorsque la critique a été sollicitée ou provoquée par l'auteur.

On a prétendu et on prétend encore que l'auteur qui a publié ou fait représenter une pièce s'est lui-même exposé aux appréciations de la critique. « A notre sentiment, dit FABREGUETTE (2), et quand il est reconnu que l'auteur, l'artiste et le comédien se sont soumis volontairement à l'examen de la presse, le droit de réponse ne s'ouvre pas pour eux. Il n'en serait différemment que dans le cas où la censure dépasserait les bornes de la discussion, et ce serait aux tribunaux à déclarer la légitimité ou le fondement du droit de réponse. Ils pèseront alors les raisons qui ont inspiré le journaliste et rechercheront s'il a eu l'intention de nuire. Nous

(1) Trib. Seine, 29 décembre 1897. D. 99-1-289.

(2) Tome 1, page 426.

estimons même que celui qui a provoqué la critique doit en subir les effets. »

La sagesse populaire l'avait déjà entendu ainsi quand elle faisait dire au poète :

Dès que l'impression fait éclore un poète,
Il est esclave-né de quiconque l'achète ;
Il se soumet lui-même aux caprices d'autrui
Et ses écrits tout seuls doivent parler de lui

N'était-ce pas aussi l'opinion de Fustel de COULANGES qui, sollicité par un ami de juger une de ses œuvres, ne cache pas ce qui lui en coûte de la juger sévèrement, mais ne songe pas de marquer à son devoir : « Je l'ai regretté, je le regrette encore, mais c'est lui qui m'avait demandé de parler de son livre. »

Et c'était aussi cette idée que dans sa plaidoirie devant le Tribunal correctionnel de la Seine, M. BRUNETIÈRE soutenait, quand il disait : « Supposons qu'un homme politique monte à la tribune, y prenne la parole, et deux ou trois heures durant, se donne librement carrière contre des hommes, contre des institutions ou des idées qui me sont chères..... Journaliste ou chroniqueur, j'analyse et j'apprécie le discours de cet homme : j'oppose mes informations, mes raisons ou mes idées aux siennes, je lui reproche avec vivacité, mettons avec véhémence, l'acrimonie de son langage, le mensonge de ses raisonnements, la perfidie de ses intentions .. Qui donc exercera ici le droit de réponse ? Lui le sénateur ou le député, si, pour avoir été « nommé ou désigné » dans mon article, il vient dans un journal continuer son discours de la veille, où moi, qui ne songeais pas à lui, qui n'y aurait peut-être jamais songé s'il ne l'avait pro-

voqué, qui ne me souciais..... uniquement de ce que je crois être la justice et la vérité ? je ne songeais pas non plus à M. DUBOUT et je ne lui avais pas demandé d'écrire *Frédégonde*. »

Le *Journal des Débats*. (1) rendant compte de l'arrêt qui mettait fin à la polémique où s'était engagé M. BRUNETIÈRE, marquait d'une façon spirituelle cette inquiétude qui allait s'emparer du monde de la presse : « La Cour de Paris — peut-on la nommer ? — vient de rendre, sur la plainte d'un auteur dramatique — qu'il serait dangereux de désigner plus clairement — un arrêt qui condamne le directeur d'une revue — dont nous ne donnons pas le titre — pour refus d'insertion d'une réponse faite par cet auteur à un article de critique relatif à une certaine pièce de théâtre qu'il aurait fait représenter quelque part. On ne saurait prendre trop de précaution, ni user de termes trop généraux et trop abstraits pour parler de l'affaire sur laquelle cette haute juridiction vient de statuer. Encore n'est-on pas assuré d'être à l'abri des rigueurs de la loi et des arrêts de la justice. Pourrions-nous jurer, en effet, que nous n'avons désigné personne, que les parties en cause ne se reconnaîtront pas et qu'il sera impossible à nos lecteurs de deviner de quoi il s'agit ? »

Cette thèse de la provocation partait de cette idée que la personne qui se produit en public s'exteriorise et se double d'une seconde personnalité qui vit, qui agit pour le public. Elle soumet donc tous ses actes à l'appréciation

(1) Numéro du 7 avril 1898.

populaire et le critique, dans son journal ou dans sa revue, ne fait autre chose que de tenir ce rôle qui lui est confié. M. le Doyen VILLEY, de la Faculté de Caen, a développé cette idée dans une note sous cassation, du 17 mai 1898, et rapportée par SIREY, 98-1-538 :

« Si général et si absolu que soit l'article 13 de la loi de 1881, on peut trouver des cas où le droit de réponse n'existe pas. La théorie de la provocation n'est pas une hypothèse fantaisiste, quand elle a pris un corps, la jurisprudence en tient compte... : on l'induit des circonstances, de la volonté présumée de l'auteur, et c'est parfaitement conforme aux principes de notre droit moderne. La question de savoir s'il y a lieu, ou non, à renonciation sera donc une pure question de fait. Voici un auteur qui fait représenter une pièce... L'administration du théâtre distribue à la presse, avec l'assentiment manifeste de l'auteur, des billets gratuits pour assister à la répétition générale et à la première représentation, conviant ainsi elle-même les critiques dramatiques à venir entendre la pièce et à l'apprécier ; et l'on ne pourra voir dans tous ces faits, qu'il ne faut pas scinder, une renonciation au droit de réponse. Nous irons plus loin et nous oserons soutenir que le seul fait de faire représenter sa pièce sur le théâtre, abstraction faite de ces circonstances pourtant très significatives, pourrait être considéré comme une renonciation au droit de réponse à la critique, tant qu'elle ne sort pas de son domaine propre. Dans quel but un auteur fait-il représenter une pièce sinon pour la soumettre à l'appréciation du public ? Il espère être applaudi, mais ne sait-il pas qu'il peut être sifflé ? Et pourrait il exercer un droit

quelconque contre celui qui sifflerait ou critiquerait sa pièce à la représentation ? Et pourquoi le droit de critique expirerait-il à la porte du théâtre ? En vérité ce n'est pas là ce que le législateur a eu en vue lorsqu'il a établi le droit de réponse, et s'il y a un moyen juridique d'échapper à la lettre du texte on se conformera à son esprit en l'employant ; or le moyen est très simple : le droit de réponse ne saurait exister pour ceux qui y ont renoncé d'avance. »

Mais en droit français, les renonciations ne se présument pas et ici il n'y a pas renonciation formelle du droit de réponse. Mais ne peut-on pas la rechercher et l'impliquer des circonstances. L'auteur qui envoie fréquemment au journal un exemplaire de son ouvrage pour qu'il en soit publié un compte rendu, les critiques qui sont invités en représentation d'une pièce de théâtre, ne renoncent-ils pas d'avance à leur droit de réponse ? Nous ne nous trouvons pas ici dans le cas du journal qui « va chercher dans son domicile ou dans son obscurité ou dans sa retraite une personne qui ne cherchait point la publicité ou même la fuyait, qui imprime son nom en toutes lettres et le livre à la curiosité ou à la malignité des milliers de lecteurs et qui, du seul fait de cette publicité et sans qu'il y ait lieu même de se demander à quel propos le nom a été publié ou dans quelle intention, cause un dommage moral, une blessure intime qui atteint la personne dans son amour-propre, dans sa modestie, dans ses sentiments les plus délicats » (1).

(1) Darestre, plaidoirie. Affaire du droit de réponse. Paris, Chalmel 1911, page 14.

L'homme qui se produit en public s'attend à ce que ses œuvres, ses actes soient commentés ou critiqués. Il sait qu'on peut le louer, mais ne s'attend-il pas aussi à être sifflé ?

La question se ramène donc à savoir si l'auteur qui a adressé un exemplaire de son ouvrage à un critique accepte par avance toutes les appréciations qui sont portées sur lui.

On a répondu que ces actes étaient plutôt des actes de politesse que des actes de renonciation, que le plus souvent l'auteur ignorait l'envoi du livre, de la pièce ou de l'invitation à la représentation, qui se fait par l'éditeur ou le directeur du théâtre, et qu'ainsi on établirait une distinction entre les critiques : une partie, celle à laquelle aucune invitation ni aucun exemplaire n'aurait été envoyé serait plus heureuse que l'autre et serait affranchie de cette menace.

Ces idées de provocation et de renonciation n'ont trouvé aucun écho auprès de la Cour de cassation qui déclara que ce droit de réponse, droit de légitime défense, fondé sur la nécessité de protéger les citoyens, est général et absolu :

1° Que le droit de réponse se rattache au droit de la défense personnelle et doit être plutôt étendu que restreint par les tribunaux, et qu'en conséquence, il suffit que l'on ait été l'objet d'un article de journal, même sous le rapport d'une simple critique littéraire, pour avoir, aux termes de la loi du 25 mars 1822, le droit de faire insérer dans ce journal une réponse à cet article (1).

(1) 21 septembre 1829, S. 30-1-369.

2° Attendu que l'article 13 (de la loi du 29 juillet 1881 reproduisant une disposition en vigueur depuis la loi du 25 mars 1822) ne distingue pas entre les diverses publications périodiques qui peuvent donner lieu à l'exercice du droit de réponse ; qu'il s'applique à toutes sans exception et quelle que soit la nature des faits ou des réflexions à l'occasion desquels celui qui répond a été nommé ou désigné ; qu'il importe peu, en effet, que la réponse ait été provoquée en dehors de toute attaque personnelle par la critique purement littéraire d'une œuvre littéraire, d'une œuvre dramatique ou artistique volontairement offerte au jugement du public et de la presse ; qu'il serait facile de montrer que, même dans ce cas, l'auteur dont l'œuvre est discutée peut avoir à la défendre dans le journal où elle a été attaquée ; mais qu'en présence de la généralité des termes de la loi il suffit de constater que la distinction proposée en faveur de la critique littéraire est juridiquement impossible (1).

3° Qu'en présence des termes de la loi, il n'y a pas à distinguer si l'auteur de la réponse avait ou non provoqué par démarches et par lettre le compte rendu de son œuvre, alors que les juges ont décidé qu'il n'y avait eu de la part de la partie civile aucune renonciation à son droit de réponse (2).

4° Vu l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 ;

(1) *Gaz. Palais*, 98-2-79 - S. 98-1-538, note de M. VILLEY. - D. 99-1-285 et note de M. APPLETON très intéressante et les auteurs qu'ils citent en ce sens et en sens contraire.

(2) 29 juin 1900, D. 1902-1-535.

Attendu que les termes de ce texte de loi sont généraux et absolus ; qu'il donnent à toute personne nommée ou désignée dans un article de journal ou écrit périodique le droit d'y répondre et d'exiger l'insertion de sa réponse, quelle que soit la nature des faits ou des critiques à l'occasion desquels celui qui répond a été nommé ou désigné (1).

Quelques auteurs acceptent cette manière de voir : « Peu importe, dit M. LE PORTEVIN, que la personne ait ou non provoqué la publication de l'article, elle n'a pas pu consentir en même temps à ce que toutes critiques, toutes appréciations fussent formulées sur elle et sur son œuvre, puisqu'elle n'en connaissait alors ni le sens ni la portée. »

(1) Cass. 21 mai 1924, D. 1924-1-96.

DEUXIÈME SECTION

Ainsi donc la jurisprudence de la Cour de cassation est bien nette. Toute personne a qualité pour exercer le droit de réponse par cela seul qu'elle a été nommée ou désignée dans un journal.

Pour établir cette théorie, la Cour suprême a cru bon de ne s'appuyer que sur les déclarations faites à la Chambre des pairs, lors de la discussion, en 1822, par le garde des sceaux, M. DE PEYRONNET, sans tenir compte autrement des débats auxquels cette loi avait donné lieu.

Suffit-il qu'une personne soit nommée ou désignée dans un article de journal, même sans intention malicieuse, même sans éloge, ou que ses actes, ses œuvres, ses discours ou ses représentations publiques y fussent soumis à la discussion qui en est la conséquence nécessaire et qu'ils provoquent d'eux-mêmes, pour que le journaliste fût obligé à première réquisition de céder la place dans ses colonnes et de donner la parole à la personne en question, pour y plaider *pro domo* et développer son propre panégyrique ?

Et si la réponse elle-même dépassait les droits du journaliste et constituait un délit comme contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, ou si seulement elle offrait le danger de provoquer elle-même une autre

réponse en mettant des tiers en cause, fallait-il néanmoins courir le risque de l'insérer pour obéir à la loi?

Ces deux objections furent formulées en 1822 par M. le duc DE BROGLIE et par le comte MOLÉ. M. DE PEYRONNET répondit à la seconde et ne dit mot sur la première.

La loi resta muette sur ces deux points.

Et la déclaration contre laquelle personne ne protesta, de M. le comte DE LANJUMAIS rapportée au *Moniteur*, année 1822, p. 382, est encore assez explicative : « M. le comte DE LANJUMAIS déclare qu'à son avis il faudrait laisser à la jurisprudence des tribunaux le soin de prévenir des abus dont cet article, comme toute autre disposition de loi, peut devenir le prétexte. »

La jurisprudence ne tarda pas à se rendre compte que son principe ainsi établi serait trop rigide, laisserait place à de nombreux abus et risquerait de tout compromettre. Aussi entra-t-elle dans la voie des concessions qui sont autant d'arguments en faveur de la théorie relative du droit de réponse.

Cette deuxième section se divisera en deux chapitres. Dans l'un nous exposerons les restrictions apportées à l'étendue du droit de réponse. Dans le second nous verrons les tempéraments que, peu à peu, la Cour de cassation, poussée d'ailleurs par la plus stricte équité, fut obligée d'admettre contrairement à sa théorie primitive.

CHAPITRE PREMIER

Restrictions quant à l'étendue du droit de réponse

Le droit de réponse, pour s'exercer, ne fait appel qu'à une condition : la nomination ou la désignation de la personne dans un journal. Cela paraissait suffisant, tout d'abord. « La loi, a dit CHASSAN, ne distingue pas, elle ne met ni condition ni restriction, ni limite au droit de réponse. Elle accorde ce droit à quiconque est nommé ou seulement désigné sans s'enquérir de l'objet ni de la nature de l'article (1). »

Mais il s'est présenté des cas où le journaliste n'était pas responsable des articles qui étaient insérés dans les feuilles de son propre journal ; le compte rendu des débats d'un corps constitué, d'une Assemblée politique ou judiciaire, la reproduction de documents officiels pouvaient contenir le nom et la désignation de certaines personnes. Dans ces cas, le droit de réponse existait-il ? La désignation en effet n'était pas complètement l'œuvre

(1) T. I, n° 951, page 660.

du journal ; celui-ci a reproduit dans ses colonnes un compte rendu émanant de l'autorité administrative, judiciaire ou autre, n'était-ce pas son rôle de renseigner le public et de le tenir au courant des délibérations des Assemblées ? Faut-il le rendre responsable d'une affirmation contenue dans le compte rendu, qu'il était fondé de croire être une reproduction fidèle et de bonne foi.

Ces idées avaient trouvé écho auprès de quelques cours et tribunaux :

« Considérant que, si la loi de 1822 oblige, sous des peines correctionnelles, les gérants des journaux à insérer la réponse de toute personne nommée ou désignée dans leurs feuilles, il y a néanmoins exception à cette règle, et le gérant peut s'affranchir de son obligation quand il n'est ni l'auteur de l'article qui a motivé la réponse, ni légalement responsable de son contenu (1). »

Un autre arrêt a décidé que la réfutation suppose une agression et ne peut s'adresser qu'à l'agresseur et non au journaliste qui, sans aucune intention malveillante, a reproduit les actes émanés de l'autorité publique (2).

La Cour de cassation, appelée à examiner la question, se mit à la recherche d'une formule qui pût concilier les intérêts communs en la faisant reposer sur une notion de bonne foi et d'équité. D'après elle, en effet, un particulier n'est admis à user du droit de réponse contre l'article d'un journal ou d'un écrit périodique dans lequel il a été nommé ou désigné qu'autant que sa réponse est dirigée contre un article émanant « librement et

(1) Amiens, 11 février 1864. S. 64-2-135.

(2) Montpellier, 10 avril 1866. S. 66-2-140.

spontanément » du rédacteur de ce journal ou de cet écrit.

« La faculté de répondre dans la même feuille par toute personne nommée ou désignée dans un journal a été introduite par l'article 11 de la loi du 25 mars 1822 comme un moyen de défense contre le journal lui-même et les énonciations libres de ses rédacteurs (1). »

Nous allons examiner l'application de ce principe à certains cas particuliers.

« Journal Officiel »

C'est la publication par laquelle le gouvernement porte à la connaissance du pays les décisions et les discussions, et le directeur est un fonctionnaire tenu par ses fonctions à faire les insertions requises ; il est évident que sa liberté est limitée.

Le droit de réponse ne peut donc pas être exercé contre tout ce qui paraît dans la partie officielle de ce journal (Documents parlementaires, Comptes rendus des séances du Sénat et de la Chambre des députés) [2], ni contre une note lorsque cette note a été adressée par le ministre de l'intérieur et publiée par son ordre (3).

Mais en ce qui concerne la partie non officielle, les droits des particuliers sont les mêmes qu'à l'encontre des autres journaux et « l'article inséré dans cette partie étant par suite dépouillé de tout caractère officiel, le

(1) Cass. civile 6 janvier 1863. S. 63-1-14.

(2) Seine 19 mars 69. D. 69-3-31.

(3) Seine corr. 15 décembre. D. 74-3-352.

gérant en ayant la responsabilité aussi bien que le gérant de tout autre journal (1).

Comptes Rendus

Tous les documents ayant un caractère officiel et non insérés dans le *Journal officiel*, mais publiés par les journaux ordinaires, donnent-ils ouverture au droit de réponse ?

Quand le journal se les approprie, les fait siens par une rédaction personnelle, il encourt la responsabilité pleine et entière de son acte, et le droit de réponse est ouvert au profit des personnes qui y sont désignées. Mais, quand le document n'apparaît à aucun égard comme l'œuvre personnelle du journal, quelle sera la solution que nous aurons à envisager ?

A) Comptes rendus des séances des deux Chambres

Sous l'empire du décret de 1852, les comptes rendus étaient l'œuvre exclusive d'une commission légalement constituée et devaient, sous la sanction pénale édictée par l'article 15 de ce décret, être reproduits par les journaux sans aucune modification, addition ou retranchement. Ils échappaient donc également au droit de réponse (Civ. R. 6 janvier, 6 D. P. 63-1-21).

Mais la législation spéciale du décret de 1852 n'existe plus aujourd'hui et la liberté est revenue pour les jour-

(1) Trib. corr. Seine 2 févr. 70. D. 70-3-29. Sous l'empire du décret-loi du 17 février 1852, le directeur était un adjudicataire qui était lié par un contrat vis-à-vis de l'État d'insérer sans examen les communications qui lui seraient adressées. Le défaut d'appréciation résultait donc d'un contrat et l'absence totale de responsabilité était plus critiquable.

naux de rédiger à leur gré les comptes rendus de ces séances. Par conséquent, il devrait s'ensuivre normalement que nous nous retrouvons sous la législation antérieure, c'est-à-dire que l'exercice du droit de réponse est autorisé. Ce n'est cependant pas cette opinion qui a prévalu tant en doctrine qu'en jurisprudence; l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 dit en effet que les discours tenus dans les Chambres, les rapports et autres pièces imprimés par leurs ordres ne peuvent donner lieu à aucune action, quand ils sont faits de bonne foi, que l'immunité est complète et absolue. Il semble donc résulter que le compte rendu fidèle et de bonne foi des séances des deux Chambres, alors même qu'ils émanent de la libre rédaction des journaux, ne peut donner ouverture à aucune action en insertion de réponse au profit de la personne nommée et désignée (1).

B) Reproduction des documents officiels

La publication de documents officiels littéralement reproduits comporte-t-elle le droit de réponse? D'après l'arrêt de 1863 précité, il semble que non, parce que ce droit suppose des énonciations émanant du journal lui-même ou bien des énonciations qu'il s'approprie par la libre rédaction qu'il leur donne.

Mais quelques auteurs ont fait remarquer que cet arrêt était intervenu dans une circonstance toute spéciale et qu'il ne fallait pas généraliser cette décision (2).

(1) Dal. Rép., *Presse-Outrage*, 1359. — BARBIER, *op. cit.*, t. I, p. 140.

(2) LE POITTEVIN, p. 105.

Le journal n'est pas tenu de faire cette publication, et, comme publicateur, il est responsable de tout ce qui paraît dans son journal ; peu importe que les énonciations publiées émanent ou non de sa rédaction, le journal se les approprie par le seul fait qu'il les publie, alors que la loi le laisse libre de n'en pas faire la publication (1).

C) Comptes rendus des séances des conseils municipaux et généraux

Pour les comptes rendus des séances municipales et des conseils généraux, la Cour suprême n'étend pas le bénéfice qu'elle accorde à ceux des Chambres et a même cassé plusieurs arrêts contraires (2).

D) Comptes rendus des débats judiciaires

La solution reste la même pour les comptes rendus des débats judiciaires. Si, faits de bonne foi et fidèlement reproduits, ils ne peuvent donner lieu à aucune action en injure ou diffamation, ils ne jouissent d'aucune immunité en ce qui concerne l'examen du droit de réponse (3), sans même qu'il soit besoin d'ajouter au communiqué une appréciation personnelle ou un argument que l'article 41, § 3, semble apporter.

De même pour les comptes rendus des décisions judiciaires. La Cour de cassation admet le droit de réponse

(1) BARBIER, t. 2, p. 127.

(2) Rouen 13 déc. 1839, Rivoire. S. 40-2-76 ; 29 mars 1884, Duma-noir, CHASSAN, t. 952, p. 660 ; BARBIER, t. n. 137, p. 127 ; FABREGUETTES, II, n. 185, p. 175.

(3) Cass. civ. 29 janv. 1842, 29 mars 1882. D. 82-3-134.

sans même qu'il soit besoin d'ajouter au communiqué une appréciation personnelle, et tire argument de l'article 41, § 3, qui ne vise que l'action en injure ou en diffamation et qui n'exclut pas l'action en insertion de réponse.

Le journal est libre d'insérer ou de ne pas insérer, a dit la Cour suprême, et en insérant il ne peut se soustraire aux conséquences de cette publication (1).

Plusieurs arrêts sont en sens contraire (2).

Le journaliste joue ici un rôle passif et ne devrait pas être rendu responsable d'une insertion honnête et faite de bonne foi; la jurisprudence des tribunaux sur ce point reste incertaine et ces quelques arrêts n'ont pas été suivis. « Cette question, dit pourtant SCHUERMANS, ne peut recevoir une réponse affirmative que si le compte rendu est tel qu'il donne à la personne citée, partie ou témoin dans un procès, un intérêt légitime à une rectification ou reproduction exacte. Mais si le compte rendu a été fidèle, si le sens et l'intention ont été respectés, la question doit être, semble-t-il, résolue en sens différent. »

Droit de réplique

Ce droit a été toujours admis en doctrine et en jurisprudence, et cela était nécessaire. « Il va de soi, disait M. LISBONNE, dans son rapport à la Chambre des députés, que ce droit subsiste tant que dure la provocation. »

(1) Rouen 13 déc. 1839, Rivoire. S. 40-2-76 ; 27 mars 1884, Duma noir. CHASSAN, t. 952, page 660 ; BARBIER, T. n. 137, page 124 ; FABREGUETTES, II, n° 185, page 175.

(2) Rennes 27 janv. 68. S. 68-2-69 ; Amiens 11 fév. 1864. S. 64-2-133.

La seule restriction apportée par la Cour de cassation résulte d'un arrêt du 25 mai 1882 où elle décide que le gérant peut refuser l'insertion quand cette personne a fait une première réponse où elle a nommé un tiers et que ce tiers a répondu et qu'elle a répliqué à ce tiers.

« Attendu que si la personne nommée ou désignée dans un journal ou un écrit périodique est seule juge de l'opportunité et de la teneur de la réponse, elle ne peut toutefois prétendre qu'elle a le droit d'user indéfiniment du droit de réponse et notamment de prolonger à son gré un débat qu'elle a elle-même provoqué (1). »

*Réponse émanant d'un tiers étranger à la rédaction
du journal, Annonces, Insertions forcées.*

La publicité d'annonces commerciales, industrielles ou financières dans un journal, l'insertion des lettres de certaines personnalités, d'articles émanant de correspondants occasionnels, des publications, de réclames, expose-t-elle le journal à se voir imposer l'insertion d'une réponse de la part des personnes nommées ? Oui, sans doute, d'autant plus que cette publication incriminée n'a pas lieu gratuitement. Le gérant est libre de refuser, et il est responsable alors même qu'il est resté étranger à la rédaction. Cette décision ne souffre aucune discussion. Mais pour les annonces judiciaires la question est plus délicate. Un arrêt de la Cour d'Amiens du 11 février 1864 (Renauld C. Mauprivez) déclare cependant que le droit de réponse n'existe pas, mais cet

(1) Cass. 25 mai 1882, Barret. S. 25-1-307

arrêt rendu sous l'empire de l'article 23 du décret de 1852 a perdu sa valeur depuis le décret du 28 octobre 1870 qui modifia cette situation en décidant que les décisions pouvaient être reçues dans tous les journaux publiés en langue française.

La Cour suprême n'a pas eu à se prononcer sur la question.

Pour les insertions forcées les auteurs admettent qu'il faut imposer au gérant l'obligation d'une pareille insertion (1).

(1) LE POITTEVIN, page 158. M. BARBIER est d'un avis contraire, t. I, n° 139, mais son avis est resté isolé.

La loi vaudoise du 12 février 1898, plus complète que la loi française sur le droit de réponse, s'exprimait ainsi dans son article 11 *in fine* : « La réponse doit être signée de son auteur, lequel est responsable de son contenu ». Cet article pourrait peut-être inspirer le législateur français.

CHAPITRE II

Limitations apportées par la jurisprudence à sa théorie absolue du droit de réponse

La théorie absolue du droit de réponse si séduisante qu'elle paraissait, dont l'avantage certain était de ne pas tomber dans l'arbitraire, ne devait pas tarder cependant à soulever quelques difficultés. Elle causait des iniquités qu'il fallait éviter. Elle choquait le bon sens et l'équité. Pour y remédier, la Cour suprême introduisit successivement à sa théorie quelques exceptions qui, si elles sont justifiées par la plus stricte justice, ne trouvent par contre aucun appui dans le texte de la loi.

Quelles sont donc ces diverses exceptions ?

Tout d'abord la Cour de cassation pose son principe directeur : le droit est absolu.

Attendu que l'article 11 de la loi du 25 mars 1822, loin de devoir être restreint dans son application, doit recevoir au contraire, pour rentrer dans l'esprit de la loi, « *la plus grande extension* » (1).

(1) 11 septembre 1829, S. 30-2-369.

Le principe posé, nous trouvons dans un arrêt postérieur de quelques années la même doctrine exposée, mais avec un peu plus de précision, avec cette particularité de plus que la Cour constitue la personne nommée seule juge de la convenance de sa réponse.

« Que la disposition de l'article 11 de la loi du 25 mars 1822 se rattache au droit de la défense personnelle, et qu'ainsi elle doit être plutôt étendue que restreinte par les tribunaux, que les personnes nommées ou désignées dans les écrits périodiques *sont juges...* et non pas les gérants de ces écrits, de la convenance des réponses qu'elles se croiront dans le cas de leur adresser..... » (1).

Voici donc la théorie nettement définie, et l'arrêt du 7 novembre 1834 qui parle d'un droit « illimité » n'est que la reproduction de celui du 24 août 1832 (2).

Il suffit que l'on ait été l'objet de l'article d'un journal pour avoir, d'après cette théorie, le droit de faire insérer dans ce journal une réponse à cet article, et la Cour a consacré ce principe sans paraître se préoccuper de l'intérêt ou du défaut d'intérêt du réclamant.

A) C'est alors que la Cour, se trouvant probablement devant quelques difficultés, entra dans la voie des concessions. On pouvait se méprendre sur le sens attaché par la Cour à ce droit « illimité » de réponse qu'elle venait de consacrer; un arrêt du 1^{er} mars 1838 nous l'explique en nous apportant une première limitation :

Attendu que le droit accordé par l'article 11 à toute personne nommée ou désignée... est général et absolu :

(1) 24 août 1832, S. 33-1-150.

(2) 7 nov. 1834, D. 35-1-179.

qu'il n'est point subordonné au contrôle du tribunal, la personne nommée devant être seule juge de l'intérêt qu'elle peut avoir à répondre et de ce que la réponse peut contenir ; que le refus d'insertion ne pourrait être justifié que si la réponse à insérer avait le *caractère de crime ou de délit* (1).

Les termes généraux de l'article 11 avaient pu permettre l'interprétation extensive de la Cour suprême. Cette première restriction apportée trouvera une base dans la notion de l'infraction à la loi pénale ; le défendeur peut refuser l'insertion d'une réponse qui aurait le caractère d'un crime ou d'un délit.

Cette première limitation peut également s'appuyer sur les travaux préparatoires et notamment sur les paroles prononcées à la Chambre des pairs lors de la discussion de cette loi.

M. le duc DE BROGLIE exprimait, en effet, les craintes que lui laissait entrevoir le droit de réponse ainsi compris : « Si vous obligez, dit-il, le journaliste à insérer dans sa feuille toute réponse qui lui sera envoyée, vous ouvrez la porte à une foule d'abus dangereux. La réponse, en effet, peut contenir un délit, ce délit aura le même résultat que les autres délits de la presse périodique et cependant il ne pourra être l'objet de la même répression, puisque l'auteur de la réponse ne présentera aucune des garanties demandées au journaliste. »

Et M. le duc DECAZES, en réponse à l'explication fournie par le garde des sceaux, qui n'admettait pour le

(1) 1^{er} mars 1838, S. 38-1-447 ; dans le même sens, CHASSAN, *op. cit.*, page 536.

journaliste le droit d'apprécier la réponse que dans un cas : celui où elle contiendrait un délit (1), ne disait-il pas aussi : « Si cependant on convient qu'il (le gérant) ne peut être tenu d'insérer une réponse criminelle, s'il est évident qu'il ne peut être non plus obligé d'insérer une réponse qui n'aurait aucun trait à son article, comment ne pas reconnaître qu'il doit rester juge de la réponse et comment ne pas craindre alors que l'intérêt que la loi veut garantir ne le soit pas d'une manière suffisante. »

Ces objections, appuyées par M. de MONTALIVET, qui proposait de restreindre le droit de réponse au cas où la désignation de la personne serait injurieuse, appuyées encore par M. MOLÉ, qui demandait que les attaques contre la vie privée donnassent seules le droit à la réponse, amenèrent le garde des sceaux à faire la déclaration que nous avons rappelée plus haut.

Ce sont ces paroles du garde des sceaux qui inspirèrent la Cour de cassation pour apporter cette première limitation. Cette première formule devait bientôt faire place à une autre proposition, sensiblement plus large, englobant toutes les réponses « *contraires aux lois ou aux bonnes mœurs* (2) ».

Si la réponse contient un délit, ce n'est pas seulement un droit pour le gérant, c'est un devoir pour lui de ne pas l'insérer, car en la publiant il assumerait la responsabilité des délits qu'elle contient. « Attendu que

(1) *Moniteur* 1822, page 382.

(2) Cass. 27 nov. 1845 ; Cass. 17 juin 1898, D. 99-1-289 ; Cass. 29 juin 1900, D. 1902-1-525 ; 26 juin 1903, D. 1906-1-129 ; Civ. cass. 21 mai 1924, D. 24-1-97.

ni le journaliste, ni l'auteur de la réponse ne peuvent s'excuser sur la nécessité d'insérer la réponse et sur le droit de la faire insérer, car la loi n'a pas entendu donner par là un moyen légal de commettre des délits (1) ». L'obligation d'insérer la réponse ne peut affranchir le gérant d'une obligation d'ordre supérieur et d'intérêt public où la première personne disparaît.

La jurisprudence ne lui reconnaît que le droit de refuser l'insertion purement et simplement, car autrement ce serait lui donner un moyen de contrôle sur le contenu de la réponse. Mais s'il retranche ce qui est contraire aux lois et aux bonnes mœurs et qu'il insère la réponse ainsi épurée, on ne peut pas l'actionner.

Cette théorie du droit de réponse ainsi étendue trouva, dès cette époque, des dissidents dans le monde judiciaire. Elle parut trop rigide. On essaya de remédier à ce malaise, occasionné par les iniquités qu'elle entraînait, en présentant une autre solution. On voulait subordonner la réponse à la présence d'un intérêt certain et légitime. Nous trouvons quelques arrêts qui marquent cette tendance (2). Mais la Cour de cassation préféra s'en tenir à sa première interprétation en y apportant encore de nouvelles limitations.

B) Nous arrivons ainsi à l'arrêt du 26 mars 1841 qui indique deux nouvelles restrictions. « Que ce droit de

(1) CHASSAN, t. I, n° 954, p. 653, et M. GRATTIER, t. II, p. 106. Voir 6 oct. 1842, *Bull. crim.*, n° 2617 ; Trib. Seine Ch. 18 juin 1878, *Gaz. Trib.*, 19 juin 1874 ; Cass. 6 janv. 65, D. 65-1-197.

(2) 20 févr. 1836, Jollivet, S. 36-2-287 ; 14 janv. 44, D. 47-2-220 ; 12 déc. 46, D. 47-2-221.

répondre est général et absolu, que celui qui l'exerce, qui est fondé à l'exercer de là qu'il a été nommé ou désigné est seul juge de l'opportunité, de l'étendue, de la forme, de la teneur de sa réponse.

« Qu'elle ne doit subir aucune sorte de contrôle de la part du journaliste.

« Que si le refus de celui-ci nécessite l'intervention de la justice, cette intervention doit avoir surtout pour résultat d'assurer la stricte exécution de la loi..

« Et que s'il convient de reconnaître à l'autorité judiciaire une faculté d'examen refusée au journaliste, l'exercice circonspect d'une telle faculté doit se réduire aux seuls cas où l'ordre social, la morale publique, *l'intérêt d'un tiers, l'honneur du journaliste* réclameraient cet exercice (1). »

La jurisprudence pose donc deux nouvelles limitations à son droit absolu de réponse.

La loi reste muette sur ces deux points, et dans les travaux préparatoires nous ne trouvons rien qui puisse confirmer ces deux restrictions.

Cependant elles ont pour elles l'avantage de reposer sur une notion d'équité et une raison de bon sens.

Toutefois, l'appréciation du caractère plus ou moins offensant de la réponse varie suivant que l'offense s'adresse à un tiers ou au journaliste.

Reprenons ces deux restrictions et voyons comment la jurisprudence entend les appliquer.

(1) Cass. 28 avril 1840, D. 41-1-138.

1° Réponse contraire aux intérêts des tiers

La réponse étant l'exercice du droit de défense contre les attaques du journaliste, ne doit rien contenir qui puisse mettre en cause l'intérêt légitime des tiers. Ceux-ci, lésés dans leur personnalité, pourraient en effet agir en réparation contre le gérant, responsable pénalement et civilement des articles qu'il publie.

On ne saurait donc exiger l'insertion d'une réponse contenant des injures ou des diffamations envers des tiers (1).

Il en est encore de même, lorsque la réponse contient simplement des énonciations malveillantes, des appréciations blessantes, et des divulgations de nature à léser les intérêts moraux aussi bien que matériels des tiers. L'insertion de la réponse exposerait le gérant à encourir, suivant le cas, une responsabilité soit pénale, soit au moins civile (2).

Mais, qu'entend-on par ce mot de « tiers » ? Ce sont les personnes physiques ou morales qui ne sont, ni en fait ni en droit, les auteurs responsables de l'article qui a motivé la réponse. Ainsi, le journaliste qui a rédigé cet article, le gérant qui est responsable de sa publication, le journal lui-même considéré dans son individualité particulière ne sont pas des tiers, et le souci de

(1) Trib. Bordeaux, 16 avril 1829, D. répert. n° 334 ; Trib. Paris 9 déc. 1846, D. 47-4-389 ; Riom 14 janv. 1884, D. 87-2 220 ; CHASSAN, t. I, n° 946 ; DE GRATTIER, t. 2, p. 106, n° 10 ; Trib. Seine 6^e ch., 25 août 1865, *Gaz. Trib.*, 26 août 1865.

(2) Crim. cass. 21 janv. 1860, D. 60-1-105 ; 29 mars 1884, D. 86-1-94 ; 21 mai 1898, D. 1900-1-32 ; 1^{er} déc. 1875, D. 77-1-67 ; 21 janv. 1888, D. 89-2-189 ; 12 mars 1892, D. 92-2-495.

leur intérêt moral ou matériel ne justifierait pas le refus d'insertion. Il a même été jugé que le rédacteur en chef d'un journal, auteur d'une lettre de congé, origine du débat, ne peut être considéré comme tiers à l'égard du rédacteur remercié, et qui demande l'insertion d'une lettre rectificative (1), « attendu, dit cette décision, que des constatations de l'arrêt de la cour d'appel il résulte que Mayer était le rédacteur en chef et propriétaire du journal *la Lanterne* et que c'était lui qui, en cette qualité, avait envoyé à Robert la lettre de congé et que conséquemment le débat existait en réalité entre Mayer d'une part et Robert de l'autre ».

Pour le propriétaire, la question est plus délicate. Il a été jugé qu'il devait être considéré comme un tiers (2), mais la Cour de cassation constate qu'en fait il était établi que le propriétaire devait être regardé comme responsable du gérant (3).

Enfin il n'est pas indispensable que les tiers soient expressément nommés dans la réponse; il suffit qu'ils soient désignés de telle manière qu'il soit facile de les reconnaître (4), mais il faut cependant que la désignation soit suffisante, et qu'elle s'adresse à des personnes bien déterminées (5).

(1) Cass. 18 nov. 81, S. 82-1-236.

(2) Trib. St-Flour 20 janv. 1893, cité par LE POITTEVIN, p. 194.

(3) Cass. 18 nov. 1881, S. 82-1-108.

(4) Cass. 1^{er} déc. 1875, D. 77-1-67; Cass. 3 janv. 1896, De Brezech, *Bull. Crim.*, n° 11; Paris, 19 juin 1863, *Gaz. Trib.*, 20 juin 1863.

(5) Cass. 3 août 1894, D. 95-1-80.

2° Honneur du journaliste

Le refus d'insertion est encore justifié quand les attaques contenues dans la réponse sont dirigées contre le journaliste. Par journaliste, on doit entendre le rédacteur de l'article, le gérant du journal ou le propriétaire du journal qui s'occupe lui-même d'une manière effective de la rédaction de son journal (1). Mais ici la jurisprudence n'exige pas seulement que les attaques portent atteinte à l'intérêt du journaliste, elle demande une condition de plus, à savoir que le journaliste soit atteint dans son honneur, sans toutefois que la réponse ne l'atteigne pas par un délit caractérisé de diffamation ou d'injure (2).

Par conséquent, la jurisprudence se montre plus sévère pour le journaliste qui a provoqué lui-même le débat que pour les tiers qui y sont restés étrangers : c'est qu'à l'égard du journaliste la polémique peut légitimement prendre des allures plus vives. L'attaque est venue de lui. Ses intérêts pourront souffrir sans qu'il y ait abus dans la défense et celle-ci ne cessera d'être légitime que si l'honneur du journaliste est mis en jeu.

« Attendu que l'exercice de ce droit limité par le respect des lois et des bonnes mœurs doit se renfermer dans la mesure des besoins de légitime défense, que spécialement la réponse ne doit contenir rien de contraire

(1) LE POITTEVIN, t. 1, n° 215.

(2) Cass. 21 janv. 1860, S. 60-1-294 ; 6 janv. 65, S. 65-1-294 ; 19 juillet 74, D. 77-1-67 ; 17 août 83, S. 85-1-139 ; 20 mars 84, S. 85-1-397.

à l'honneur de la personne à qui elle est adressée (1).

Néanmoins, dans l'appréciation d'une réponse, il n'y a pas de critérium certain. Les tribunaux sont fondés à prendre en considération la nature et la forme de l'attaque, les besoins de la défense et la légitime susceptibilité de la personne désignée ; des vivacités de langage même blessantes peuvent être justifiées par le ton de l'agression (2).

Cependant, dans la discussion de la loi du 29 juillet 1881, un amendement de M. SOURIGUES permettait de refuser l'insertion d'une réponse si elle contenait un délit d'injure ou de diffamation à moins que ce délit ne concerne le journaliste, auquel cas celui-ci était tenu à l'insertion sauf le droit de poursuivre ensuite l'auteur de la réponse. Le journaliste, avec ce système, n'aurait pas même pu repousser l'insertion d'une réponse contenant à son égard un délit caractérisé. Cet amendement fut repoussé sans aucune discussion, et la jurisprudence maintint sa première interprétation.

Cette expression « journaliste » englobe celui qui a rédigé l'article, ceux qui l'ont fait écrire ou insérer, le gérant du journal, le propriétaire du journal, à la condition qu'il en ait la direction effective, tous ceux en un mot qui ne peuvent être considérés comme des tiers.

(1) Cass. 17 août 83, D. 84-1-44. En ce sens, DE GRATTIER, t. II, page 106.

(2) 17 mars 1865, D. 65-5-308 ; 6 févr. 86, S. 88-1-281 ; Cass. 3 juin 92, S. 92-1-604 ; Metz 1850, S. 50-2-657. En ce sens, CHASSAN, t. I, n° 954 ; BARBIER, t. I, n° 132.

En effet, la formule que la Cour de cassation emploie pour définir les limites du droit de réponse met en relief la distinction qu'elle entend faire entre les tiers d'une part et, d'autre part, ceux qui ont participé à la rédaction ou à la publication de l'article (1).

La formule qui consacre ces limitations a revêtu, depuis cette première époque, un caractère invariable, et tous les arrêts sur ce sujet s'expriment sensiblement dans les mêmes termes : « Attendu que le droit de réponse est général et absolu, que celui qui est fondé à s'en prévaloir est seul juge de l'opportunité, de l'étendue, de la forme et de la teneur de la réponse dont il entend réclamer l'insertion, et celle-ci ne pourrait être refusée qu'autant qu'elle serait contraire aux lois, aux bonnes mœurs, à l'intérêt légitime des tiers ou à l'honneur du journaliste lui-même. »

C) Mais la jurisprudence ne s'en tint pas là. D'autres exigences, d'autres difficultés, semblèrent lui imposer de nouvelles restrictions qui diminuèrent d'autant le champ d'application du principe rigide et absolu que nous avons connu au début.

Nous trouvons, en effet, quelques arrêts qui laissent entrevoir une interprétation moins rigoriste.

La jurisprudence refusait l'action en insertion de réponse d'un particulier, quand cette réponse se trouvait porter atteinte à l'honneur du journaliste lui-même, et seulement dans ce cas. Elle paraît maintenant moins exigeante. Elle n'exige plus qu'une atteinte à la considération.

(1) LE POITTEVIN, t. I, page 199, n° 215.

« Attendu en droit que les termes de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881... sont généraux et absolus... qu'il n'appartient aux tribunaux de limiter l'exercice de ce droit qu'autant que les termes de la réponse sont contraires aux lois ou aux bonnes mœurs, à l'intérêt légitime des tiers, à l'honneur ou à la considération du journaliste... » (1).

Nous retrouvons cette même idée reproduite dans un arrêt tout récent (2).

Portée de la réponse

Si le seul fait d'être nommé ou désigné nous autorisait à demander l'insertion d'un article en réponse, la question restait douteuse quant à la portée que pouvait prendre cette réponse. Si la présence d'un intérêt quelconque n'était pas nécessaire, fallait-il au moins que cette insertion ait le caractère d'une réponse ? C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation.

« Attendu que l'article 13 est général et absolu.

« Attendu... que si celui qui est fondé à s'en prévaloir est seul juge de l'opportunité... de sa réponse, qu'il faut cependant et dans tous les cas, qu'il s'agisse d'une réponse... » (3).

Enfin, il est admis que le journaliste est fondé à opposer une fin de non-recevoir tirée de la renonciation que l'auteur aurait consentie, expressément ou tacitement,

(1) Cass. 29 mai 1900, D. 1902, 1-5-35. Même sens, Cass. 17 août 1883, D. 84-1-44.

(2) Cass. 21 mai 1924, D. 24-1-97.

(3) 26 mai 1903, D. 06-1-129.

à l'utilisation de son droit de réponse. Pour la renonciation expresse il n'y a pas de doute; quant à la renonciation tacite, les juges du fait, sous le contrôle de la Cour de cassation, ont la possibilité de rechercher si elle peut s'induire des circonstances de la cause (1).

Etendue de la réponse

« La loi du 29 juillet 1881 s'était montrée beaucoup trop généreuse dans son article 13. Sans méconnaître l'intérêt de la légitime défense on peut affirmer que l'insertion, lorsque la réponse dépassait le double de la longueur de l'article qui l'avait motivée, était une charge pour la presse, même en offrant de payer le surplus au taux des annonces légales.

« Cette lourde charge peut peser sur elle alors même qu'elle ne se sera montrée ni malveillante, ni injurieuse, ni sévère, mais uniquement parce qu'elle aura usé avec mesure de son droit de critique, de simple information, sans lequel, il faut bien l'avouer, elle n'aurait pas sa raison d'être. Le droit de réponse peut poursuivre le journal dans l'exercice le plus banal de son métier, parce qu'il aura nommé en passant ou seulement désigné une personne. Si celle-ci est friande de publicité, elle aura le droit de faire savoir aux lecteurs du même journal que ledit journal s'est occupé d'elle, elle pourra le faire en plusieurs colonnes si ses moyens le lui permettent. Eh bien, cela est excessif et tout le monde le reconnaîtra. »

Ainsi s'exprimait M. SAVARY dans son rapport à la

(1) 29 juin 1900, D. 1902-1-525.

Chambre, en 1911, sur les modifications à apporter au droit de réponse. Ces paroles résumaient toutes les critiques qui depuis la loi de 1881 avaient accompagné chaque arrêt nouveau laissant au droit de réponse son interprétation première. En effet, l'ancien article 13 ne limitait pas l'étendue de la réponse. Il se bornait à frapper d'un prix d'insertion la partie de la réponse qui dépassait le double de la longueur de l'article qui l'avait provoquée. Et la jurisprudence avait même jugé que l'excessive étendue de la réponse n'était pas par elle-même un motif pour le gérant de refuser l'insertion (1).

Nous avons expliqué comment les critiques dont ces arrêts de jurisprudence étaient l'objet avaient pris corps au sein de l'opinion publique et comment elles amenèrent quelques propositions de loi, dont le but était d'aboutir à une réforme, qui se réalisa en effet par la loi du 29 septembre 1919.

On conserva le principe général et absolu du droit de réponse. Une proposition de loi déposée par M. Cruppi, en 1900, à la Chambre des Députés, limitait la réponse à mille lettres d'écriture au minimum, ou au double de la longueur de l'article. Ce texte, voté par la Chambre, fut renvoyé à la commission du Sénat après une intervention de M. Joseph Fabre. On sentait néanmoins que ce régime ne pouvait plus durer. Si ce droit, bien compris du public, entraînait dans nos mœurs d'une manière plus effective, il deviendrait pour la presse une arme trop meurtrière. Le principe de la liberté de la presse ferait place à la liberté tout court ; et c'est ainsi qu'après

(1). Crim. 20. Juin 1903, D. 1906-4-126.

un sommeil assez prolongé dans les cartons du Sénat et après certaines modifications cette proposition aboutit enfin en 1919.

Le nouvel article 13, dans ses paragraphes 4 et 5, donne à la personne nommée ou désignée, non compris l'adresse, les salutations, les réquisitions et la signature qui ne sont jamais compris dans la réponse, un droit de réponse égal à la longueur de l'article qui l'aura provoqué. Toutefois cette réponse pourra atteindre 50 lignes, alors même que cet article serait de longueur moindre, et elle ne pourra dans aucun cas dépasser 200 lignes alors même que cet article serait d'une longueur supérieure. La réponse sera toujours gratuite et le demandeur en insertion ne pourra plus excéder les limites fixées, même en offrant de payer le surplus.

Donc pas de difficultés pour son application. Le minimum peut être de 50 lignes, mais ce qu'il y a de plus intéressant pour les journaux c'est ce maximum de 200 lignes qu'on ne pourra jamais dépasser. La loi de 1919 apporte donc ainsi une sérieuse limitation au droit de réponse (1).

(1) Cependant il peut se présenter un cas qui a échappé à l'examen du législateur français. C'est celui prévu par l'article 7 de la loi Vaudoise du 12 février 1898. « Si la personne visée veut répondre en une seule fois à des articles publiés dans plusieurs numéros successifs d'une publication périodique, la réponse ne pourra excéder le double de l'article le plus long. » En effet, il peut arriver qu'une personne néglige tout d'abord de répondre à un article qui la cite, mais qui, se renouvelant, lui fasse prendre enfin le parti de se défendre. A combien de lignes aura-t-elle droit ? à la somme des articles ayant paru ? SCHEERMANS dit avec raison « qu'avec ce système on peut attendre pour répondre et laisser s'accumuler les réponses pour inonder le journal de sa prose, en période électorale par exemple. »

APPENDICE

Conditions de forme

Elles se résument à l'examen de quelques formalités que nous allons passer en revue rapidement :

1° Tout d'abord comment doit-on adresser une réponse ? Ni la loi de 1881, ni la loi de 1919, n'ont prescrit de formes spéciales. Mais les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour décider que l'envoi pourra être fait de la manière qu'il plaira aux demandeurs en insertion. Tous les moyens sont donc bons, lettre recommandée, exploit d'huissier, même une simple lettre suffit, mais il faudrait faire la preuve que la lettre a bien touché le gérant du journal.

Mais si le gérant refuse une simple lettre du facteur ou un pli recommandé envoyé par la poste, le gérant peut-il être rendu responsable du refus d'insertion ? La jurisprudence de la Cour de cassation s'est prononcée dans le sens de la responsabilité du gérant (1).

2° L'ancien article 13 se bornait à édicter que l'insertion de la réponse devait être effectuée dans les trois jours de sa réception ou dans le prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours (Jur. G. supp. D. n° 327).

(1) 12 mars 1909. D. 1910-2-351.

Le nouveau texte maintient naturellement la distinction entre les quotidiens et non quotidiens. Mais quant à ces derniers il apporte une décision qui fait disparaître une difficulté résultant de l'ancien texte. Les opinions se trouvaient partagées sur le point de savoir si, au cas où un journal hebdomadaire ou mensuel publie un numéro le jour même ou le lendemain de la réception de la réponse, ce numéro devait contenir l'insertion. Le nouvel article 13, dans son paragraphe second, résout la difficulté et décide qu'en ce qui concerne les journaux ou écrits périodiques non quotidiens, le gérant sera tenu, sous les mêmes sanctions que pour les journaux et écrits quotidiens, d'insérer la réponse dans le numéro qui suivra le surlendemain de la réception.

3^e Procédure ordinaire (1) :

La loi de 1881 ne contenait aucune mesure pour supprimer les mesures dilatoires, susceptibles de faire traîner en longueur une instance pour refus d'insertion. On faisait défaut, opposition au jugement de défaut, appel et finalement quand arrivait l'insertion, elle manquait son but, car les lecteurs ne se souvenaient plus de l'attaque qui l'avait motivée.

La loi de 1919 apporta une modification heureuse. Le tribunal devra rendre son jugement dans les dix jours de la citation et il pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire sur minute nonobstant opposition ou appel.

S'il y a appel, la Cour devra statuer dans les dix jours de la déclaration au greffe.

4^e Procédure extraordinaire (1) :

En temps de période électorale, la loi nouvelle apporte une procédure encore beaucoup plus simple. Si l'insertion

(1) Voir LEMONNIER, Droit de réponse, page 32.

n'a pas eu lieu, le législateur a réduit à 24 heures, sans augmentation pour les distances, le délai de citation sur refus d'insertion et la citation pourra même être délivrée d'heure à heure, sur ordonnance spéciale rendue par le Président du tribunal. En outre, le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire par provision nonobstant opposition ou appel, mais seulement en ce qui concerne la réponse; il suffira donc de signifier la minute du jugement pour que le gérant soit obligé d'insérer (1).

5° Caractères et place :

La législation antérieure à la loi de 1881 ne spécifiait pas en quels caractères ni dans quelle partie du journal la réponse devait être imprimée. « Au moins, disait M. MESTADIER, en 1822, lors de la discussion de son amendement, faut-il que celui qui est signalé d'une manière quelconque au public puisse combattre à armes égales sur le terrain choisi par son adversaire. » La jurisprudence accorda longtemps au journaliste la liberté du choix, soit quant à la place, soit quant aux caractères, sous la seule condition de ne pas agir de mauvaise foi (2). Aussi de nombreux abus ne tardèrent-ils pas à se produire.

L'article 13, dans son paragraphe 3, a fait disparaître toutes difficultés sur ce point en décidant que cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée. La loi de 1919 a repris les mêmes termes que le législateur de 1881, mais en y ajoutant « et sans aucune intercalation », c'est-à-dire qu'on ne permet plus que la réponse soit hachée d'observations exclamatives ou autres.

De plus, l'article 13, paragraphe 7, de la nouvelle loi, comble également une lacune de la loi de 1881, qui ne prévoyait pas le cas d'un journal qui a plusieurs éditions.

(1) Nouvel article 13, paragr. 9.

(2) Seine 7 janvier 1847, S. 47-2-507.

Ce dernier avait ainsi le moyen de canaliser la réponse sur des régions où elle était complètement indifférente.

Désormais il faut que la réponse soit publiée dans l'édition même où a paru l'article auquel il est répondu (1).

6° Prescription de l'action :

Pour que le droit de réponse soit efficace, il faut que la réponse vienne trouver le lecteur au moment où il est encore sous l'impression de l'article qui a pu l'émouvoir.

Quelle est donc la prescription de l'action en insertion, punie comme nous le savons de peines correctionnelles ? Les textes législatifs étaient tous restés muets sur ce point, avant la loi du 29 septembre 1919. Aussi les interprétations divisaient-elles les auteurs et la jurisprudence (2).

Le nouvel article 13 mit fin à cette controverse dans son dernier alinéa.

La Commission de la Chambre des Députés saisie de la proposition de loi de M. Cruppi, qui réduisait à trois mois le délai dans lequel pouvait être exercée l'action en insertion forcée, impartit un délai plus long, porté à six mois, et qui commençait à courir du jour de la publication du journal ou de l'écrit périodique. Le rapport de M. Cruppi justifiait en ces termes cette disposition : « Actuellement, le droit de réponse ne se prescrit que par trente années. Ce système est déraisonnable ; nous lui avons substitué la disposition aux termes de laquelle l'action en insertion forcée, qui est la sanction du droit de réponse, se prescrit après six mois révolus à compter du jour où la publication a lieu. Nous avons songé à un délai de trois mois, mais votre Commission s'est d'abord préoccupée des personnes qui voyagent et résident à l'étranger ou dans nos colonies,

(1) Rapport de M. Violette, à la Chambre, du 6 fév. 1912, p. 117.

(2) Pour M. LE POITTEVIN, la prescription à appliquer était la prescription trentenaire, résultant de l'article 2262 du Code civil, t. I, page 223. — M. BARBIER, au contraire, préconisait une solution d'un an, t. II, n° 1037, page 542. En ce sens, 26 juillet 1898, S, 98-1-109.

six mois suffiront à toutes personnes nommées ou désignées pour connaître l'article, prendre parti, répondre, intenter s'il y a lieu l'action en insertion forcée (1). »

La Chambre adopta ce délai dans la séance du 25 mai 1902, mais le Sénat, sur amendement de M. Delahaye, adopta le délai d'un an dans la séance du 19 mai 1911 et aucune difficulté ne s'éleva plus sur ce point jusqu'au vote définitif de la loi.

Sanctions du droit de réponse

Le gérant qui a refusé d'insérer est-il tenu de faire connaître au requérant les motifs de son refus. Aucun texte de loi ne lui impose cette obligation et la doctrine et la jurisprudence sont d'accord sur ce point (2). Mais si la réponse n'est ni contraire aux lois, aux bonnes mœurs, à l'intérêt des tiers ou à l'honneur du journaliste, ni aux autres restrictions qui semblent se faire jour et dont nous avons déjà parlé, elle constitue une infraction punie par l'article 13 de la loi du 29 septembre 1919, dans ses paragraphes 7 et 8.

Il faut assimiler au refus d'insertion :

Une insertion partielle ;

Une insertion inexacte (3) ;

Une insertion tardive ;

Une insertion en caractères différents de ceux de l'article provocateur et pas à la même place que celui-ci.

Mais quelle est la nature de cette infraction ? Est-ce un délit ou une contravention ? La question a son importance, car les règles à appliquer ne sont pas les mêmes pour ces

(1) Rapport du député Cruppi, 24 déc. 1901, paragr. 618, rapporté S. 1921-4-368.

(2) LE POITTEVIN, page 218. Cass. 6 janv. 1885. De RICHEMONT.

(3) S. 43-1-74.

deux sortes d'infraction, notamment en matière de cumul et de complicité.

Pour les uns, c'est une contravention (BARBIER, t. I, p. 137). Pour les autres, plus nombreux, cette controverse juridique est sans intérêt depuis que la jurisprudence, à la suite d'articles de M. VILLEY, alors professeur à la Faculté de droit de Caen, a répudié sa théorie des délits-contraventions pour se baser uniquement sur l'article 1^{er} du Code pénal qui détermine la nature de l'infraction d'après la nature de la peine. Le refus d'insertion est donc un délit puisqu'il est puni de peines correctionnelles.

Poursuites

Elles ne peuvent être exercées que par l'intéressé seulement pour l'action civile, mais pour l'action pénale le ministère public a également ce droit. Mais peut-il poursuivre d'office ? Les auteurs sont partagés sur ce point (1), mais la majorité estime cependant que le ministère public ne pourra agir que sur la plainte de la partie lésée, cette infraction rentrant dans la catégorie des actions où la partie lésée est seule juge de l'intérêt qu'elle a à poursuivre.

L'assignation sera, d'après l'article 42 de la loi du 29 juillet 1881, adressée au gérant du journal ;

Au cas de pluralité de gérants, à celui qui a signé le numéro du journal où aurait dû paraître la réponse. Les autres restent étrangers à l'infraction.

Le propriétaire du journal pourra être appelé en cause et déclaré civilement responsable conformément à l'article 44 de la loi du 29 juillet 1881. Quant à l'auteur de l'article auquel il est répondu, il est étranger au délit et ne peut être compris dans la poursuite (2).

(1) CHASSAN, t. I, page 514 ; BARBIER, t. I, n° 157, page 137.

(2) Cass. 13 mars 1897, D. 97-1-593.

Compétence

Ratione materiæ. Le délit prévu par l'article 13 nouveau est de la compétence du tribunal correctionnel. L'article 45, § 2, l'énumère en effet parmi les délits limitativement prévus pour la compétence du juge correctionnel :

Mais *ratione loci*. La question est plus délicate. Quel sera le tribunal compétent ? Celui du lieu du délit, ou celui de la publication du journal ne contenant pas l'insertion requise ? La doctrine, la jurisprudence sont en désaccord, mais la thèse prédominante qui tend de plus en plus à se faire jour en jurisprudence en attribue la compétence au tribunal du lieu du domicile du gérant.

Sanction pénale

Ce délit est puni d'une amende de 50 à 500 fr., sans préjudice, ajoute l'article 13, § 1, des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

Nous savons qu'il résulte de cette disposition, d'abord que l'exercice du droit de réponse ne met pas obstacle à une poursuite ultérieure pour diffamations ou injures, dans le cas où l'article provocateur contiendrait un délit caractérisé, ensuite que la partie civile qui a obtenu des dommages-intérêts à raison du refus d'insertion peut encore en obtenir à raison du caractère injurieux ou diffamatoire de l'article qui a motivé la réponse (1).

Le bénéfice des circonstances atténuantes peut être accordé (art. 64, loi de 1881). L'aggravation des peines résultant de la récidive n'est pas applicable.

Sanction civile

En outre, le tribunal correctionnel peut allouer des dommages-intérêts et pourra même, à titre de réparation civile, ordonner l'insertion de la réponse dans le journal

(1) Crim., 15 février 1835 au D. Répert. n° 353.

qui l'a provoquée, sous peine d'une astreinte par jour de retard, ou encore ordonner l'insertion dans d'autres journaux aux frais du gérant (1).

La loi de 1919 a fait une innovation, elle édicte en effet dans son article 13, § 8, que le tribunal pourra décider si le jugement ordonnant l'insertion, mais en ce qui concerne l'insertion seulement, sera exécutoire sur minute, nonobstant opposition ou appel. Sous l'ancienne législation, l'exécution provisoire du jugement ne pouvait être ordonnée, et, en condamnant le gérant à l'insertion d'une réponse, le tribunal ne pouvait, sous prétexte d'urgence, ordonner l'exécution provisoire de cette partie du jugement (2).

(1) Metz 23 mai 1850, cité par LE POITTEVIN, t. I, page 223.

(2) Orléans, 29 mai 1863. D. 63-2-221.

DEUXIÈME PARTIE

Telle est la théorie du droit de réponse et le principe sur lequel la Cour de cassation n'a cessé de s'appuyer depuis près d'un siècle.

Partie d'un principe trop absolu, en face de nécessités toujours grandissantes, par suite de la marche de l'état social, cette théorie se vit peu à peu ébranlée par les limitations que la Cour de cassation fut obligée de lui apporter.

Ne convient-il pas de s'engager plus avant dans la voie frayée par la Cour suprême ? Ne faut-il pas admettre que le droit de réponse, pour remplir son but, doit être exercé conformément à son objet, c'est-à-dire respecter le droit d'autrui tout en faisant respecter soi-même ses propres droits.

Ne faut-il pas dire avec M. René DOUMIC que si le droit de réponse est général son exercice est relatif.

Tel est le sujet de cette deuxième partie.

CHAPITRE PREMIER

Nature juridique du droit de réponse

Nous avons vu dans la première partie de notre étude que la jurisprudence de la Cour de cassation, depuis près d'un siècle que la question lui a été soumise, l'avait toujours résolue dans le sens de l'interprétation stricte, affirmant le caractère absolu et général du droit de réponse et cassant invariablement tous les arrêts qui ne se conformaient pas à sa manière de voir. Et on peut dire qu'elle range ce droit dans la catégorie de plus en plus rare des droits absolus qui peuvent être exercés par leur titulaire sans aucun préjudice et sans aucune impunité.

Cette théorie a trouvé parmi les auteurs de nombreux défenseurs. Si on laissait au juge, disent-ils, le soin de rechercher les causes véritables de la question, on se trouverait souvent devant de grosses difficultés d'appréciation, et en voulant introduire de prétendues améliorations on arriverait à compromettre le droit lui-même.

On ne peut dénier à cet argument une certaine valeur. La théorie de la Cour de cassation présente un certain

avantage : elle ne laisse place à aucune interprétation, elle autorise l'exercice du droit de réponse sans avoir à faire la preuve d'aucun intérêt, quel qu'il soit. Votre nom figure dans un journal, vous avez le droit de répondre, il n'y a pas de difficulté ni de discussion possibles. Et exiger de la part de l'auteur de la réponse la justification d'un intérêt aurait pour conséquence, disent ses défenseurs, de compromettre l'institution elle-même en la faisant tomber dans l'arbitraire (1).

On peut néanmoins se demander si ce droit de réponse, ainsi appliqué, n'est pas générateur d'abus, s'il n'est pas susceptible de provoquer des injustices criantes, et s'il n'y a pas lieu d'envisager une autre solution.

Et d'abord sur quel fondement fait-on reposer le droit de réponse ? Dans quel principe de notre droit trouve-t-il sa justification ? Pour les uns c'est une idée de peine, pour d'autres un genre spécial de réparation. Il apparaît aussi comme un moyen de défense, comme une arme destinée à parer aux attaques, aux abus possibles de la presse.

Reprenons successivement ces différentes idées.

Il est certain qu'en instituant ce droit, la loi a voulu assurer l'exercice intégral du droit de défense individuelle, mais le législateur en édictant cette mesure a-t-il prétendu vouloir prendre contre le gérant responsable une sanction générale ? Certains l'ont entendu ainsi et disent qu'on ne peut atteindre ce résultat qu'en infligeant du même coup à la presse une sorte de « peine »

(1) Voir, pour la réfutation de cette idée, Fr. GÉNY, *Méthode d'interprétation*, n° 173.

qui résulte manifestement pour elle de l'exercice du droit de réponse. « Sans doute, c'est une peine mitigée, dit M. MAZE (1), et qu'on ne saurait ranger dans aucune des catégories prévues par la loi pénale, il n'est même, à vrai dire, pas possible de prétendre qu'elle en est une qu'à condition de prendre cette expression de « peine » au sens philosophique, plutôt qu'au sens « juridique » de ce mot. Elle est destinée à sauvegarder, contre les empiétements de la presse, dans le cas même où ceux-ci ne donneraient lieu à aucune action répressive, ni à une instance en dommages-intérêts, l'intégralité des droits de la défense personnelle. C'est une peine *sui generis*, ce qui ne l'empêche pas d'être particulièrement grave et particulièrement préjudiciable aux publications qu'elle atteint ».

Mais toute peine suppose une infraction qu'elle sert à réprimer. Or le fait de nommer ou de désigner quelqu'un dans un journal ou dans un écrit périodique n'est nullement incriminé par l'article 13 de la loi de 1881. Il ne punit que le refus d'insertion mais non pas la désignation ou la nomination de la personne dans un journal. Toute peine d'ailleurs doit être prononcée par un jugement, sur la poursuite du ministère public, et ici il n'en est pas ainsi. Mais si ce n'est pas une infraction, est-ce une faute ? Le fait de la désignation dans un journal constitue-t-il en lui-même une cause de responsabilité et l'article en réponse prouve-t-il que le journaliste s'est tout au moins mis dans son tort ? Nous ne le

(1) MAZE, *Le Droit de réponse*. Thèse Paris 1900.

pensons pas. L'idée de faute est tout à fait étrangère à cette notion ; aussi ceux qui la défendent sont-ils obligés d'en faire « une faute d'un genre tout spécial qui, juridiquement, n'est pas une véritable faute, mais qui doit être prise dans son sens le plus large, où l'on trouvera le principe et la raison d'être de la peine que la loi inflige au journaliste.

On a même poussé cette idée encore plus loin, on a voulu la rapprocher des *delicta privata* des Romains. Il fut en effet une certaine époque de l'histoire du droit criminel pendant laquelle le pouvoir social, pour mettre fin aux vengeances privées, limita la mesure du mal à rendre. Il limita d'abord les compositions pécuniaires contre les parties auteurs des dommages, et plus tard les rendit obligatoires en donnant à la victime une action privée et tarifée suivant la gravité des délits, au simple, au double... du dommage éprouvé. On a essayé d'établir un parallèle entre ces délits privés et le droit de réponse. Mais cette comparaison, mal fondée d'ailleurs, ne saurait être prise en considération. Les *delicta privata* des Romains étaient poursuivis devant le préteur et la peine privée consistait toujours en une somme d'argent (1).

(1) Le système des délits privés romains s'explique comme une étape de l'histoire du droit pénal, qu'on peut ramener à quatre phases : la phase de la vengeance privée, celle des compositions pécuniaires, celle des compositions légales et celle de la répression par l'Etat

Dans le délit privé, on ne considère que l'intérêt privé qui a été lésé, la peine est exclusivement due à la victime, et c'est par l'action privée que celle-ci poursuivra le recouvrement de cette amende. On trouvera des détails complémentaires sur cette idée dans GIRARD, *Manuel de droit romain*, 4^e édition, page 389.

De plus ces délits étaient défendus par une disposition expresse de la loi positive (*nulla pœna sine lege*). Dans le droit de réponse, le seul fait d'être nommé ou désigné suffit pour qu'on puisse exercer son pouvoir sans avoir à recourir aux tribunaux, et son exercice ne peut se réaliser que sous la forme d'une publication limitée. Enfin le droit de réponse ne peut être considéré comme une action, car une action suppose une infraction et ici la désignation d'une personne n'a jamais constitué une infraction.

Quant à la loi du talion qu'on a essayé de rapprocher de l'étendue de la réponse, il est manifeste qu'on ne peut prendre cette idée en considération dans notre société contemporaine. Si on a limité la réponse dans son étendue, c'est une limitation qui n'est pas graduelle et qui est une commune mesure pour toutes les réponses. On ne peut même pas dire qu'il y ait une tarification de la peine correspondante à la gravité de l'attaque puisque, quelle que soit cette gravité, la réponse ne pourra se mouvoir qu'entre le minimum et le maximum fixé par la loi d'une façon invariable. Elle est plutôt considérée comme une limitation de plus que la jurisprudence apporta à sa théorie primitive, limitation qui reçut ensuite la consécration du législateur en 1919.

Une seconde conception a voulu faire reposer la nature de ce droit sur l'idée de responsabilité civile résultant de l'article 1382 du Code civil. « Le droit de réponse est une application particulière de la théorie traditionnelle de la responsabilité : c'est une réparation civile directe, mais munie de ce caractère spécial que son

titulaire, lorsqu'il requiert l'insertion, n'a à fournir la preuve d'aucun préjudice matériel ou moral » (1).

« Les insertions forcées, dit M. DAROUX, sont des réparations civiles, représentant certains caractères particuliers qu'il n'est pas sans intérêt de mettre brièvement en lumière. Une réparation civile ne consiste pas nécessairement en dommages-intérêts proprement dits, c'est-à-dire une somme d'argent. Elle peut consister en d'autres faits à accomplir par le plaideur qui a succombé, notamment il peut arriver que le tribunal condamne une partie, sur conclusions de l'autre partie, à l'insertion du jugement dans les journaux. C'est un moyen admirablement bien adapté au but lorsqu'il s'agit de réparer le tort causé à l'honneur, à la considération ou aux intérêts professionnels d'une personne. Or le droit de réponse n'est pas sans analogie avec le droit d'insertion que possède dans notre hypothèse la personne qui a souffert un préjudice. D'un côté comme de l'autre, il y a réparation civile; seulement dans un cas, le requérant de l'insertion tiendra son droit d'un jugement et dans l'autre cas il le tiendra de la loi elle-même. Le citoyen qui tient de la loi de 1881 son droit d'insertion ou son droit de réponse n'a à prouver aucune faute de la part du journal en la personne du gérant responsable, ni aucun préjudice matériel ou moral dont il aurait souffert du fait de la publication; il ne doit établir qu'une chose, à savoir qu'il a été nommé ou désigné. Ce simple

(1) LEMONNIER, *Le Droit de réponse en matière de presse*. Travaux de la Conférence de droit pénal de la Faculté de Paris, année 1922, p. 3,

fait l'autorise à se considérer comme atteint dans le respect qui lui est dû » (1).

Cette conception, plus séduisante que la précédente, ne nous semble pas encore devoir être retenue.

On a dit que c'était une forme particulière de réparation civile de l'article 1382 du Code civil. Mais dans cet article nous rencontrons la présence de trois éléments nécessaires à l'exercice de l'action qui en découle : un fait illicite, imputabilité à son auteur et un préjudice causé par ce fait.

Trouvons-nous dans le fait de nommer ou désigner une personne dans un journal la présence de ces trois éléments. Ce n'est certainement pas un fait illicite, puisque la nomination ou la désignation d'une personne dans un journal ne peut constituer une faute, si largement entendue soit-elle. Le journaliste, nous l'avons déjà montré, a un rôle à jouer. Ses lecteurs ont le droit d'être renseignés par des comptes-rendus probes et sincères sur les faits qui se déroulent dans le pays, sur les œuvres d'art ou de littérature, et toute mesure qui aurait pour résultat de diminuer les garanties auxquelles ils peuvent légitimement prétendre à cet égard doit être considérée comme attentatoire à leurs intérêts les plus certains. Si donc, dans ces comptes-rendus, on rencontre le nom de plusieurs personnes, on ne peut pas dire que ce fait constitue une faute.

Par suite de l'inexistence de ce premier élément, le second tombe de lui-même. S'il n'y a pas faute, elle ne

(1) DAROUX, *Du droit de rectification, de ses origines*. Thèse, Paris 1911, pages 30-31.

peut être imputée à personne et sa réfutation rentre dans le même ordre d'idées que pour la première condition.

Reste la question du préjudice. C'est, nous pensons, le seul point qui puisse avoir quelque intérêt. Si le fait pour un journaliste de nommer ou de désigner dans ses colonnes une ou plusieurs personnes ne constitue pas une faute en soi, il n'en est pas moins vrai cependant que cette désignation ou cette nomination, si elle n'a pas été provoquée, peut venir troubler le repos desdites personnes et que cette immixtion du journaliste dans la vie domestique ou privée des citoyens peut leur déplaire ou leur nuire. C'est le seul élément qui puisse donc entrer en ligne de compte. Ce préjudice n'a pas à être prouvé, il est présumé du seul fait de la désignation. Il découle naturellement du texte de la loi, disent les partisans de cette théorie, et cette présomption est même irréfragable, puisque si le gérant refuse d'insérer la réponse et que la question soit portée devant les tribunaux, ceux-ci ne se reconnaissent même pas le droit de rechercher l'existence du plus petit intérêt possible et condamnent le gérant à l'insertion de la réponse par ce fait seul que l'auteur de cette réponse a vu son nom figurer dans les colonnes de ce journal.

Par conséquent, s'il y a préjudice, c'est un préjudice qui ne résulte pas de la faute du journaliste, en tout cas c'est sans intention de sa part. Ce ne serait même pas un quasi-délit, puisque « celui-ci, disait déjà POTHIER, est le fait par lequel une personne, sans malignité, mais par une imprudence qui n'est pas excusable, cause quelque tort à un autre ». Or, ici, il n'y a pas d'impru-

dence, c'est même un devoir pour le gérant de remplir son rôle d'information vis-à-vis du public.

Cette théorie de la responsabilité civile se rencontre dans deux autres théories, sensiblement différentes, mais qui reposent sur le même principe. L'une, dont le but est de modifier et d'élargir les notions fondamentales de la responsabilité, a servi de point de départ à une nouvelle théorie du droit de réponse.

Ce système de la responsabilité objective consiste à éliminer des conditions de la responsabilité, celle qui, dans la théorie classique, constitue un premier élément, à savoir : l'imputabilité du fait dommageable à une faute de son auteur. Un individu serait donc toujours responsable des suites préjudiciables pour autrui des actes qu'il accomplit. La seule chose que la victime aurait à démontrer pour obtenir réparation serait le préjudice encouru et le rapport qui existe entre ce préjudice et le fait en question.

La notion de faute, succédanée de celle de pénalité, doit disparaître du droit privé. Et ainsi se vérifie la phrase profonde d'HERING : « L'histoire de l'idée de faute se résume en une abolition constante (1). »

Les partisans de cette théorie admettent volontiers que la faute pour le gérant n'existe pas, du fait de la nomination ou de la désignation d'une personne dans un journal. Mais elle n'est plus nécessaire pour donner

(1) COLIN et CAPITANT, Cours élémentaire Droit civil, 2^e édition, tome II, page 368.

droit à l'insertion d'une réponse, seule la présence d'un préjudice causé par l'article suffit.

Mais comment faire la preuve de ce préjudice ? — Cela n'est pas nécessaire, on le suppose existant du fait de la demande en insertion. — Bref, l'élément de faute n'existe pas. Le préjudice doit exister, mais n'a pas à être prouvé pour donner ouverture à l'exercice du droit. Que reste-t-il dans ce système pour servir de soutien au principe du droit de réponse ?

Proportionner la responsabilité au préjudice matériel ou moral : voilà en somme l'idée directrice de cette théorie. Elle serait peut-être acceptable si, au lieu d'affirmer la présomption du préjudice, elle en demandait la vérification.

Enfin la réparation ne remplit pas de façon efficace le rôle de prévention dévolu au droit de réponse, elle a le tort de n'attacher la responsabilité qu'au dommage réellement intervenu. Mais bien souvent le droit de réponse ne consiste pas seulement à éviter la possibilité d'un dommage, il cherche à éviter un mal qu'il sent venir. La théorie de la réparation ne semble donc pas bien s'adapter ici.

Nous connaissons les trois éléments qui résument et définissent la réparation : une faute servant de condition, un préjudice pour mesure ; entre cette faute et ce préjudice, un lien de causalité.

« Accentuez l'importance de la faute, perdez de vue le préjudice, acceptez un lien de causalité plus lâche, on dira que vous transformez l'action en réparation en une action mixte ; que vous mélangez le point de vue

pénal et le point de vue civil ; que vous vous acheminez vers la peine privée (1). »

Telle est l'autre solution dérivant de l'idée de réparation. C'est en effet au concept de justice privée que quelques auteurs prétendent rattacher la notion du droit de réponse (2). C'est une peine privée, correspondant à un délit privé, que le législateur a, par une faveur exceptionnelle, consacré au profit de la personne. Cette exécution privée a du moins l'avantage d'être rapide et peu coûteuse. C'est peut-être un des rares moyens que l'on ait de se rapprocher d'une justice gratuite. A côté du droit de recourir à la justice pour la faire exécuter, c'est la faculté de recourir à ses propres forces pour obtenir satisfaction. Mais ce recours à la justice privée suppose un dépassement des limites du droit. On ne peut songer, en effet, à se faire justice que quand on a d'abord éprouvé une injustice (3). Or le fait de désigner une personne, même sans aucune idée ni intention malveillante, ne peut être regardée comme une atteinte portée au droit de cette personne. De plus, cette

(1) HUGUENY, *L'idée de peine privée en droit contemporain*. Thèse Dijon 1903-1904.

(2) OLLANDINI, *Il diritto di riposta nella stampa periodica* dans la *Rivista penale* 1920, p. 92.

(3) C'était l'idée primitive de cette notion de peine privée. A Rome les légistes ne distinguaient pas l'idée de faute et l'idée de préjudice qui pour eux se confondaient dans une injustice à réparer. De là l'origine probable des actions noxales, qui auraient eu pour but de permettre à la victime d'exercer son droit de vengeance privée. Ce n'est que beaucoup plus tard que le progrès du droit a consisté à s'attacher à la « causalité interne » du fait dommageable et où la notion de faute s'est développée et précisée.

notion de justice privée semble évoquer une idée de réaction contre un fait injuste et nuisible, et le droit de réponse appartient à la personne nommée alors même que la nomination serait faite à bon droit et sans aucun préjudice.

On ne voit pas très bien, dans cette théorie, quelle est la mesure de la responsabilité. Faute et préjudice paraissent se confondre, pour venir concurremment se présenter comme la cause déterminante de l'action privée que justifie la notion de justice privée.

La confusion de ces deux éléments laisse deviner le but vers lequel tend cette théorie. Sentant que l'idée de faute est trop peu précise et mal venue, que si quelquefois elle existe, dans la plupart des cas elle fait défaut, et que, d'autre part, la présence d'un préjudice reste tout au moins aussi problématique, elle les confond dans son esprit pour se donner plus de poids.

Ne serait-il pas plus facile d'admettre que le droit de réponse est un droit de défense privée, peut-être un droit de défense individuelle, mais qui existerait indépendamment de toute faute ou de tout préjudice, et qui serait la résultante de la confusion des deux éléments dont nous parlions précédemment.

C'est un droit de défense en ce sens qu'il a pour base une atteinte à notre personne, soit physique, soit morale. Il tend à parer à une attaque, il cherche à rétablir une situation que le journal a mal établie, il satisfait notre amour-propre et notre susceptibilité.

Cette défense est légitime, car chacun a le droit de défendre son patrimoine, qu'il soit intellectuel, moral ou autre, et elle ne peut être que personnelle puisque la

société, qui possède incontestablement le droit de protéger les individus qui la composent, se trouve dans l'impossibilité de le faire, par suite de son défaut de jugement et d'appréciation.

Et partant de cette idée que toute théorie doit trouver sa justification dans une formule ou un concept juridique qui en motive l'exercice, nous estimons que ce système peut trouver place dans la notion de légitime défense.

Voici en effet le raisonnement que l'on tient. Le particulier qui se trouve lésé dans ses droits individuels par une publication répond à ce genre d'attaque par une défense. Cette défense est assurément légitime puisque tout particulier a le droit de s'opposer à ce que sa vie privée soit divulguée, à ce que son nom et ses actes figurent dans un journal sans son consentement, ou hors des limites de ce consentement. De plus la défense se trouve proportionnée à l'attaque, puisqu'on répond par la même arme dont l'attaque s'était servie.

Cette idée a été critiquée. « La légitime défense suppose en principe un acte destiné à prévenir un mal, tandis que le droit de réponse nous apparaît plutôt comme un acte de réparation d'un mal déjà causé. De plus, pour justifier la légitime défense en matière pénale, il faut un attentat, une agression subite contre laquelle on n'a pu se défendre que par la violence : on oppose la force à la force; dans le droit de réponse au contraire, la simple désignation suffit pour légitimer la réponse (1). »

(1) LEMONNIER, *op. cit.*, page 3.

En second lieu, la légitime défense dans notre droit pénal est un fait justificatif. Elle suppose un acte qui, matériellement, constituerait un crime ou un délit, et qui rentrerait dans la définition légale d'une infraction. Or, la simple désignation d'une personne dans une chronique ne constitue pas un délit.

Enfin la notion de légitime défense suppose l'impossibilité de la protection du pouvoir social. « La loi de toute société civilisée, dit M. GARRAUD, absolue quand la justice est consommée, ne l'est plus quand elle est imminente. On m'attaque dans mon intégrité, la force sociale n'est pas présente ; même présente, elle est impuissante à me protéger, j'ai le droit incontestable de me protéger et de répondre à la force par la force. »

Toute idée qui fait reposer le droit de réponse sur la notion de légitime défense doit donc être écartée.

Cependant tel n'est pas notre avis. La défense, en effet, consiste à sauvegarder par l'emploi de la force un bien juridique qu'un agresseur veut enlever ou diminuer (*vim vi repellere*). Elle forme donc la première sanction du droit et dans les rapports des individus entre eux, la défense n'est légitime que si elle est nécessaire pour détourner une attaque présente et injuste ; elle est légitime encore parce qu'elle concourt, au même titre que la défense sociale, à la sauvegarde des intérêts juridiquement protégés. Ainsi comprise, la légitime défense serait même un droit : « La lutte est le travail éternel du droit. Le degré d'énergie avec lequel le sentiment juridique réagit contre une lésion du droit est une mesure certaine de la force avec laquelle un individu,

une classe ou un peuple comprend pour lui et pour le but spécial de la vie l'importance du droit (1). ».

La défense de ses intérêts est pour l'individu le premier de ses droits et si dans la plupart des cas, pour ne pas dire toujours, la société se charge de réprimer par la force les injustices commises envers les particuliers, c'est par un abandon tacite de la part de ces derniers, peut-être même par un contrat tacite, que cette société possède le pouvoir de police. Mais il arrive que celle-ci cesse de punir parce que son intérêt réel ne l'exige plus ; c'est alors que le droit de la défense individuelle reprend son empire. Sans doute nul ne doit se faire justice à soi-même, mais celui qui se défend ne punit pas, il veut échapper à une injustice, quelquefois même à un danger plus grand. Instituée pour protéger l'individu, la société n'a pas le droit d'empêcher cet individu d'assurer lui-même sa sécurité personnelle lorsqu'elle se trouve dans l'impossibilité de le faire elle-même.

Cette notion de défense légitime est d'ailleurs une application de l'idée d'exécution privée dont nous parlions un peu plus haut : « Tout droit suppose une obligation plus ou moins grande des autres à le respecter, par suite, se défendre, c'est assurer directement la jouissance de son droit... et certaines théories modernes qui font une part nécessaire à la défense privée, considérée comme l'exercice d'un droit, disent que « la défense publique a le caractère de défense subsidiaire ». Ce

(1) IHERING. — *Lutte pour la vie*. — Traduction Meulenaere, Paris, Maresq 1890, pages 36-106 et suivantes.

principe admis, la logique nous force à en déduire que le droit de défense privée a pu être efficace, tandis que le droit de défense publique ne l'était pas, l'un a repris son droit et l'autre l'a perdu (1). »

Cette idée ne peut-elle pas s'adapter à la théorie du droit de réponse ? Et ne peut-on pas dire avec raison que ce qui justifie l'exercice de ce droit ce n'est pas autre chose que l'intérêt légitime que nous avons tous à faire respecter nos idées et à défendre nos actes, que la presse étale au grand jour, bien souvent à notre désavantage et à notre détriment.

Le droit de réponse repose sur une idée de défense individuelle, particulière, de protection accessoire, naturelle de tous droits en général qui s'exercera là où la défense sociale a refusé de s'exercer, faute d'intérêt pour elle. Elle ne pourrait même pas connaître la présence de cet intérêt puisqu'il est laissé à l'appréciation de la personne lésée. Cette défense privée est basée sur l'idée que la défense sociale ne peut pas toujours intervenir, mais que cependant il est des cas où l'exercice d'une répression étant nécessaire pour la sauvegarde de certains intérêts, on l'abandonne aux particuliers sous le contrôle de la loi, naturellement, pour éviter les excès qui ne manqueraient pas de se produire.

Et dans ces conditions, ce droit de réponse, cet instrument de défense, cette arme défensive, ne nous paraît-il pas comme une application, comme une forme de la

(1) DEMOGUE. — *Notions fondamentales du droit privé*, page 662. — Paris, Rousseau 1911.

légitime défense. Ce fut ainsi que primitivement s'exerça la justice, puis peu à peu on en est venu à une conception plus haute, qui réglementa cette théorie pour en faire ce qu'elle est aujourd'hui.

Répondre à un article, n'est-ce pas plutôt se défendre que demander une réparation ? N'est-ce pas plutôt réfuter, critiquer, argumenter en sa faveur que chercher à obtenir une satisfaction, même morale ? L'idée de défense s'applique mieux ici. Une personne dont le nom figure dans un journal et qui y répond cherche plutôt à défendre sa personne, ses idées ou son œuvre que d'essayer d'obtenir une réparation au sens littéral du mot. On se défend pour rétablir un fait, une idée mal comprise ou déformée mais non pour obtenir un avantage. La réparation implique en soi une idée de préjudice causé par la malveillance ou par l'inattention de l'agresseur, idée que nous ne trouvons pas dans la notion du droit de réponse.

Nous n'avons jamais admis que nommer ou désigner une personne constituât une faute, il ne peut donc pas y avoir de préjudice. Le journal est libre de nommer qui il veut, c'est son droit, c'est même dans certains cas son devoir, mais il engage seul sa responsabilité vis-à-vis des personnes nommées. Ils ont peur que telle idée exprimée, tel fait rapporté soit mal compris. On va les juger mal et les prendre pour autres qu'ils ne sont, ils se défendent, ils veulent expliquer ce qui ne leur paraît pas clair, ils rétablissent leur conduite et quand ils voient la rectification opérée, ils se déclarent satisfaits.

Est-ce là une réparation et en ont-ils retiré un avantage ? Seul le lecteur est juge entre lui et l'article qui a

motivé la réponse. Quel est son jugement? L'auteur de la réponse l'ignore. Peut-être ce jugement n'est pas en sa faveur.

A vrai dire le droit de réponse est un droit très original, très complexe, qui tire son origine de plusieurs sources à la fois.

Il a emprunté à chaque notion quelques éléments spécifiques et en a fait un tout assez homogène, pas assez cependant pour donner une impression nette de son état. Il paraît en effet agir quelques fois comme une réparation d'un préjudice causé (atteinte à l'honneur, discrédit, article injurieux ou diffamatoire). Dans ces cas il se rapproche de l'idée de réparation basée sur le système de la responsabilité collective.

Par ailleurs, il joue comme un moyen défensif, il oppose à certaines allégations des réfutations qui n'agissent pas dans un but réparateur. C'est le globule blanc qui, autour de la plaie, s'efforce par ses toxines de tuer les microbes qui cherchent à envenimer cette plaie.

Néanmoins, dans tout cela même, quand il semble se rapprocher de l'idée de réparation, ce qui prédomine au fond c'est encore l'idée de défense, sorte de réflexe qui nous pousse à nous révolter contre les opinions émises sur nous et qui choquent notre sensibilité ou notre raison. « Tout droit se trouve complété par un certain accessoire de protection que l'on peut regarder comme un droit indépendant, mais qui n'est qu'une sorte d'ouvrage avancé d'un autre droit (1). »

Quand vous jugez avoir intérêt à demander l'inser-

(1) DEMOGUE, *Notions fondamentales de droit privé*, p. 662 et suiv.

tion d'un article en réponse, vous agissez plutôt dans un but bien défini ; ce que vous cherchez à obtenir dans l'esprit du lecteur, c'est de détruire les impressions qu'a pu y laisser l'article auquel vous répondez, c'est de faire table rase des mauvais courants d'idées ainsi que des opinions erronées qui ont été émises. L'idée de réparation, au contraire, laisse entendre que vous vous contentez seulement d'obtenir une satisfaction qui efface en votre esprit le dommage causé, mais dont le but recherché n'est pas d'aller trouver le lecteur pour rectifier son jugement.

Si les causes de ces deux idées sont les mêmes, elles n'arrivent pas aux mêmes effets. Le but atteint n'est pas aussi complet avec l'idée de réparation qu'avec la notion de défense. Celui-ci est plus fort, plus tenace, répond mieux enfin à ce que doit être le droit de réponse.

C'est pourquoi nous pensons que l'idée de défense s'applique mieux ici, qu'elle correspond mieux aux conditions d'exercice et qu'elle s'adapte mieux à la souplesse du droit de réponse.

Et si nous faisons appel à la notion de la légitime défense pour trouver une assiette à cette idée, c'est qu'elle nous paraît capable de s'y mouvoir librement.

La légitime défense ne peut s'exercer que dans certains cas : quand le pouvoir conféré à la société ne peut vous protéger — le droit de réponse est accordé aux particuliers pour se protéger également contre les empiétements de la presse, empiétements que la société ne peut soupçonner, et partant pas repousser. D'autre part, la légitime défense est, comme nous l'avons dit, un fait justificatif, c'est-à-dire qu'elle absout l'acte complète-

ment sur la preuve de l'impuissance du pouvoir central. Le droit de réponse se justifie également puisqu'il nous donne satisfaction complète sans porter atteinte aux intérêts des tiers, — c'est du moins ce qu'il devrait être, — et sans que la société puisse en quoi que ce soit lui être utile.

Il se justifie également par ce fait que, jugeant seuls la situation, nous nous trouvons dans un état voisin de celui de nécessité.

D'ailleurs, cette idée, qui tend à faire du droit de réponse une application, un dérivatif de la légitime défense, trouve de nombreux points d'appui dans les travaux préparatoires, dans la discussion des textes de loi qui ont été soumis au Parlement en 1822, en 1881 et même en 1919, ainsi que dans les arrêts de jurisprudence et sous la plume de beaucoup d'auteurs.

En 1822, M. MESTADIER terminait sa proposition par ces mots : « Mais je ne veux pas qu'on puisse abuser même de la justice, et, sous prétexte d'une réponse nécessaire, excéder la juste mesure d'une légitime défense. »

Et dans le débat qui s'éleva alors à la Chambre des pairs, le garde des sceaux, M. DE PEYRONNET, fut amené à faire une déclaration par laquelle il reconnaissait sans conteste à la personne mise en cause par le journal les moyens les plus étendus de défense contre celui-ci. En 1881, M. LISBONNE, rapporteur de la loi, ne tenait pas un autre langage que le garde des sceaux de Louis XVIII : « Le droit de réponse, déclarait-il, tient essentiellement au droit de légitime défense », et il citait tous ses devanciers, y compris DULAURE.

Et la jurisprudence depuis un siècle ne fut pas moins

constante et s'inspira toujours de ces déclarations. De nombreux arrêts sont en ce sens :

Qu'en effet la faculté de répondre ne repose sur un autre fondement que celui, naturel, de légitime défense qui appartient à chacun, qu'elle n'est qu'un mode particulier de l'exercice de ce droit contre le journal lui-même et les énonciations libres et personnelles de ses rédacteurs (1).

Pour la chambre criminelle de la Cour de cassation elle-même, il est « un droit de légitime défense fondé sur la nécessité de protéger des citoyens contre les abus possibles de la presse (2) ».

Sous la plume de beaucoup d'auteurs qui ont étudié la nature et la portée de ce droit, on voit apparaître naturellement les mots de « légitime défense, de provocation, d'arme défensive, de riposte à une attaque, toutes expressions qui sont autant d'hommages rendus à la réalité des choses (3) ».

Et dans le dernier arrêt rendu pour la première fois sur la matière lors de l'affaire Sylvain Jaubert-Doumic, la chambre civile de la Cour de cassation n'a pas pu échapper à cette idée, puisque cet arrêt évoque l'intérêt que possède l'auteur à défendre son œuvre, ce qui implique une attaque préalable. « Mais attendu que le droit de réponse peut être exercé au cas où la réponse a été provoquée en dehors de toute attaque personnelle par la critique d'une œuvre littéraire que ses auteurs ont intérêt à défendre.

(1) S. 68-2-69.

(2) Arrêt du 17 juin 98, affaire Dubout-Brunetière, D. 99-1-289.

(3) JOSSERAND, note Cass. 21 mai 1924, D. 24-1-97.

CHAPITRE DEUXIÈME

Étendue du droit de réponse

Pour la majorité des auteurs et pour la jurisprudence, le droit de réponse absolu n'est donc, nous l'avons vu, qu'un moyen spécial de défense individuelle ayant pour but la protection de nos intérêts menacés.

Ce que l'on conçoit moins dans cette théorie jurisprudentielle, c'est de voir ce droit, basé sur une idée de défense, s'exercer à tout propos, sans même qu'il y ait une attaque, sans même qu'il soit besoin de se défendre.

D'un côté, ce droit est absolu, de l'autre il a pour base une idée de défense. Ces idées ne paraissent pas très bien se concilier. S'il est absolu, pourquoi faire intervenir cette idée de défense, qui ne peut en rien le justifier; — s'il repose sur l'idée d'une défense individuelle, il ne peut être absolu, car toute défense suppose une attaque préalable, servant de justification à l'acte que l'on commet.

La jurisprudence devrait donc faire choix de l'un ou de l'autre de ces deux éléments.

Cependant cette théorie, ainsi conçue et datant d'un siècle déjà, a presque acquis force de loi, à tel point qu'il

paraîtrait téméraire de la discuter encore devant elle (1). Notre but sera de rechercher si cette théorie est bien conforme au texte, si elle représente bien l'idée du législateur, et surtout si elle correspond bien à nos besoins qui, se renouvelant sans cesse, diffèrent, sans aucun doute, de ceux de nos ancêtres de 1822.

Il s'agit de savoir en effet si ce droit de réponse réglementé essentiellement par la loi du 29 juillet 1881 (D. P. 81-4-65) et modifié par la loi du 29 septembre 1919 (D. P. 21-4-7) rentre dans la grande famille des droits relatifs, conditionnés et limités par leur finalité même, dont l'exercice ne peut avoir lieu impunément que pour des motifs légitimes, ou bien s'il convient de l'inclure dans le groupe de plus en plus restreint des droits absolus, abstraits, non causés, qui se réalisent en toute impunité ; il s'agit de savoir si cette prérogative impérieuse contient en elle-même sa propre justification, si elle échappe à l'emprise de la maxime *Summum jus, summa injuria* (2).

Il existe deux grandes conceptions antithétiques des droits : la conception individualiste, et la conception sociale. Dans la première, le droit est une prérogative souveraine accordée à l'individu envisagé en soi et abstraction faite de ses attaches avec le milieu social, et protégée par un texte de loi. On peut l'utiliser impunément au gré de son désir, jusqu'à la limite extrême de

(1) Depuis 1845, nous ne trouvons que l'arrêt du 24 novembre 1922 qui voulut limiter le droit de réponse à ses justes proportions. Cet arrêt fut néanmoins cassé par la Cour de cassation le 21 mai 1924.

(2) JOSSEMAND, note s. Cass. 21 mai 1924, D. 24-1 97.

son droit, sans que sa responsabilité puisse être engagée en raison des dommages certains qu'on peut causer à autrui. « Un droit a sa légitimité en soi. Il faut que chacun connaisse exactement les limites qui séparent le permis du prohibé. L'homme doit être libre d'agir sans révéler aux autres son but et ses intentions, et on corrobore cet argument d'un autre plus pratique, qui d'ailleurs n'en est que le corollaire. On fait remarquer que la recherche des intentions confère aux tribunaux un pouvoir arbitraire très dangereux (1). » Cette idée est tirée du brocart *Neminem laedit qui suo jure utitur*.

C'est le point de vue des races anglo-saxonnes et celui également de notre droit révolutionnaire et de notre Code civil. Les juristes de l'époque ne parlent jamais d'interpréter du droit ou des règles de droit, mais d'interpréter des lois. « Ils acceptèrent, au moins implicitement à titre de postulat, cette idée que la législation formelle, j'entends dire l'ensemble des actes législatifs promulgués et encore en vigueur en France, doit suffire à nous révéler toutes les règles juridiques nécessaires aux besoins de la vie sociale (2). »

(1) APPERT, Trib. Sedan 17 nov. 1919, D. 1904-2-217.

(2) GÉNY, *Méthode*, t. I, n° 12, pages 28 et suivantes. « On a tant légiféré surtout depuis soixante-dix ans, écrivait M. VALLETTE en 1872, qu'il serait bien étonnant de trouver un cas resté tout à fait en dehors des prescriptions législatives. » M. DEMOLOMBE disait : « Ma devise, ma profession de foi est aussi : les textes avant tout. Je publie un cours du Code Napoléon, j'ai donc pour but d'interpréter, d'expliquer le Code Napoléon lui-même considéré comme loi vivante, et ma préférence pour la méthode dogmatique ne m'empêchera pas de prendre toujours pour base les articles mêmes de la loi. » Et M. BUGNET était encore plus, catégorique : « Je ne connais pas le Code civil, je ne connais que le Code Napoléon. »

La loi se borne à déterminer la sphère d'activité de chacun, elle impose des limites pour rendre possible la vie sociale, mais dans ces limites qui nous sont tracées, notre liberté reste entière, rien ne gêne notre activité, nous pouvons faire ce qui nous plaît dans la mesure de notre droit, et, s'il en résulte un dommage pour autrui, nous ne sommes pas tenus de le réparer (1).

Mais sous les influences des idées sociales et philosophiques qui se développèrent au cours du XIX^e siècle, cette première conception traditionnelle, trop égoïste, parut trop étroite. On s'est aperçu que cette liberté couvrait des injustices, l'idée de justice s'élargissait ; en même temps des actes qui n'avaient pas paru choquants ont été jugés sévèrement et réprouvés par la conscience publique. L'idée de solidarité s'est répandue beaucoup et prenait une signification morale. Une nouvelle conception, non plus individualiste mais collective, beaucoup plus large et répondant mieux à notre instinct de justice, tendit à se faire jour de plus en plus et à prendre une place de plus en plus grande dans les préoccupations des juristes. Les progrès de la science juridique ne consistent-ils pas surtout à fixer, à l'aide de distinctions, les limites du *fas* et du *nefas* ?

Pour M. HAURIOU, un droit est un « pouvoir exercé par les hommes, sous leur responsabilité, en vue de satisfaire leur intérêt et sous la condition de se conformer soit à la légalité expresse, soit au principe du com-

(1) CHARMONT, De l'abus des droits, *Revue de Droit civil*, 1902, page 102.

merce juridique qui sont sous-jacents à la légalité » (1). Il trouve en lui-même sa raison d'être, et son but se compose d'un ensemble de règles destinées à permettre aux hommes de vivre en société. « Il n'y a pas de droit, dit M. DUFFAU-LAGAROSSE, sans un intérêt moral ou matériel qui en est la base et qui, de plus en plus, en motive et en justifie l'exercice. Celui qui, dans le seul but de nuire à autrui, accomplit un acte en principe permis par la loi, n'use pas en réalité de ce droit, il fait un acte antisocial et par conséquent contraire aux droits, bien que caché sous les apparences du droit. »

Dans tout droit, nous trouvons deux éléments, un élément subjectif qui est la volonté d'exercer un pouvoir en vue de satisfaire à un intérêt propre, et un élément objectif qui est une certaine conception sociale et déterminée soit par la loi, soit par un certain idéal du commerce juridique accepté de tous et qui règle la façon dont le pouvoir en question doit être exercé (1).

M. JOSSERAND, pour légitimer cette théorie, trouve « qu'un droit, règle sociale, ne peut jamais être exercé antisocialement ; il ne saurait, en aucun cas, aller contre sa finalité, pas plus qu'un cours d'eau ne pourrait refluer vers sa source. Nos droits ne sont pas doués d'une valeur purement intrinsèque, ils sont des instruments destinés à assurer le règne de la justice... Produits sociaux, les droits ne peuvent se réaliser antisocialement contre la morale collective, chacun d'eux a un but dont il ne peut s'éloigner et qui limite son champ

(1) HAURIU, note sous Conseil d'Etat, 27 fév. 1903, S. 1905-3-17.

d'exercice légitime » (1). Et pour M. GÉNY cette idée consiste à caractériser nettement l'abus du droit qui, en excédant son légitime exercice, donne seul naissance à la responsabilité dont il s'agit.

Peut-on, en effet, renfermer dans une formule juridique tous les éléments et tous les cas qui pourraient surgir par la suite? « La législation formelle doit-elle suffire à nous révéler toutes les règles juridiques nécessaires aux besoins de la vie sociale? » Ne vaudrait-il pas mieux « chercher à résoudre les questions juridiques qui se ramènent toutes à des conflits d'intérêt, par une exacte appréciation et une judicieuse comparaison des intérêts en présence, en visant à les équilibrer conformément aux fins sociales (2), car nous en revenons toujours à chercher à établir l'équilibre entre des intérêts qui se combattent ou paraissent se contredire »?

Et c'est ainsi que notre conscience juridique moderne, répugnant à admettre que l'exercice des droits puisse être illimité (3), arriva à une conception plus haute de la justice en ébauchant une théorie basée sur l'abus du droit, théorie qui se précise chaque jour davantage en recrutant de nouveaux défenseurs.

Cette nouvelle théorie, partant de l'idée que les formules juridiques, si parfaites soient-elles, ne peuvent constituer un filet à mailles assez serrées pour arrêter toutes les injustices et les actes antisociaux et anti-

(1) L. JOSSERAND, note sous Cass., D. P. 1906-2-105.

(2) GÉNY, *Méthode*, t. II, page 170.

(3) Dans une conception germanique, tout droit implique un devoir et contient en lui-même une limite.

juridiques, laisse au juge le soin de peser les intentions (1).

Les droits d'un individu ne sont jamais absolus et sont limités par les droits des autres individus. « Tout droit, prérogative conféré en tant que membre de la communauté, est social à double titre, par ses origines, puisque concédé par les pouvoirs publics, et par sa finalité, comme destiné à se réaliser non dans le vide absolu, mais dans un milieu social donné, dont il doit respecter l'harmonie. On ne peut l'employer que socialement, *civiliter*, en fonction du milieu où il s'affirme. »

Mais alors va se poser une question embarrassante, celle de savoir à quoi se reconnaîtra l'abus du droit. En voulant réprimer des actes que jusqu'alors on avait tolérés, ne va-t-on pas ruiner le droit lui-même et le dépouiller de ses avantages essentiels. En effet, les auteurs expliquent de deux manières la façon d'interpréter et de justifier cette théorie.

Dans la plupart des cas, les tribunaux ont vu un abus du droit dans l'abus résultant d'une intention de nuire. Quand on commet une action, qui ne se justifie par aucun avantage mais qui porte préjudice à autrui, on abuse de son droit et il doit y avoir réparation (2). L'intention de nuire résulte donc du peu d'intérêt que l'on a à agir. Il faut peser les intentions et on invoque la maxime « *Malitiis non est indulgendum* ». La recherche

(1) APPERT, note s. Sedan 17 déc. 1901, S. 1904-2-217.

(2) Pour marquer la différence entre l'abus du droit et l'absence de droit, voir PORCHEROT, thèse Dijon 1901-02. *De l'abus du droit*, p. 106. — M. SALEILLES, *Traité des obligations*, 2^e édition, n° 310, note in fine, p. 373.

de cette intention paraît à priori fort difficile à établir. Les adversaires de cette opinion disent qu'il est impossible de jamais établir qu'un acte ait été dicté par pure malveillance. Il serait toujours facile à son auteur de prétexter un besoin ou une fantaisie. Mais on s'aperçoit bien souvent, quand on se place en présence des faits, qu'elle peut être établie et que bien souvent elle paraît évidente. D'ailleurs cette idée d'abandonner aux juges le soin de peser les intentions constitue l'idée maîtresse du droit pénal qui punit, à raison de l'intention, quantité d'actes licites en eux-mêmes.

C'est pour répondre à ces objections qu'une autre solution a été proposée. Ce n'est pas seulement quand il y a intention de nuire que l'exercice d'un droit peut engendrer un abus. Il faut reconnaître que l'abus peut se produire en dehors de toute intention de nuire, par cela seul que la manifestation d'un droit pourra causer un dommage à autrui (1) et la vraie formule « serait celle qui verrait l'abus du droit dans l'exercice anormal du droit, exercice contraire à la destination économique ou sociale du droit subjectif, exercice réprouvé par la conscience publique et dépassant par conséquent le contenu du droit, puisque tout droit au point de vue social est relatif et qu'il n'y a pas de droits absolus, pas même la propriété (2) ».

(1) M. LABBÉ écrivait déjà en 1872 : « Même en droit commun, une indemnité peut être due par celui qui a usé de son droit ». Cass., 12 août 1872. — S. 1872-1-353 note.

(2) SALEILLES, *Traité des obligations*. Op. cit., p. 371. — M. GÉNY pense de même : « Je suis, quant à moi, plutôt porté à croire que l'on ne découvrira la mesure juste et vraie des droits individuels,

« Les différentes activités humaines, écrit M. FERRON, en se développant tendent à se heurter, il doit par la force des choses se produire un phénomène de compression et la véritable justice doit consister à rechercher la ligne de démarcation qui limite la sphère juridique de chaque individu (1). » Donc si chaque droit individuel est ainsi absolu tant qu'il ne sort pas de sa sphère propre, si son exercice ne peut donner lieu à aucune action en dommages-intérêts, alors même qu'il serait fait malicieusement, il n'en sera plus de même s'il avait servi d'instrument pour troubler, entraver chez autrui le libre exercice d'un droit individuel également légitime et reconnu. Alors, et dans cette mesure, son exercice ne constituerait pas un acte licite.

Ces deux conceptions différentes sont arrivées à attirer l'attention de la jurisprudence qui, s'éloignant de plus en plus de l'idée individualiste du droit révolutionnaire, est arrivée à plier à la discipline de l'abus à peu près tous les droits (2).

qu'en scrutant leur but économique et social et en comparant son importance à celui des intérêts qu'ils contrarient, et cette question... exige de l'interprète... une mise en balance des considérations morales, politiques ou économiques, qui se trouvent engagées dans le conflit des intérêts en présence ». — *Op. cit.*, t. II, page 172.

(1) Note sous trib. Bordeaux 14 déc. 1903, S. 1905-2-17.

(2) D. 1908-2-73. Paris 8 février 1902, D. 1912-2-273 et note de M. PLANIOL, Lyon 23 janv. 1907, D. 1908-2-73. Un arrêt tout récent marque très bien cette idée (Dalloz hebdomad., 23 avril 1925). Voir, pour la réfutation de cette théorie, la critique faite par M^e de Saint-Auban, avocat à la Cour d'appel de Paris, dans un appendice à sa plaidoirie faite devant la Cour de Paris le 24 novembre 1922 et publiée sous le titre « La critique et le droit de réponse ». Il dit notamment : « Mon droit est absolu, le vôtre aussi. Il faut que ces absolus fassent bon ménage ensemble : ce qui, dans leurs rapports ré-

Ainsi donc la nature de la théorie de l'abus des droits n'est pas seulement une nature subjective, dénotant chez l'auteur de l'acte incriminé un désir de nuire, une intention malveillante, premier signe de l'abus des droits.

Mais tout autre mobile illicite deviendrait à l'occasion également générateur de responsabilité. Le titulaire d'un droit, c'est-à-dire d'une prérogative accordée à l'homme vivant en société, ne saurait l'exercer « en vue d'un but autre que celui pour lequel il lui a été reconnu par le législateur » ; l'intention nocive n'est que la forme la plus pratique, non la forme exclusive, que revêt l'exercice abusif d'un droit.

C'est dans ces conditions et sous les auspices de cette marche progressive de la jurisprudence vers l'adaptation de tous les droits à des fins sociales que, reprenant la question posée plus haut, nous sommes appelé à nous demander si le droit de réponse doit bien être considéré comme un droit absolu, non causé, insusceptible d'abus, et par conséquent insusceptible d'engager jamais la responsabilité de son titulaire, ou si, comme tous les autres droits, il doit se plier aux conditions qui sont la base nécessaire de tout droit en général.

Y a-t-il des droits qui seraient à ce point absolus ? Dans notre société moderne, fondée avant tout sur la

ciproques, les plie à des relativités. Si j'empiète et vous lèse, je sors de chez moi... j'agis sans droit, car je dépasse mon droit, et quand je dépasse mon droit, je n'ai aucun droit, d'où ma faute génératrice d'une responsabilité », et il refuse à la théorie de l'abus d'avoir inspiré la jurisprudence qui n'obéit qu'à l'adage *Malitiiis...*, p. 50 et suivantes. Voir également MICHOUX (Léon), La théorie de la responsabilité morale et son application au droit français, 2^e édition, chapitre X, n° 268, page 222.

nécessité qui s'impose à chacun de nous de respecter le droit d'autrui, peut-on concevoir un droit qui soit tout à fait absolu, c'est-à-dire un droit qui puisse toujours être exercé par celui auquel il appartient, alors même qu'il en résulterait pour celui contre lequel il est exercé un dommage que celui-ci ne devrait pas souffrir en toute équité ?

Le droit de réponse, si original et si complexe, doit-il, pour s'exercer, avoir une base qui en motive l'exercice ?

La Cour de cassation n'admet qu'une condition : la nomination ou la désignation.

Nous avons montré en quoi cette condition cadrerait mal avec l'idée de défense que d'autre part elle accepte pour assurer l'exercice de ce droit.

En étudiant la jurisprudence, on a nettement l'impression que les arrêts traitant cette question n'ont eu qu'une seule préoccupation : assurer l'exercice rapide de ce droit, son efficacité étant subordonnée à l'aisance et à la rapidité avec lesquelles il peut être utilisé. La riposte doit pouvoir suivre aussitôt la critique ; s'il en était autrement, si le défendeur à l'insertion pouvait instituer une discussion sur les raisons et les mobiles de son contradicteur, il retarderait pendant des mois, voire pendant des années, la réalisation d'une prérogative à laquelle le législateur a attaché un prix tout particulier et qui, destinée à réfréner les abus de la presse, à sauvegarder la dignité, l'inviolabilité de la personne humaine, présente un caractère d'ordre public évident ; d'autant plus que les journaux ont pris et prennent encore des proportions que ne soupçonnait pas le législateur de 1822. Livrée à elle-même, la liberté de la presse

opprimerait les libertés individuelles, la recherche d'un intérêt serait une source de procès et le but atteint serait l'inverse du but poursuivi par le législateur ; elle appelle comme un correctif nécessaire un droit de réponse envisagé sous sa forme la plus absolue, la plus intransigeante (1).

Telle est l'argumentation fournie par les partisans de cette théorie. Est-elle sans réplique ? Nous ne le pensons pas. C'est un droit de défense, avons-nous dit, droit de défense individuelle, mais comment doit-il s'exercer ?... Sans aucune impunité ? et, ce qui paraît excessif, sans aucun contrôle ? Fût-ce en dehors de toute provocation, dans les termes les plus anodins, voire les plus élogieux, admettra-t-on que ce droit de légitime défense ne supportera aucune attaque préalable et excluera tout contrôle judiciaire quant aux raisons qui ont pu inciter la personne nommée à s'en servir ? Est-ce un droit qui porte en soi sa propre justification, qui se suffit à lui-même ?

Il nous semble que toutes ces solutions se contrarient et ne s'accordent pas avec la notion de la légitime défense. Le droit de réponse est un droit très original, très complexe, c'est vrai, mais encore faut-il qu'il puisse s'harmoniser avec la théorie qui lui sert de base. Comment alors concilier ces deux antithèses, droit absolu et légitime défense ? C'est l'un ou l'autre.

Si le droit de réponse est véritablement un droit absolu, dans toute l'acception du terme, s'il doit s'exer-

(1) JOSSE RAND, 21 mai 1924, D. 24-1-97.

cer sans aucun contrôle, disons que c'est un droit d'une nature spéciale jouissant d'un privilège général, trouvant en lui toute la légitimité et la justification nécessaires et n'ayant besoin, pour assurer son exercice, de ne faire appel à aucun concept juridique quelconque. Ce sera alors vraiment un droit absolu *sui generis*, et la réponse ne deviendrait en quelque sorte que la contrepartie de l'article provocateur. Mais si on fait reposer la nature juridique du droit de réponse sur la notion de légitime défense, alors ce droit ne doit être ni général ni absolu, mais avoir pour limites les conditions qui seules en autorisent l'exercice.

Quelles sont donc les conditions qui justifient l'exercice du droit de défense individuelle ?

Du caractère de la légitime défense, il faut distinguer nettement la situation dans laquelle elle intervient.

Le droit de nous défendre ne peut s'exercer que contre toute force qui nous attaque dans notre activité, qui menace nos intérêts juridiques, intellectuels et sociaux, et elle intervient pour en empêcher et en atténuer le résultat dommageable. La défense n'est donc pas la vengeance, on ne peut troubler l'ordre et une institution protégée par la loi, en prétendant se faire justice soi-même.

Si le droit de réponse est conforme à cette idée, la justification sera complète. Pour que la défense soit légitime en effet, il faut la présence de deux éléments : que la défense existe, — et qu'elle soit légitime, c'est-à-dire que la réaction ne dépasse pas les bornes d'une stricte nécessité.

Encore ne faut-il pas croire que ces deux conditions

se trouvant remplies, l'auteur de la réponse serait dans la possibilité d'agir jusqu'au bout, de se défendre par tous les moyens. Il ne faut pas confondre l'existence du droit de défense et sa mesure; la défense n'est vraiment légitime que dans la mesure de la « nécessité » et cette idée implique une certaine proportionnalité entre le bien qu'il s'agit de défendre et la vivacité de l'attaque.

Il faut donc qu'il y ait une attaque, mais quelle en sera la gravité? Exigera-t-on la présence d'un préjudice sérieux? Ce serait trop réduire le droit de réponse, il est des cas où il doit pouvoir s'exercer librement là où le préjudice fait défaut.

Un dommage sera-t-il suffisant? On engage souvent sa responsabilité sans que la personne atteinte n'éprouve aucun dommage. Nous pensons devoir écarter ces deux idées. La réponse est une riposte à une attaque. Il suffira donc que la personne, pour justifier sa réponse, établisse pour elle-même la présence d'un intérêt légitime et sérieux. Cette idée est largement suffisante pour assurer l'exercice de ce droit; il faut que l'auteur de la réponse, en obligeant le gérant à son insertion, puisse dégager sa responsabilité en faisant la preuve de l'intérêt qu'il avait à répondre.

Et d'ailleurs, si le droit de réponse pouvait s'exercer à discrétion, à tort et à travers, il cesserait d'être un droit de réponse pour devenir un droit d'auteur, un droit de collaboration, et, ce qui est particulièrement grave, de collaboration forcée et gratuite. Il s'exercerait en toute impunité et échapperait donc à l'emprise du droit délictuel. Nous serions incapables de commettre un délit, voire même une atteinte aux droits d'autrui.

On sent très bien tout ce que cette conception a d'excessif, et la Cour de cassation elle-même n'a pu réfuter la justesse de ces observations et maintenir la rigueur de son principe. En examinant les décisions intervenues, nous avons pu constater dans notre première partie (1) que, tout en proclamant le caractère absolu et général de ce droit, elle admit la légitimité d'un contrôle judiciaire à des points de vue et à des titres différents; nous avons noté que cette jurisprudence s'était développée dans le sens d'une abolition progressive et constante du principe même sur lequel elle repose; enfin nous avons marqué les étapes parcourues vers une direction opposée à l'absolutisme du droit de réponse et vers un idéal d'un droit limité (2).

Ce droit absolu n'est donc pas si absolu, et reste exposé à être tenu en échec par toutes ces limitations; le journaliste pourra facilement se retrancher derrière son honneur, sa considération pour refuser à son adversaire d'insérer la réponse et ainsi apporter une entrave à la réalisation pratique de ce droit, qui exige, pour être efficace, que la riposte suive l'attaque de près. La seule cause qui semble avoir poussé la Cour de cassation à imposer sa théorie absolue du droit de réponse se trouve donc grandement compromise.

N'est-il donc pas plus facile d'admettre que comme tous les autres droits, le droit de réponse doit être regardé comme un droit relatif, conditionné par les circonstances de la cause et contrôlé par l'autorité

(1) Pages 67 et suivantes.

(2) JOSSERAND, 21 mai 1924, D. 24-1-97.

judiciaire; qu'il suppose « un motif légitime » en dehors duquel son exercice deviendrait générateur de responsabilité ». Les droits, en somme, ne sont institués que pour régir les hommes vivant en société; comme elle, ils doivent suivre la marche et l'évolution qu'elle subit. L'état social change si les lois ne changent pas. Elles ne sont et n'ont jamais pu être intangibles, ni indivisibles, elles ne sont pas immuables et doivent suivre l'évolution du progrès social. « Le juge ne doit pas s'attacher, a dit M. le premier Président BALLOT-BEAUPRÉ, à rechercher obstinément quelle a été, il y a cent ans, la pensée des auteurs du code en rédigeant tel ou tel article », mais au contraire, la justice et la raison lui « commandent d'adapter libéralement, humainement le texte aux réalités et aux exigences de la vie (1) ».

Le droit de réponse, sans aucun doute, n'est pas resté étranger à cette sensible transformation des droits et, comme tout autre, il a subi les effets du temps qui ont eu prise sur lui; et la rigidité de la forme législative de l'article 13, attributive de droits énergiques, comme d'autres aussi catégoriques que lui, ne saurait se réaliser que dans une atmosphère sociale, dans le cadre d'une organisation juridique déterminée; maintenant, dans l'état actuel de nos mœurs, avec l'extension prise par les journaux d'information, que le législateur de 1822 ne soupçonnait pas et qui, en 1881, n'avait pas encore atteint son plein développement, il paraît de plus en plus certain que ce droit de réponse doit recevoir une autre interprétation, malgré le silence apporté à ce sujet

(1) *Le Centenaire du Code civil*. Imprimerie nationale, 1904, p. 27.

par le législateur en 1919. Cette date d'après guerre était mal choisie pour discuter une question aussi importante et le législateur n'a pu certainement y apporter toute la réflexion nécessaire.

Il est évident que la façon dont s'exerce actuellement ce droit choque notre idéal de justice. Le fait de la nomination ou de la désignation suffisante d'une personne suffit à autoriser cette personne à faire parler d'elle-même ou de sa marchandise et à arriver ainsi à obtenir une publicité d'autant plus dangereuse qu'elle sera gratuite. C'est ainsi que nous voyons certains particuliers, dont le nom a été mentionné dans un journal ou un écrit périodique, obliger le gérant à insérer une réponse qui n'est autre qu'une annonce commerciale, qu'une demande d'emploi, qu'une référence ou même quelquefois qu'un étalage de leurs capacités professionnelles, n'ayant aucun rapport avec l'article incriminé.

On ne peut laisser cet état de choses subsister. N'est-il pas plus raisonnable d'exiger de la personne nommée ou désignée un article qui ait le caractère d'une réponse, dont le but serait de rectifier des faits erronés, de réparer une situation mal comprise, ou de redresser des allégations malveillantes pouvant porter atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne.

Nous n'irons pas, comme certains l'ont demandé et comme la proposition de loi déposée en 1921 sur le bureau de la Chambre des députés par M. THIBOUT le réclamait, exiger de la réponse qu'elle ait un caractère rectificatif et qu'à cela seulement elle doive borner ses effets. Le droit de réponse demande plus de souplesse, il est tant de façons de porter atteinte à l'honorabilité de

quelqu'un qu'autoriser une pareille restriction serait peut-être aller à l'encontre de l'idée qui a servi de base à l'élaboration de ce droit. Mais il est tout au moins possible d'admettre une certaine limitation qui pût à la fois concilier les intérêts des deux parties. C'est pourquoi la présence de cet intérêt suffirait à assurer la limitation que nous voudrions voir apporter au droit de réponse (1). Il attirerait davantage l'attention de la personne qui veut répondre, sous peine d'engager sa responsabilité.

D'ailleurs, et bien qu'il ne faille accorder aux travaux préparatoires qu'une confiance limitée, on peut essayer cependant de dégager les raisons qui ont fait accepter ce droit par le législateur et préciser la façon dont il a été compris.

Nous avons vu comment DULAURE avait justifié ce droit exorbitant du droit commun et comment il ne fut pas suivi dans ses idées. Mais, reprise par M. MESTADIER, en 1822, son idée eut plus de succès : « Un moyen satisfaisant pour l'honnête homme, fonctionnaire ou non, antidote efficace contre un poison dont l'effet est si rapide, c'est de pouvoir repousser l'outrage par les

(1) L'arrêt rendu par la Cour de Paris rentre bien dans cet ordre d'idées : « Considérant que si le droit de réponse est général et absolu..., que pour appliquer ce texte laconique, il convient de ne pas perdre de vue que ce qu'il autorise, c'est une réponse, c'est-à-dire, un acte de défense, une riposte qui nécessairement et par définition suppose une attaque : qu'il est impossible d'admettre, en principe, que tout individu désigné dans un article de presse, serait-il sans préjudice pour aucun de ses intérêts et (peut-on le supposer même) en termes avantageux, se voit, par le seul fait de cette dénonciation, accorder le pouvoir d'intervenir suivant son seul gré dans toute discussion ou d'imposer à son profit une réclame gratuite au journal qui l'a nommé. D. 22-2-129.

mêmes armes et dissiper tous les doutes, tous les nuages de tous ceux qui auront lu l'article dont il se sentira blessé ». Ainsi se trouve déjà bien établie la volonté chez l'auteur de la disposition aujourd'hui encore en vigueur, de faire du droit de réponse une arme contre l'outrage et non point un procédé de discussion académique. Mais il poursuit : « Souvent une simple dénégation, une simple explication suffirait à l'homme offensé, sans avoir besoin de recourir à la justice, remède qui est presque toujours un remède cent fois plus pire que le mal ; il est donc juste, utile, nécessaire d'obliger les journalistes à recevoir loyalement la réponse des personnes dont ils auront cru devoir parler » et il ajoutait ceci, plus significatif encore : « Mais ce que vous ne pouvez pas refuser aux fonctionnaires, vous devez surtout l'accorder aux simples citoyens. Sera-t-il donc permis de publier tous les actes de la vie domestique et privée, de les livrer à toute la malignité des réticences et des interprétations, sans leur donner même le moyen qui se présente naturellement d'écraser *l'insecte sous la plaie*, en s'expliquant de suite devant le tribunal même où ils auront été traduits, sans droit, sans nécessité, sans utilité pour le public » et il demandait que celui « qui est signalé... au public puisse combattre à armes égales sur le terrain choisi par son adversaire ».

Devant la Chambre des Pairs, M. PORTALIS, dans son rapport développait la même idée : « Il (le droit de réponse) est basé sur les règles de la plus exacte justice. Les journaux ne parlent qu'à une nuance d'opinions. Les lecteurs d'une feuille ne sont presque jamais ceux

d'une autre. Dès lors, la publicité deviendrait un moyen d'oppression si elle permettait d'attaquer la réputation d'un citoyen sans qu'il puisse descendre dans la même lice que son agresseur. La disposition de l'article 11 assure le combat à armes à peu près égales et devant le même public ».

Et à cette même date se rapporte la déclaration, contre laquelle personne ne protesta, de M. le comte DE LANJUMAIS, qui déclara qu'à son avis, « il faudrait laisser à la jurisprudence des tribunaux le soin de prévenir les abus dont cet article, comme tout autre disposition de loi, peut devenir le prétexte ».

En 1881, M. LISBONNE, rapporteur, le considère comme un droit naturel de légitime défense et, dans la pensée des auteurs de la loi, il était même autre chose, puisque la réponse ne pouvait être que rectificative. C'est M. Cuneo d'ORNANO, très adroitement d'ailleurs, qui a fait rétablir le mot « réponse ». Il s'exprimait ainsi :

« Le mot rectification semble indiquer que la réponse doit se borner au redressement d'un fait erroné, mais il peut y avoir dans un article autre chose qu'une articulation de fait, il peut s'y trouver des réflexions, des considérations d'ordre purement moral qui touchent à l'honneur de la personne nommée ou désignée. Ne faut-il pas alors que cette personne ait droit non seulement à une simple rectification de fait mais à une réponse plus générale ? C'est pour cela que le mot réponse de l'ancienne législation ne paraît meilleur et je demande qu'il soit rétabli dans la loi nouvelle. »

N'est-il pas permis de conclure de là, qu'aux yeux du législateur de 1881, le droit de réponse n'existe qu'au-

tant qu'il constitue réellement le droit de défense, qu'en d'autres termes il ne peut y avoir réponse que là où il y a inexactitude, attaque ou provocation portant atteinte à l'honneur, aux intérêts, à la délicatesse ou à la susceptibilité de la personne nommée.

Ne pourrait-on pas dire aussi avec M. DE GRATTIER (1), que le droit de réponse trouve sa limite nécessaire dans cette règle générale que l'intérêt est la mesure des actions et que le mot réponse, dont se sert la loi, « indique par lui-même que le droit qui y est attaché doit avoir pour base une cause qui en motive l'exercice. Il faut donc que la personne qui veut l'exercer ait un intérêt à le faire. Cet intérêt, dont l'appréciation a été laissée aux tribunaux, doit être sérieux et légitime ».

Enfin, le mot réponse n'implique-t-il pas en lui-même que l'article de la personne nommée doit au moins avoir le caractère d'une réponse. Il ne serait vraiment pas possible par exemple de permettre à un commerçant désigné dans le récit d'un accident de profiter de la circonstance pour faire insérer gratuitement, en bonne place, sous forme de réponse, une réclame au profit de sa maison. On cite également le cas d'une personne qui avait voulu faire insérer le syllabus de Pie IX en réponse à un article de comptabilité commerciale (2).

Nous ne saurions mieux résumer cette idée qu'en rappelant les paroles de M. l'avocat général PLOUGOULM, dans ses conclusions devant la Cour de cassation, le 8 février 1850: « En laissant à la personne attaquée le

(1) T. II, page 103.

(2) Courtrai 20 février 78, Belgique judiciaire 78, page 399.

choix de ses moyens de réponse, nous n'avons jamais songé à livrer le journal à tous les caprices de la fantaisie, et les tribunaux auront toujours le droit souverain d'apprécier si ce qu'on présente comme une réponse est réellement une réponse. »

L'excès de la légitime défense constitue une faute qui justifie l'allocation de dommages-intérêts à raison du préjudice causé. Pourquoi cette notion du droit commun ne trouverait-il pas à s'adapter dans la manière qui nous occupe.

Nous trouvons quelques arrêts de cour d'appel qui viennent appuyer cette idée, notamment un arrêt de la Cour de Rennes du 27 juillet 1868 : « Attendu, dit la Cour, que le droit de réponse suppose nécessairement qu'un acte quelconque de la vie d'un citoyen est l'objet de la part d'un journaliste sinon d'une attaque formelle, du moins d'une attaque faite sans droit, sans nécessité, sans intérêt pour le public ; et que là où rien de semblable ne se rencontre, le droit de réponse n'existe pas (1). »

Ainsi donc, contrairement à la thèse de la Cour de cassation, le droit de réponse n'est pas un droit absolu, il reste soumis comme tous les autres droits à l'application des maximes les plus impérieuses, telles que *Mali-tiis non est indulgendum* ou *Fraus omnia corrumpit*.

II. Mais alors, s'il reste soumis à l'emprise du droit délictuel, comment donc allons-nous apprécier la subs-

(1) En ce sens : Paris 20 février 1836, DALLOZ, *Presse*, 329-1° ; Paris 5 mai 1845, D. 45-2-86 ; Trib. Seine 2 février 1870, D. 70-3-39.

tance de cet intérêt pouvant permettre à l'auteur de la réponse d'obliger le gérant à son insertion, ou d'autoriser celui-ci à la refuser, faute d'intérêt ? Quel est le critérium à établir en cette occurrence ? La question est subtile et très délicate. Nous savons en effet, d'après les textes et déclarations de M. de PEYRONNET, que le journaliste, pas plus que le magistrat, n'est juge ni de l'opportunité, ni de l'utilité, ni de l'intérêt que présente la réponse. Il sera toujours loisible à la personne nommée ou désignée de prétendre à l'existence d'un intérêt pour légitimer sa réponse et obtenir son insertion sans aucune possibilité de contrôle ni de la part du journaliste, ni de la part des tribunaux. Comment vérifier ? Vous tomberez dans l'incertitude et l'arbitraire, nous répond la Cour de cassation.

La préoccupation qui doit nous guider, c'est de satisfaire la seule raison d'être du droit de réponse, à savoir sa rapidité. Pour qu'il soit efficace, il faut que sa réalisation pratique ne se heurte pas à des obstacles insurmontables, il ne faut pas que la liberté de la presse ait raison de la liberté tout court.

Nous avons vu que la Cour suprême avait admis certaines fissures à sa théorie absolue du droit de réponse, fissures capables de la tenir en échec sur certains points particuliers. Ne pourrions-nous pas pousser plus avant cette idée et admettre qu'exiger l'insertion d'une réponse serait engager la responsabilité de son titulaire, lorsqu'il en userait sans motif légitime, non pour se défendre ou défendre son honneur, non pour rétablir la vérité offensée, mais poussé par l'esprit de malice ou par l'intention de nuire, ou par le désir de se faire de la publicité aux

frais d'autrui, de s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui.

L'exercice d'un droit donne lieu à des dommages-intérêts, et l'article 1382 devient applicable, si le droit est exercé uniquement dans une intention malicieuse, dans le but de nuire à autrui, sans aucun profit pour l'auteur de l'acte. Le désir de nuire, quand il est l'unique mobile d'une action, est une faute, au sens de l'article 1382, puisque l'exercice du droit, n'ayant plus pour objet la satisfaction d'un intérêt, devient un moyen de réaliser une action méchante, et que le droit est exercé pour venir en aide à cette intention. Mais la réponse peut fort bien être exercée sans aucune intention malveillante, et cependant causer un préjudice sans qu'il y ait pourtant la présence d'un intérêt sérieux à demander l'insertion. Dans ces cas, l'abus existe-t-il ? Cela nous paraît certain. C'est pourquoi nous préférons admettre comme théorie de l'abus des droits celle qui repose sur l'idée de finalité, indépendamment de toutes considérations psychologiques.

C'est dans ces conditions que nous sommes amenés à nous demander si le droit de réponse n'a pas été détourné de sa fonction sociale, et s'il n'y a pas lieu de le soumettre à l'emprise de l'article 1382 du Code civil. Ainsi nous arriverons d'une façon indirecte mais certaine à donner au droit de réponse une sanction efficace reposant sur la notion de l'abus des droits, et qui sera la sanction du défaut d'intérêt que directement il est presque impossible d'arriver à connaître.

Comment allons-nous utiliser dans la matière qui nous intéresse cet article 1382 qui nous dit que « tout

dommage causé à autrui oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ». Directement ce n'est pas possible. Permettre au gérant de refuser la réponse en se retranchant derrière l'absence d'intérêt ou derrière l'abus commis par l'auteur, serait rendre le droit de réponse inopérant, car toujours le gérant ne manquerait pas d'invoquer, pour justifier le refus d'insertion, l'inexistence d'un intérêt, et le but recherché par la loi ne serait pas atteint.

Le seul juge de la réponse, c'est l'individu qui a été désigné. D'ailleurs, il est évident que le gérant serait mal placé pour apprécier du premier coup d'œil et au jugé la moralité et les intentions du requérant; il est peu qualifié pour prononcer un verdict sur l'attitude de son adversaire, pour pénétrer ses raisons et sa sensibilité. Il devra s'incliner, laisser passer la justice privée. Le gérant devra insérer la réponse, telle qu'elle est envoyée et dans les conditions requises par la loi.

Mais, au lieu de laisser cette réponse s'insérer obligatoirement pour le journaliste, sans recours possible contre ce qu'elle a d'abusif ou de coercitif, au lieu de laisser cette réponse s'insérer sans entraîner pour son auteur aucune responsabilité, nous voudrions l'abandonner à elle-même, l'asservir à la théorie subjective de l'abus des droits qui conditionne l'exercice de nos droits au respect de ceux d'autrui.

Ainsi donc, comme auparavant, le gérant sera tenu d'insérer la réponse, puisqu'il n'est pas et ne peut pas être juge de l'intérêt qu'elle peut présenter pour son auteur, mais alors, au lieu de le laisser sans recours contre les atteintes quelquefois criantes, quelquefois impercep-

tibles que lui occasionne cette réponse, nous serions disposés à lui reconnaître le droit de juger non pas le contenu de cette réponse, mais ce qu'elle peut avoir d' attentatoire à sa liberté à lui.

Si le gérant estime que l'auteur de l'article en réponse en l'obligeant à cette insertion, a outrepassé ses droits, s'il estime que cette réponse « porte atteinte à son droit de propriété en venant ainsi chez lui faire œuvre de collaboration gratuite et forcée, s'il juge que cette insertion diminue pour lui le droit, qu'il possède comme tout individu, de penser et d'écrire, s'il constate enfin que cette réponse, qui n'en est pas une, porte sur des considérations complètement étrangères à l'objet qui l'a motivé, alors dans tous les cas (et c'est ici que nous nous séparons de la Cour de cassation qui ne donne rien au gérant pour obvier à ces usurpations), il lui serait possible d'avoir recours aux tribunaux et de démontrer en quoi cette réponse est exorbitante, en quoi elle nuit à ses intérêts, en un mot il lui serait permis de demander aux tribunaux de rechercher (ce qui leur est formellement interdit par la Cour suprême) si cette réponse est bien justifiée, si elle rentre bien dans la notion de justice et d'égalité. Cette preuve, « ce qui persuade l'esprit d'une vérité », disait DOMAT, peut-être sera difficile à faire, mais elle reste cependant dans le domaine de la possibilité.

Cette théorie, préconisée par M. JOSSERAND, dans une note sous l'arrêt de cassation du 24 mai 1924, est susceptible, croyons-nous, de pouvoir être prise en considération. Elle respecte en effet l'idée générale de la loi qui tient à ne porter aucune entrave à l'exercice du droit de

réponse qui conservera son caractère péremptoire et irrésistible, mais en même temps elle tempère les rigueurs apportées par la jurisprudence, en admettant une restriction qui en délimite sagement les effets, puisque le journaliste sera protégé contre les excès des auteurs de la réponse, et que s'étant incliné devant la sommation de son adversaire d'insérer la réponse, il pourra ensuite obtenir des dommages-intérêts en prouvant que ce contradicteur a agi sans intérêt, sans droit et que par conséquent il a engagé sa responsabilité.

De cette façon, avant d'adresser une réponse à un article, la personne nommée ou désignée dans le journal aura soin de s'assurer qu'elle est dans son droit, qu'elle ne s'attirera aucune représaille et que si enfin elle se décide à demander l'insertion d'une réponse, ce sera à bon escient et avec juste cause.

Et s'il fallait résumer toute cette étude, nous dirions : oui, le droit de réponse est un droit absolu, mais comme tous les autres, c'est-à-dire que son caractère absolu est conditionné par la limite qui conditionne tous les droits, même les plus absolus, et cette limite c'est le respect du droit et de la liberté d'autrui ; il est limité non seulement dans son contenu, mais encore dans son exercice qui ne saurait se réaliser en vue d'un but quelconque et notamment en vue de nuire à autrui. C'est un droit utile et protecteur, une forme spéciale de la légitime défense, ayant une fin à réaliser, à savoir la sauvegarde des intérêts particuliers ; et si la prétendue réponse n'en est pas une, nous n'hésitons pas à dire que l'article 13 ne s'appliquera pas. Prétendre exercer son droit de réponse quand on n'a souffert aucun préjudice, par pur

caprice et en dehors de tout intérêt personnel c'est abuser de son droit. Il faut donc que la réponse ait un caractère véritable, sérieux, présentant un intérêt et qu'elle s'applique bien à l'article que l'on veut réfuter.

Mais en présence des textes de loi et de l'interprétation jurisprudentielle qui ne veut reconnaître qu'à la personne nommée ou désignée le soin de l'intérêt de la réponse, il paraît impossible d'assurer directement le libre exercice de ce pouvoir de contrôle. Nous arriverons cependant à un résultat pratique par un moyen indirect, en abandonnant la réponse à son propre sort, en ne lui assurant plus le bénéfice de l'impunité dont elle jouissait jusqu'alors, mais au contraire en la plaçant, comme tous les autres droits, sous l'emprise du droit délictuel, où, fruit personnel de la personne nommée ou désignée dans le journal ou l'écrit périodique, elle engagera la responsabilité de son auteur.

CONCLUSION

L'étude du droit de réponse que nous venons de terminer nous a fait connaître l'histoire de ce droit, la conception du législateur français et la manière dont la jurisprudence n'a cessé de l'interpréter. Nous avons essayé de montrer, dans la mesure de nos moyens, les inconvénients qui semblaient résulter d'une telle interprétation, nous avons présenté une analyse sans doute incomplète du droit considéré en lui-même, analyse qui laisserait place à une interprétation moins rigoriste, plus en harmonie avec l'état actuel de notre vie contemporaine.

Faut-il aller plus loin encore et, comme certains le réclament, assimiler le droit de réponse au droit de rectification des fonctionnaires, c'est-à-dire n'autoriser l'insertion de la réponse que pour rectifier des inexactitudes matérielles, et sous certaines conditions, limitativement déterminées par la loi ?

Faut-il réduire le droit de réponse à des rectifications de fait ? Ce serait, croyons-nous, trop le réduire. L'attaque personnelle peut revêtir les formes les plus diverses, elle peut être directe et très perfide sans pourtant alléguer aucun fait ni même risquer aucune allusion. Il faut que la réponse puisse la suivre dans tous ses replis

et il est juste qu'elle jouisse de la même liberté d'allures.

Le droit de réponse doit rester ce qu'il est : une défense rapide et souple, que le droit de rectification ne saurait lui accorder. Malgré ses imperfections et ses insuffisances cette innovation, depuis un siècle, a rendu les plus grands services. Elle a assuré la défense des intérêts particuliers, elle a diminué le nombre des procès de presse et a souvent contribué à faire éclater la vérité.

Une institution aussi délicate et aussi souple, d'une application aussi fréquente et aussi diverse, ne pouvait atteindre de prime abord à la perfection ; c'est l'esprit public, ce sont les mœurs, les préjugés, les habitudes du pays qui seuls peuvent lui donner son véritable caractère. Mais du fait qu'elle a pu résister aux attaques de ses adversaires elle a prouvé sa vitalité.

Le droit de réponse est nécessaire dans les législations continentales parce qu'il comble une lacune. C'est le seul moyen que possède le particulier pour répondre aux attaques du journaliste.

L'innovation du législateur de 1822 parut si heureuse que, depuis son apparition dans notre droit français, le droit de réponse a fait le tour de l'Europe et a reçu la consécration législative de presque tous les États du continent ; tous cependant ne lui ont pas témoigné la même faveur que le législateur de 1822.

Deux systèmes opposés se partagent, en effet, les différentes législations.

1° L'un d'eux est le système français. On le connaît. C'est un système large, souple, et nous l'avons suffisamment commenté pour ne pas insister ici davantage.

Ce système fut suivi par un grand nombre de pays, notamment par la Belgique (décret du 20 juillet 1831) : « Toute personne citée dans un journal soit nominativement, soit indirectement, aura le droit d'y faire insérer une réponse pourvu qu'elle n'excède pas mille lettres d'écriture ou le double de l'espace occupé par l'article qui l'aura provoquée. Cette réponse sera insérée au plus tard le surlendemain du jour où elle aura été déposée au bureau du journal, à peine contre l'auteur de 20 florins d'amende par chaque jour de retard » ;

Par l'Egypte (décret du 26 décembre 1881) ;

Par la Bulgarie dans la loi du 17/29 décembre 1881, article 11 ;

Par l'Italie par la loi du 26 mars 1848, mais qui a été largement restreint par un décret rendu en 1924 ;

Et par certains cantons suisses :

Le canton des Grisons par la loi du 13 juillet 1839 ;

Le canton de Vaux par la loi du 12 février 1898, modifiant celle du 21 décembre 1832 sur la presse en ce qui concerne le droit de réponse. L'article 1 de cette loi est ainsi conçu : « L'éditeur responsable de toute publication périodique dans laquelle une personne a été nommée ou désignée, est tenu, sur la réquisition de cette personne, d'insérer gratuitement la réponse de celle-ci dans l'un des deux plus prochains numéros dès le jour de la réception de cette réponse.

« La réponse doit être signée de son auteur, lequel est seul responsable de son contenu. »

2° Un autre système plus rigoriste, qui trouve en France quelques partisans, a limité beaucoup plus

étroitement que la loi française, l'exercice du droit de réponse.

Ce n'est pas même une réponse rectificative comme le demandait le syndicat de la presse en 1904. C'est tout simplement un droit de rectification. Le droit de réponse n'est plus que le droit de rectifier un fait inexactement rapporté et matériellement erroné, et ne peut s'adresser qu'à des rectifications d'allégation de fait, c'est-à-dire portant exclusivement *in rem*.

Cette idée est trop étroite, car si elle sauvegarde au mieux les intérêts de la presse et si elle est utile pour la manifestation de la vérité, elle ne tient pas assez compte des intérêts particuliers. « Ce n'est pas seulement, dit M. JAUBERT (1), par une imputation erronée ou mensongère qu'un journal peut nuire à l'honneur et porter atteinte aux intérêts d'une personne, mais aussi par des commentaires hostiles ou des appréciations malveillantes et avec une pareille limitation on donne au journal la faculté de tout dire, comme il le voudra, pourvu qu'il ne tombe pas dans l'erreur ou le mensonge matériel. »

Ce sont ces dangers entrevus par M. CUNEO D'ORNANO lors du vote de la loi de 1881 qui amenèrent la substitution du mot « réponse » au mot « rectification » admis tout d'abord par la commission.

C'est l'Allemagne qui, dans son article 7 de la loi du 7 mai 1874 sur la presse, a posé ce principe : « Le rédacteur responsable d'un imprimé périodique est tenu d'insérer sans interpolations, ni suppressions, les rectifications de faits dont les intéressés, autorités publiques ou

(1) JAUBERT, *Le Droit de réponse*. Thèse Paris 1901.

simples particuliers, désirent l'insertion, en tant que ces rectifications sont signées par celui qui les envoie, qu'elles ne contiennent rien de contraire à la loi pénale et qu'elles se bornent à des allégations de fait.»

Elle y avait été précédée quelque peu par la loi autrichienne du 17 décembre 1862 complétée par une nouvelle loi de 1868. Elle a été suivie par quelques autres pays :

Le canton de Schaffouse, par la loi du 15 décembre 1837 ;

Par le Code pénal du 30 janvier 1866, pour le canton de Berne ;

Par la loi espagnole du 26 juillet 1883, modifiant l'article 11 de la loi du 8 janvier 1879 qui oblige les gérants à insérer toutes les réponses de rectification adressées par les dépositaires de l'autorité publique, corporations ou particuliers à l'occasion d'article publié, contenant outrage ou des faits faux ou faussés ; en outre, le communiqué ne pourra porter que sur l'objet de l'article donnant lieu à la rectification ;

Par la loi serbe du 18 décembre 1901 qui déclare que « le gérant du journal ou écrit périodique est tenu d'insérer toutes les rectifications qui lui sont adressées par un représentant de l'autorité publique, une personne morale ou privée, au sujet des actes de sa fonction ou des paroles qui lui ont été rapportées par ledit journal ou écrit périodique. Toutefois les rectifications ne peuvent dépasser une colonne du journal ou deux fois l'étendue de l'article qui a provoqué la rectification (1) ».

(1) Voir *Annuaire législation étrangère*, année 1902, page 472.

L'Angleterre ne possède pas de droit de réponse. La loi anglaise permet de discuter ou de critiquer les actes du gouvernement, pourvu que la discussion soit loyale et la critique tempérée, décente et respectueuse. Tout écrit outrageant par l'expression ou par les intentions qu'il prête est réputé séditionnel (*sedition libel*) et puni de l'amende et de la prison.

Le *libel* en droit anglais est chose vague et si élastique que PITT disait n'avoir jamais pu en comprendre la définition. Lord ELLENBOROUGH y faisait rentrer « tout ce qui peut faire de la peine à quelqu'un ». Toute personne dont un journal aurait reproduit le nom pourra, si elle a à souffrir de la publication dont elle est l'objet, poursuivre le journaliste par l'une des voies accordées aux particuliers contre les auteurs du *libel*. La mention ne touche-t-elle ni son honneur ni son intérêt ni sa susceptibilité ni son droit, elle n'a aucune action. Mais pourquoi en aurait-elle ? On ne saurait exiger des journalistes qu'ils ne nomment personne et qu'ils le fassent sans offense. Quelle responsabilité pourraient-ils encourir ?

Le journaliste anglais prévenu d'avoir publié un *libel* diffamatoire qui attaque la vie privée d'un citoyen est puni des mêmes peines que le *sedition libel*. S'il ne peut apporter la preuve des faits qu'il allègue et par suite se disculper de la sanction qui pèse sur lui en démontrant qu'il a agi dans un but d'intérêt général et non par intention malveillante, il est puni d'une peine d'emprisonnement.

Cette théorie toute spéciale à l'Angleterre mise à part, nous nous trouvons entre deux conceptions extrêmes du droit de réponse qui, trop absolues toutes deux, sont

susceptibles d'abus. Seule, la théorie intermédiaire que nous avons présentée, en reconnaissant la légitimité du droit de réponse, en le limitant ainsi que nous l'avons exposé, paraît devoir satisfaire les intérêts de la presse et des particuliers.

En effet, on peut distinguer en deux classes les faits dont la presse périodique peut, à tort ou à raison, s'occuper :

1° Les actes des personnes qui provoquent l'attention et attirent la critique, qui se soumettent volontairement au jugement du public ; qui en sollicitant des éloges s'exposent au blâme.

2° Mais nous en trouvons d'autres n'exerçant aucune fonction, qui entendent jouir de la tranquillité de la vie privée en se résignant à l'obscurité et dont les actes n'ayant aucun caractère public ne provoquent, ni n'attirent l'attention du public, ni l'approbation ou le blâme des tiers.

Il est certain que pour cette deuxième catégorie, le droit de réponse doit pouvoir s'exercer librement. Beaucoup de faits de la vie privée, s'accomplissant sur la voie publique, ne perdent pas pour cela leur caractère de faits privés et ne sont d'aucune utilité pour l'intérêt général ; et si le journaliste confond le fait notoire, fait privé, avec le fait ayant un caractère public, il engage sa responsabilité.

Pour cette catégorie, nous admettons le droit de réponse tel qu'il est établi par la loi de 1881, modifié par la loi du 29 septembre 1919, mais en le subordonnant à la présence d'un intérêt, qui se traduira par la possibilité pour le gérant de se retourner sous son

entière responsabilité contre l'auteur de la réponse, s'il juge que cette réponse lui cause un préjudice.

Mais où la discussion devient plus délicate et où elle est la plus âprement discutée, c'est pour les faits rentrant dans la première catégorie. Y a-t-il lieu d'apporter une modification restrictive à la législation en vigueur ? Il s'agit tout simplement de savoir si la critique littéraire, scientifique, théâtrale et autre, si les articles concernant la vie publique d'un citoyen dont le journal a reproduit les faits et gestes restent complètement soumis à l'empire du droit de réponse, ou si, pour pouvoir s'exercer librement et en toute indépendance, ils jouissent d'une certaine immunité.

Ces critiques ont eu pour point de départ la théorie de la Cour de cassation, qui ne veut admettre aucune distinction entre un article de critique et un autre article quelconque. Cette décision était déjà approuvée par M. CHASSAN, en ces termes : « L'indépendance de la critique ne peut être sérieusement gênée par l'obligation d'insérer une réponse à cette critique, autrement on lui conférerait l'impunité en lui donnant le droit de travestir à son gré les ouvrages qu'elle examine. On prétend que l'auteur n'est pas intéressé à redresser les erreurs ou les égards de la critique lorsqu'elle porte sur l'ouvrage et non sur la personne. Qu'est-ce à dire ? Un critique pourra donc impunément se permettre de dénaturer la pensée d'un ouvrage, d'en citer des passages avec mauvaise foi.... il prétendra que cet ouvrage est étranger à l'intelligence de la langue, à l'appréciation de la matière, il le présentera ainsi à la risée du public, il le proclamera indigne de l'estime des savants et des

gens de lettres et l'auteur n'aura pas le droit de faire insérer sa réponse dans le même journal... et l'on osera dire qu'il n'a aucun intérêt? Mais alors même que l'intérêt matériel résultant de la vente de l'ouvrage ne serait pas un motif puissant pour autoriser la réponse, n'y aurait-il pas dans cet intérêt légitime et sacré que nous avons à nous faire un nom ou à conserver celui acquis par nos veilles, n'y aurait-il pas un très grave intérêt? de quoi s'agit-il en pareille circonstance, si ce n'est qu'une réputation à maintenir ou à créer. »

Mais cette décision a toujours été l'objet de nombreuses critiques. M. CRUPPI, dès 1902, avait déposé une proposition de loi dont le but n'était rien moins que de soustraire à l'emprise du droit de réponse toutes les critiques littéraires, artistiques ou autres, si elles ne se limitaient, dans leur discussion toute courtoise, à une critique d'idées et de théories.

Cette proposition, d'abord votée par la Chambre, fut rejetée par le Sénat. On sentait cependant le besoin de faire quelque chose. « Nous voulons la liberté de la presse sagement limitée, et il est certain que les termes actuels de l'article 13 compromettent en certains cas cette liberté (1). »

Alors on eut recours à un expédient et on limita dans des sages proportions la réponse à un article, quelle que fût sa longueur. De cette façon le droit resta ce qu'il était auparavant, mais on ne peut plus encombrer le journal de commentaires quelquefois fort longs.

(1) Rapport de M. SAVARY. Séance Sénat 14 nov. 1911, *J. O.* du 15 nov., Déb. parl. page 1367.

Néanmoins, dès la promulgation de la loi de 1919, de nouvelles propositions furent déposées à la Chambre, par M. THIBOUT et au Sénat par M. CRUPPI (1).

Convient-il de les suivre ? ou faut-il nous en tenir à la loi de 1919 qui marque tout de même un certain progrès sur la loi de 1881. Si ce droit reste absolu, il ne peut plus s'exercer comme autrefois d'une façon illimitée. Plus moyen maintenant d'encombrer démesurément les colonnes d'un journal ou d'un écrit périodique, même en payant le surplus au taux des annonces légales. Ce maximum de 200 lignes est très raisonnable — devons-nous aller plus loin encore et dire que la critique décente et sérieuse portant « *in rem* » doit être à l'abri de toute réponse.

Deux intérêts opposés, deux abus possibles sont ici en présence : l'intérêt de la personne nommée ou désignée dans un journal et l'intérêt de la critique, du libre examen, qui a bien aussi ses droits et son utilité pour tous. Dans un tel conflit, peut-on rendre l'une des parties juge de son droit dans sa propre cause ? Il nous semble qu'il faut de toute nécessité que les tribunaux interviennent et qu'ils déclarent le droit en appréciant équitablement l'intérêt de chacun.

On a dit qu'un auteur a le plus grand intérêt à défendre son œuvre et sa réputation (2). Mais le journal n'attaque pas, il apprécie, et le public n'a-t-il pas intérêt à être éclairé sur la valeur des œuvres qu'on lui pré-

(1) Voir *Bull. d'Etudes législ.*, année 1921.

(2) CHASSAN, *Traité des délits de la parole*, etc., 2^e édition, t. II, p. 659.

sente ? L'auteur qui se livre au public ne doit-il pas s'attendre à avoir autant de détracteurs que d'admirateurs ? Il engage une lutte, d'où, s'il est vraiment un grand auteur, il sortira le vainqueur.

Sans nul doute, la critique elle-même a ses limites, ses règles, ses convenances, et nous n'excusons nullement la critique qui dépasserait les limites d'une polémique décente, qui dégénérerait en satire, en dénigrement ou en injure, et qui tomberait, cela va sans dire, sous le coup de l'article 13. Mais quoique sage et modérée, bien souvent la critique ne parviendra pas à contenter l'auteur qui y verra une cause de dommages, une injustice, venant amoindrir les avantages moraux ou pécuniaires qu'il pouvait espérer retirer de son œuvre... C'est là un des dangers, un des inconvénients auxquels il devait s'attendre et se résigner. Si sa plainte est fondée, si le dommage existe réellement, ce sera aux tribunaux de le rechercher.

Car, dans toute cette discussion, il ne s'agit rien moins que de l'existence de la critique elle-même...

Cette idée a été résumée d'une façon magistrale par M. Ambroise COLIN devant la Commission d'études législatives, le 16 novembre 1921, en ces termes : « Peut-il (M. Edmond de Haraucourt) nous dire si les gens de lettres, qu'il préside avec tant de distinction, se plaignent aujourd'hui de la sévérité de cette critique et en particulier de celle qui s'adresse aux idées, puisque aussi bien c'est sur ce terrain si élevé qu'il a posé le débat ? Au contraire, les écrivains aujourd'hui ne se plaignent-ils pas plutôt du caractère neutre, incolore, et en quelque sorte commercial que revêt trop souvent, me semble-t-il,

les critiques que nous lisons dans les journaux ? Je me trompe peut-être, Messieurs, je ne vous livre ici qu'une impression, je parle comme une simple unité du grand public, mais quand je lis une page de critique, trop souvent je me figure rencontrer une sorte d'annexe des annonces et réclames qu'on trouve habituellement à la quatrième page des journaux. Et je me demande alors si toute proposition qui doit ajouter à l'indépendance de la critique, n'est pas en somme conçue plutôt dans l'intérêt de la littérature et par conséquent des auteurs eux-mêmes que dans l'intérêt des journaux.

« On nous disait... Quelle arme possède l'auteur qui est victime d'un « éreintement » ? Je dis, moi : quel mal un « éreintement » a-t-il jamais fait à un auteur d'un véritable talent ? Il attire l'attention sur lui. C'est là tout ce que l'auteur peut demander à la presse. Quel mal ont fait à Flaubert les sévérités dont on a parlé ? L'arme dont il s'est servi pour répondre à la malveillance qui avait accueilli *Madame Bovary*, ce fut d'écrire ensuite *Salammbô*, *L'Education sentimentale*, *La Tentation de Saint Antoine*. Il s'est défendu par ses œuvres. J'ajouterai ceci : l'écrivain de haute valeur aura-t-il intérêt à user du droit de réponse ? je crois vraiment que non... Je suis convaincu au contraire... que le projet sur lequel vous délibérez s'inspire beaucoup moins des intérêts des journaux que de ceux de la critique honnête et indépendante et par conséquent de ceux de la littérature dont la critique est à la fois l'une des formes et une condition indispensable. »

Il n'est pas douteux qu'à l'heure actuelle se fait sentir la nécessité d'une critique clairvoyante et capable de

rendre ses jugements en toute indépendance. Cette critique « commerciale » ne peut exercer à la longue qu'une influence néfaste sur le goût du public, qui ne trouve plus auprès d'elle le jugement sûr et partial qu'il se plaisait à lui reconnaître autrefois.

Mais alors, comment concilier ces idées avec le texte de l'article 13 nouveau.

La théorie de l'abus des droits, à laquelle nous avons fait appel, nous sera d'un grand secours. Elle apporte déjà une limite sérieuse au droit de réponse de l'auteur dramatique, artistique, littéraire ou autre. Est-ce suffisant? Il y a une différence entre la personne qui ne demandait rien et qui voit son nom figurer dans les colonnes d'un journal et la personne dont les faits, les actes, les idées sont, de par leur extériorité même, appelés à être discutés. C'est pourquoi nous craignons que cette limitation que nous souhaitons voir se réaliser quand il s'agit des actes privés des citoyens, ne soit plus assez efficace quand il s'agit des personnes qui agissent en public.

Cette question a fait l'objet tout récemment d'un remarquable rapport de M^e VAUNOIS, avocat à la cour d'appel de Paris, devant la Société d'études législatives (1).

Après une longue et très courtoise discussion à laquelle participèrent tous les représentants des groupements intéressés, la Société décida d'adopter le texte proposé par M^e VAUNOIS en remplaçant dans le texte

(1) Rapporté dans le *Bulletin*, année 1921, pages 200 et suivantes.

primitivement proposé les mots « diffamation ni injure » par le mot « offense » (1).

Quand la critique sera exercée par quelqu'un, par légèreté, quand il se trouvera des inexactitudes ou quand il y aura des défigurations de la vérité ou dénaturation de la pensée, en un mot quand la personne se trouvera offensée dans son œuvre, l'article 13 pourrait être invoqué, si le critique se trompe ou a voulu tromper le public. Car répondre au vrai sens du mot et de la loi, c'est redresser une allégation fausse, c'est repousser une imputation injurieuse, c'est interdire à un journaliste indiscret de se mêler de ce qui ne le regarde pas, et, comme il peut arriver et comme il arrive tous les jours qu'on articule des faits imaginaires, ou qu'on injurie des adversaires, ou qu'on donne à une opinion littéraire, philosophique, politique, un air d'agression personnelle, il se peut qu'à propos de critique dramatique, littéraire ou autre, un auteur ou un artiste ait vraiment le droit et le devoir même de répondre.

C'est pourquoi il nous semble que le texte adopté par la Société d'études législatives est susceptible d'être retenu, qu'il mérite la consécration du législateur français. Il apportera un appui certain à la littérature nationale, dont la critique était un des plus beaux lustres.

Voilà le principe qu'il faut qu'on maintienne dans l'intérêt de tout le monde : — dans l'intérêt du public,

(1) Ce texte proposé primitivement disait : « Toutefois, les articles de critique purement littéraire, artistique ou scientifique qui ne contiennent ni diffamations ni injures, ne donnent ouverture au droit de réponse que pour la rectification des inexactitudes matérielles. »

du spectateur ou du lecteur, dont l'opinion a quelquefois besoin d'être guidée; — dans l'intérêt de la critique, dont les droits sont égaux à ceux du roman ou du drame; — dans l'intérêt des auteurs enfin qui ne sauraient se passer de défenseur contre la médiocrité.

Mais, en attendant cette réforme législative qui semble devoir être bien longue à venir, — des événements d'ordre général et national retiennent trop l'attention du législateur, — il faut nous borner à souhaiter que la jurisprudence entre résolument dans la voie de l'interprétation libérale.

Ainsi donc, à côté du droit de réponse pur et simple, subordonné à la présence d'un intérêt si minime soit-il, nous aurions un second droit de réponse plus limité dans sa généralité qui, hors des trois cas d'offense, d'erreur matérielle ou d'articulation relative à la vie privée, exclurait de son bénéfice toutes les personnes qui se seraient produites en public.

Vu :

Nancy, le 7 Mai 1925.

Le Président de la Thèse :

C. HENRY.

Vu :

Nancy, le 8 Mai 1925.

Le Doyen de la Faculté :

F. GÉNY.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 11 Mai 1925.

Le Recteur de l'Académie :

CH. ADAM,

MEMBRE DE L'INSTITUT

ANNEXE

Textes législatifs

Loi du 9 juin 1819 sur la presse (1).

.....

Article 8. — Tout journal sera tenu d'insérer les publications officielles qui lui seront adressées, à cet effet, par le Gouvernement, le lendemain du jour de l'envoi de ces pièces, sous la seule condition du paiement des frais d'insertion.

.....

Loi du 25 mars 1822 sur la répression et la poursuite (2).

.....

Article 11. — Les propriétaires de tout journal ou écrit périodique seront tenus d'y insérer, dans les trois jours de la réception ou dans le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de cinquante à cinq cents francs, sans préjudice des autres

(1) *Moniteur univ.*, 10 juin 1819.

(2) *Moniteur univ.*, 26 mars 1822.

peines et dommages-intérêts auxquels l'article incriminé pourrait donner lieu. Cette insertion sera gratuite et la réponse pourra avoir le double de la longueur de l'article auquel elle sera faite.

.....

Loi du 9 septembre 1835 sur les crimes, délits et contraventions de la presse et des autres moyens de publication (1).

.....

Article 17. — L'insertion des réponses et rectifications prévues par l'article 11 de la loi du 25 mars 1822 devra avoir lieu dans le numéro qui suivra le jour de la réception, elle aura lieu intégralement et sera gratuite, le tout sous les peines portées par la dite loi.

Toutefois, si la réponse a plus du double de la longueur de l'article auquel elle sera faite, le surplus de l'insertion sera payé suivant le tarif des annonces.

Article 18. — Tout gérant sera tenu d'insérer en tête du journal les documents officiels, relations authentiques, renseignements et rectifications qui lui seront adressés par tout dépositaire de l'autorité publique, la publication devra avoir lieu le lendemain de la réception des pièces, sous la seule condition du paiement des frais d'insertion.

Toute autre insertion réclamée par le Gouvernement, par l'intermédiaire des Préfets, sera faite de la même manière, sous la même condition, dans le numéro qui suivra le jour de la réception des pièces.

Les contrevenants seront punis par les tribunaux correctionnels conformément à l'article 11 de la loi du 25 mars 1822.

.....

(1) *Moniteur univ.*, 10 sept. 1835.

Loi du 27 juillet 1849 sur la presse (1).

.....

Article 13. — Tout gérant sera tenu d'insérer en tête du journal les documents officiels, relations authentiques, renseignements et rectifications qui lui seront adressés par tout dépositaire de l'autorité publique. La publication devra avoir lieu le lendemain de la réception des pièces, sous la seule condition du paiement des frais d'insertion. Toute autre insertion réclamée par le Gouvernement, par l'intermédiaire des Préfets, sera faite de la même manière, sous la même condition, dans le numéro qui suivra le jour de la réception des pièces. Les contrevenants seront punis par les tribunaux de police correctionnelle d'une amende de cinquante à cinq cents francs (2).

L'insertion sera gratuite pour les réponses et rectifications prévues par l'article 11 de la loi du 25 mars 1822, lorsqu'elles ne dépasseront pas le double de la longueur des articles qui les auront provoquées, dans le cas contraire, le prix d'insertion sera dû pour le surplus seulement.

.....

Décret organique du 17 février 1852 sur la presse (3).

.....

Article 19. — Tout gérant sera tenu d'insérer en tête du journal les documents officiels, relations authentiques, renseignements, réponses et rectifications qui lui seront adressés par un dépositaire de l'autorité publique.

La publication devra avoir lieu dans le plus prochain numéro qui paraîtra après le jour de la réception des pièces. L'insertion sera gratuite.

(1) *Moniteur univ.*, 30 juillet 1849.

(2) Ce premier alinéa de l'article 13 a été remplacé par l'article 19 du décret du 17 février 1852.

(3) *Moniteur univ.*, 18 février 1852.

En cas de contravention, les contrevenants seront punis d'une amende de cinquante à mille francs. En outre, le journal pourra être suspendu par voie administrative pendant quinze jours au plus.

.....

Loi du 11 mai 1868 relative à la presse (1).

.....

Article 16, parag. 2. — La suspension, dans le cas prévu par l'article 19 du décret du 17 février 1852, ne pourra être prononcée que par l'autorité judiciaire.

.....

Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (2).

.....

Article 12. — Le gérant sera tenu d'insérer gratuitement en tête du prochain numéro du journal ou écrit périodique toutes les rectifications qui lui seront adressées par un dépositaire de l'autorité publique, au sujet des actes de sa fonction qui auront été inexactement rapportés par le dit journal ou écrit périodique.

Toutefois ces rectifications ne dépasseront pas le double de l'article auquel elles répondront.

En cas de contravention, le gérant sera puni d'une amende de cent à mille francs.

Article 13. — Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception, ou dans le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de cinquante à cinq cents francs sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

(1) *Moniteur univ.*, 12 mai 1868.

(2) *J. Off.*, 30 juillet 1881.

Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée.

Elle sera gratuite lorsque les réponses ne dépasseront pas le double de la longueur du dit article. Si elles le dépassent, le prix d'insertion sera dû pour le surplus seulement. Il sera calculé au prix des annonces judiciaires.

Article 34. — Les articles 29, 30 et 31 ne seront applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts, que dans le cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants.

Ceux-ci pourront toujours user du droit de réponse prévu par l'article 13.

Article 41. — Ne donneront ouverture à aucune action les discours tenus dans le sein de l'une des deux Chambres, ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimées par ordre de l'une des deux Chambres.

Ne donnera lieu à aucune action le compte-rendu des séances publiques des deux Chambres fait de bonne foi dans les journaux.

Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage, ni le compte-rendu fidèle fait de bonne foi des débats judiciaires, ni les discours prononcés ou les écrits produits devant les Tribunaux.

Article 63. — L'aggravation des peines résultant de la récidive ne sera pas applicable aux infractions prévues par la présente loi. En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente loi, les peines ne se cumuleront pas et la plus forte sera seule prononcée.

Article 64. — L'article 463 du Code pénal est applicable dans tous les cas prévus par la présente loi. Lorsqu'il y aura lieu de faire cette application, la peine prononcée ne pourra excéder la moitié de la peine édictée par la loi.

Loi du 29 septembre 1919 modifiant les articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881 ainsi qu'il suit (1) :

Article 13. — Le gérant sera tenu d'insérer, dans les trois jours de leur réception, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique quotidien, sous peine d'une amende de cinquante à cinq cents francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

En ce qui concerne les journaux ou écrits périodiques non quotidiens, le gérant, sous les mêmes sanctions, sera tenu d'insérer la réponse dans le numéro qui suivra le surlendemain de la réception.

Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée et sans aucune intercalation.

Non compris l'adresse, les salutations, les réquisitions d'usage et la signature, qui ne seront jamais comptées dans la réponse ; celle-ci sera limitée à la longueur de l'article qui l'aura provoquée. Toutefois, elle pourra atteindre cinquante lignes, alors même que cet article serait d'une longueur moindre, et elle ne pourra dépasser deux cents lignes alors même que cet article serait d'une longueur supérieure. Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux répliques, lorsque le journaliste aura accompagné la réponse de nouveaux commentaires.

La réponse sera toujours gratuite. Le demandeur en insertion ne pourra excéder les limites fixées au paragraphe précédent, en offrant de payer le surplus.

La réponse ne sera exigible que dans l'édition ou les éditions où aura paru l'article.

Sera assimilé au refus d'insertion et puni des mêmes peines, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts,

(1) *J. Off.*, 1^{er} octobre 1919.

le fait de publier, dans la région desservie par l'édition ou les éditions ci-dessus, une édition spéciale d'où serait retranchée la réponse que le numéro correspondant était tenu de reproduire.

Le tribunal prononcera dans les dix jours de la citation sur la plainte en refus d'insertion. Il pourra décider que le jugement ordonnant l'insertion, mais en ce qui concerne l'insertion seulement, sera exécutoire sur minute, nonobstant opposition ou appel. S'il y a appel, il y sera statué dans les dix jours de la déclaration faite au greffe.

Pendant toute période électorale, le délai de trois jours prévu pour l'insertion par le paragraphe 1^{er} du présent article sera, pour les journaux quotidiens, réduit à vingt-quatre heures. La réponse devra être remise six heures au moins avant le tirage du journal dans lequel elle devra paraître. Dès l'ouverture de la période électorale, le gérant du journal sera tenu de déclarer au parquet, sous les peines édictées au paragraphe 1^{er}, l'heure à laquelle, pendant cette période, il entend fixer le tirage de son journal. Le délai de citation sur refus d'insertion sera réduit à vingt-quatre heures, sans augmentation pour les distances, et la citation pourra même être délivrée d'heure à heure, sur ordonnance spéciale rendue par le président du tribunal. Le jugement ordonnant l'insertion sera exécutoire, mais en ce qui concerne cette insertion seulement, sur minute, nonobstant opposition ou appel.

L'action en insertion forcée se prescrira après un an révolu à compter du jour où la publication aura eu lieu.

Article 34. — Les articles 31, 32 et 33 ne seront applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts que dans le cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers, époux ou légataires universels vivants.

Que les auteurs des diffamations ou injures aient eu ou non l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la consi-

dération des héritiers, époux ou légataires universels vivants, ceux-ci pourront user, dans les deux cas, du droit de réponse prévu par l'article 13.

*Proposition de loi présentée à la Chambre des députés
par M. Cruppi, le 24 décembre 1901 (1).*

Article 1^{er}. — Le gérant sera tenu d'insérer, dans les trois jours de leur réception constatée par exploit d'huissier ou par récépissé qui ne pourra être refusé, délivré soit à l'expéditeur s'il se présente en personne, soit à son fondé de pouvoirs muni d'une attestation écrite, soit à l'agent des postes porteur de la lettre recommandée ou chargée, ou dans le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses rectificatives de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 à 100 fr., sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

Article 2. — Le demandeur en insertion a toujours le droit à mille lettres d'écriture et sa réponse rectificative ne peut excéder le double de l'espace occupé par la partie de l'article qui lui est directement ou indirectement personnelle.

Article 3. — L'insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée et sans aucune intercalation.

Article 4. — La réponse rectificative sera toujours gratuite. Le demandeur en insertion ne pourra excéder les limites prévues à l'article 2 en offrant de payer le surplus.

Article 5. — Le droit de réponse ne peut s'exercer contre les articles de critique littéraire ou scientifique, alors que l'intention d'offenser la personne nommée ou désignée ne résulte pas des termes de l'article et que la critique a été

(1) *J. Off.*, Débats parlementaires, session extraordinaire, Annexe 2866, page 614.

provoquée par une publication, une représentation, une exhibition publique quelconque, de nature à faire naître ou même solliciter les commentaires de la presse.

Article 6. — L'action en insertion forcée se prescrit après trois mois révolus à compter du jour où la publication a eu lieu.

Article 7. — Pendant la période électorale, le délai de trois jours prévu par l'article 1^{er} sera réduit à vingt-quatre heures pour les journaux quotidiens. Le délai de citation sur refus d'insertion sera de vingt-quatre heures, sauf pendant les trois jours qui précéderont le scrutin, durant lesquels la citation pourra être donnée d'heure à heure.

Le tribunal pourra décider que tout jugement relatif à l'exercice du droit de réponse et ordonnant l'insertion sera exécutoire sur minute, nonobstant opposition ou appel.

Article 8. — Dans le cas de diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts, les héritiers vivants ne pourront user du droit de réponse prévu par les articles précédents que si les auteurs de ces diffamations ou injures ont eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération desdits héritiers.

Article 9. — L'article 13 et le dernier paragraphe de l'article 34 de la loi du 29 juillet 1881 sont abrogés.

OBSERVATIONS

présentées par l'Association et Syndicat de la Presse républicaine départementale de France, relativement à la proposition de loi déposée par M. Thézard.

A MESSIEURS LES MEMBRES DU SÉNAT,
MESSIEURS LES SÉNATEURS,

.....
Il est une modification de la plus haute importance que l'Assemblée générale de la Presse républicaine départementale est unanime à réclamer de l'esprit équitable et bienveillant du Sénat? Nous demandons que dans la loi

le mot de « réponse » ne soit pas isolé, mais que le sens en soit précisé par cette définition « réponse rectificative ».

Nous avons présenté à ce sujet les mêmes observations à la Chambre des Députés, nous n'avons pas obtenu gain de cause. Si nous en appelons aujourd'hui au Sénat, c'est que notre cause est juste.

Sous le régime actuellement en vigueur, une tierce personne, nommée ou désignée indirectement dans un journal, peut, sous prétexte de réponse, profiter de l'occasion pour exposer sa doctrine et faire de ce journal la tribune de sa polémique. Peu importe que le texte qu'elle adresse à cette feuille ait un rapport quelconque si éloigné qu'il soit avec l'article ou la note qui lui fournit le moyen d'intervenir. Elle est nommée ou désignée, cela suffit, elle parle de ce qui lui plaît et oblige au besoin — on en a vu de fréquents exemples — le journal à reproduire des extraits de discours, de livres ou de brochures qu'il n'avait jamais visés. N'est-ce pas un abus criant ? N'est-ce pas une déformation complète de l'exercice du droit de réponse ?

Nous sommes convaincus de rester pleinement dans la pensée du législateur en insistant pour que les réponses imposées par la loi s'appliquent à la rectification d'un fait inexactement rapporté, d'une opinion, d'une attitude irrégulièrement attribuées. En inscrivant dans la loi les mots « réponse rectificative », le Sénat remédierait aux abus qui se sont introduits dans l'exercice illimité du droit de réponse et dont tout le monde est quotidiennement témoin. La Presse républicaine départementale, en se bornant à demander ces simples modifications au projet de loi pris en considération par le Sénat, s'est inspirée des sentiments les plus élevés de justice et d'équité.

Elle a la conviction d'avoir fait aux particuliers la part la plus large et de leur avoir accordé toutes les facilités compatibles avec les nécessités matérielles et rigoureuses de la composition, du tirage et de l'expédition des journaux.

Si le législateur s'emparait des concessions que la presse a proposées elle-même, sans lui accorder les modifications bien modestes qu'elle réclame, elle aurait à se plaindre de l'aggravation d'une loi déjà suffisamment rigoureuse.

L'Assemblée générale espère donc que le Parlement voudra bien tenir compte de ses observations.

Le Président,

LÉON BRIÈRE.

Le 20 mai dernier, le procès de MM. Sylvain et Jaubert contre M. Doumic est revenu devant la Cour d'Appel d'Orléans, sur renvoi prononcé par la Chambre civile de la Cour de cassation.

Après une plaidoirie de M^e Leouzon-Leduc, qui avait été déjà, devant les deux premières juridictions, le défenseur fidèle de M. Doumic, la Cour d'Orléans a entendu M. l'Avocat général Héritier développer les conclusions du ministère public et se prononcer en faveur du directeur de la *Revue des Deux Mondes*, c'est-à-dire dans le même sens que la Cour d'appel de Paris.

M. Héritier s'est attaché à démontrer que si la loi de 1881 accorde le droit de réponse à toute personne nommée ou désignée dans un article de journal, elle n'a pu en faire un droit général et absolu, comme l'a établi, depuis 1841, toute une suite d'arrêts de la Cour de cassation, auxquels cette haute juridiction a voulu rester attachée depuis cette époque lointaine. Ce magistrat estime que la critique de M. René Doumic était « sérieuse et mesurée, ne contenant aucune inexactitude de fait, aucune attaque aux personnes, aucune atteinte aux intérêts légitimes de MM. Sylvain et Jaubert et que, conséquemment, ceux-ci sont sans droit pour exiger l'insertion d'une réponse qui serait une atteinte à la liberté de la critique ».

Ainsi donc, la presse a, dans cette cause, qui dure au prétoire depuis bientôt six ans, trouvé dans le ministère public un allié constant. Devant le tribunal de première instance à Paris, c'était le substitut, M. Caous, qui avait fait la distinction « nécessaire » entre le droit de réponse qui oblige les journaux à l'insertion et son abus qui les autorise à la refuser. En appel, c'était M. l'Avocat général Dreyfus, qui avait présenté, avec un grand talent, la thèse nouvelle de la limitation du droit de propriété. Et voici M. l'Avocat général Héritier, apportant à la relativité du droit de réponse un nouvel appui.

Que conclure ? Sinon que la théorie de la Cour de cassation trouve de moins en moins de partisans. Son principe est à l'encontre de notre vie juridique moderne. « Il n'est pas interdit au droit, à l'interprétation, à son application, de connaître la force lente du temps et de s'inspirer des modifications qu'il impose. La Cour de

cassation ne peut-elle pas sacrifier aux aspects nouveaux les vestiges anciens. Et si l'archaïsme a quelque chose de respectable dans sa solennité figée, le modernisme a quelque chose de nécessaire dans sa forme vivante (1) ».

L'arrêt remis à huitaine a été rendu par la Cour, dans son audience solennelle du 27 mai. Nous en prenons connaissance au moment où nous mettons sous presse.

Contrairement aux conclusions formulées, il y a huit jours, la Cour a jugé dans le même sens que le tribunal de la Seine et la Cour de cassation, tout en constatant que l'affaire revêt une exceptionnelle importance, en ce sens que le droit de réponse admis sans restriction porterait atteinte à la liberté d'écrire.

Le droit de réponse reste donc absolu. La Cour d'Orléans s'est conformée une fois de plus à sa propre tradition, et au principe établi par la Cour de cassation. Mais est-elle aussi catégorique qu'auparavant ? Son arrêt ne marque-t-il pas une petite réserve quand il déclare « que le droit de réponse, admis sans restriction, porterait atteinte à la liberté d'écrire ».

La Cour admet timidement le principe d'une restriction, elle semble ne pas oser la préciser davantage. N'est-ce pas là un premier pas vers une interprétation plus libérale.

(1) Voir pour tous ces détails le journal *Le Temps* du 27 mai 1925.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Annuaire de législation étrangère, années 1902-1908-1909-1910, au mot « Presse » de la table.

BARBIER (G.). — Code expliqué de la presse, 1887, t. I.

CARPENTIER et FUZIER-HERMANN. — Répertoire général et alphabétique du droit français, aux mots « Journaux et écrits périodiques » et « Presse ».

CELLIEZ et LE SENNE. — Loi de 1881 sur la presse. 1882, in-8.

CHASSAN. — Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse. 1846, 2^e édit., t. I.

DALLOZ. — Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence, « Presse-Outrage », nos 317 et suiv.

DALLOZ. — Supplément au répertoire, « Presse-Outrage ».

DARESTE. — Affaire du droit de réponse. *Revue politique et parlementaire*, 1899, t. XXII, p. 515.

DEMOGUE. — Notions fondamentales du droit privé.

FABREGUETTES. — Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse. 2^e édition, 1901.

HUGUENEY. — Idée de peine en droit privé contemporain. Thèse Paris, 1904,

JAUBERT (Joseph). — Le droit de réponse en matière de presse. Thèse Paris, 1901.

LEMONNIER (Henri). — Le droit de réponse. Travaux de la Conférence de droit pénal de la Faculté de droit de Paris, année 1922, n° 13.

MARTIN (Pierre). — Le droit de réponse en matière de critique

littéraire ou artistique. Thèse Dijon, 1922.

MAZE. — Le droit de réponse. Thèse Paris, 1900.

LE POITTEVIN (G.). — Traité de la presse. 1902, tome I.

Pandectes françaises. — Répertoire, au mot « Presse ».

PRUNET. — Le droit de réponse dans le régime actuel de la presse. Thèse Toulouse, 1922.

Revue des Deux-Mondes. — Numéros des 15 juin 1899, 15 septembre 1921, 15 décembre 1922, 1^{er} juin 1924.

SAINT-AUBAN. — La critique et le droit de réponse. Plaidoirie affaire Sylvain, Jaubert-Doumic, 1922.

TOUSSAINT. — Le droit de réponse. Thèse Nancy, 1913.

DALLOZ. — Recueil de jurisprudence.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

Pandectes françaises. — Recueil de jurisprudence.

SIREY. — Recueil de jurisprudence.

ERRATA

Page 16, ligne 9. — Au lieu de : loi du 28 mars, lire : loi du 25 mars.

Page 16, ligne 19. — Au lieu de : 500 à 1000 fr., lire : 50 à 500 fr.

Page 17, ligne 28. — Au lieu de : 27 septembre, lire : 29 septembre.

Page 19, ligne 7. — Au lieu de : qui mit aux prises la Revue des Deux Mondes, lire : qui mit aux prises le directeur de la Revue des Deux Mondes.

Page 41, ligne 24. — Au lieu de : gestes du jeteur de lasso, lire : gestes de jeteur de lasso.

Page 48, dernière ligne. — Lire : qui n'y *aurais* peut-être jamais songé s'il ne *m'avait*.

Page 60, ligne 1. — Au lieu de : gérant *en ayant* la responsabilité, lire : gérant *en a* la responsabilité.

Page 62, note (1). — Lire : BARBIER. t. I, p. 127.

Page 98, ligne 19. — Au lieu de : *succédanée*, lire : *succédané*.

Page 100, ligne 19. — Au lieu de : ne peut être *regardée*, lire : ne peut être *regardé*.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION	5
HISTORIQUE	15

PREMIÈRE PARTIE

Théorie traditionnelle du droit de réponse	21
---	-----------

SECTION I

CHAPITRE PREMIER

A qui appartient le droit de réponse.....	22
Particuliers.....	22
Fonctionnaires	25
Journalistes	29
Collectivités.....	30
Héritiers	31

CHAPITRE II

Droit de réponse, Droit absolu	34
---	-----------

CHAPITRE III

Généralité du droit de réponse. — Son application à la critique littéraire et artistique.....	39
--	-----------

SECTION II

CHAPITRE PREMIER

	Pages
Restrictions quant à l'étendue du droit de réponse...	57
« Journal officiel ».....	59
Comptes rendus.....	60
Droit de réplique.....	63
Annonces. — Insertions forcées.....	64

CHAPITRE II

Limitations apportées par la jurisprudence à sa théorie absolue du droit de réponse.....	66
Contraire aux lois et aux bonnes mœurs..	69
Contraire à l'intérêt des tiers.....	72
Honneur du journaliste.....	74
Portée de la réponse.....	77
Étendue de la réponse.....	78
Appendice. — Conditions de forme.....	81

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Nature juridique du droit de réponse.....	90
--	----

CHAPITRE II

Étendue du droit de réponse. — De la théorie de l'abus des droits et son application au droit de réponse.....	111
Conclusion et projet de réforme.....	139
ANNEXE.....	155
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	169
TABLE DES MATIÈRES.....	171

IMPRIMERIE GRANDVILLE - NANCY
